
U d'/of OTTAWA
39003002171311

LES MÉMOIRES

DE BISMARCK

POUR PARAITRE INCESSAMMENT

LES MÉMOIRES DE BISMARCK

TOME II : ENTRETIENS ET SOUVENIRS

Un vol. grand 8°. Prix : **5** fr.

Il a été tiré de cet ouvrage :

50 EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS A LA PRESSE
SUR PAPIER DE HOLLANDE

15 EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS A LA PRESSE
SUR PAPIER DU JAPON

Bibliothèque
de Mémoires, Souvenirs et Correspondances

LES MÉMOIRES
DE
BISMARCK

RECUEILLIS PAR

MAURICE BUSCH

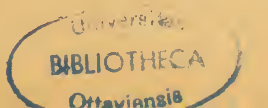
TOME PREMIER

LA GUERRE DE 1870-1871

PARIS

LIBRAIRIE CHARPENTIER ET FASQUELLE
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, rue de Grenelle, 11

1898



AVERTISSEMENT

L'œuvre du docteur Maurice Busch n'ayant paru jusqu'ici qu'en langue anglaise, c'est d'après l'édition de la librairie Macmillan, de Londres, que nous publions le présent volume.

Un certain nombre de passages ont, néanmoins, été supprimés, soit parce qu'ils auraient pu paraître diffamatoires, soit parce que, n'offrant aucun intérêt pour le lecteur français, ils auraient inutilement alourdi le récit.

E. F.

PREFACE

L'œuvre que je livre aujourd'hui au public consiste en un récit détaillé des vingt années pendant lesquelles j'ai été en relations directes avec le prince de Bismarck, avant, pendant et après la guerre de 1870. Une partie de cette œuvre n'est pas complètement inédite, étant formée de quelques fragments d'un livre publié par moi en 1878, sous le titre de : *Le comte de Bismarck et sa suite, pendant la guerre de France.*

Mais j'ai rétabli de nombreux passages que j'avais cru devoir alors omettre, et j'ai supprimé les adoucissements, nécessaires autrefois, de certaines âpretés de langage.

J'ai réuni et j'ai noté tous les détails concernant le prince de Bismarck et son entourage immédiat, d'abord pour ma satisfaction personnelle et ensuite pour fournir des éléments à ceux qui voudront étudier le caractère du régénérateur politique de l'Allemagne. Le seul but des notes quotidiennes que j'ai prises et qui constituent le principal élément de cet ouvrage a été de servir au récit de la vérité tout entière, autant que j'ai pu la constater par moi-même.

Plus tard, quand l'idée m'est venue de copier mes notes, je me suis parfaitement rendu compte de la responsabilité que j'encourais vis-à-vis de l'histoire, car je n'ignore pas qu'on ne saurait s'en dire le serviteur si on lui fournit des matériaux triés avec soin ou colorés avec complaisance.

Je n'ai voulu être ni un thuriféraire, ni un

censeur. Ma nature est contraire aux effets à sensation, et je laisse aux amateurs de théâtre le plaisir que leur peuvent donner les représentations à grand spectacle. Je désire simplement offrir au lecteur les traits caractéristiques que le chancelier de fer m'a donné l'occasion d'observer dans telles et telles circonstances, contribuant ainsi à compléter et parfois à rectifier le jugement que l'opinion publique a porté sur lui.

L'admiration profonde que j'ai pour le génie de ce grand homme et ma reconnaissance patriotique pour ce qu'il a accompli ne m'ont pas empêché de livrer au public des détails nombreux qui déplairont à bien des gens ; mais ces détails appartiennent au caractère historique de celui que je me propose de décrire. Les natures divines, seules, sont exemptes d'erreurs, de passions et de contradictions.

. . . .

Je vais maintenant laisser au prince lui-même le soin d'établir l'autorité que j'ai pour

communiquer aux autres, sans réserve aucune, tout ce que j'ai pu constater pendant ma longue intimité avec lui.

— Une fois que je serai mort, vous pourrez dire tout ce que vous voudrez, et surtout tout ce que vous saurez, me dit le prince de Bismarck, au cours d'une conversation que j'eus avec lui le 24 février 1879.

Je voyais clairement, à la façon dont il me regardait, qu'en dehors des autorisations que j'avais déjà reçues antérieurement, il désirait que je me considérasse comme absolument libre, comme entièrement affranchi de certaines restrictions que je m'étais volontairement imposé ou qu'on m'avait imposées. Depuis lors, grâce à sa confiance grandissante, j'ai appris bien d'autres choses encore, et il m'a, de nouveau, confirmé l'autorisation de répéter ce que j'apprenais.

Le 21 mars 1891, pendant le séjour que je fis à Friedrichsruh, le prince, évidemment sous l'impression d'une note qu'il avait lue dans les journaux, dit :

— Un jour, après ma mort, le petit Busch[1] écrira l'histoire secrète de notre temps, d'après les meilleures sources d'information.

Je répondis :

— Oui, mon prince; mais ce ne sera pas une histoire à proprement parler, parce que je ne suis pas capable de l'écrire, et cela ne sera pas non plus longtemps après votre mort qui, nous l'espérons, arrivera le plus tard possible. Ce sera au contraire, tout de suite après, sans aucun retard, car, en ces temps de corruption, la vérité ne saurait être connue trop tôt.

Le prince ne répondit point; mais je considérai son silence comme une approbation. Enfin, l'année d'avant, il avait affirmé d'une façon absolue le caractère sans restriction de mon autorité.

Le 15 mars 1890, comme on parlait déjà de sa démission, et que lui-même était occupé à classer différents papiers qu'il voulait empor-

1. *Büschlein*, petit buisson ou *petite brousse*, comme l'appelait M. Thiers.

ter en voyage, il me demanda de copier plusieurs documents très importants pour lui et d'en conserver les originaux. Je lui fis observer qu'en faisant copier de pareils documents par un étranger, il s'exposait à ce que leur contenu fût révélé à des tiers.

— Oh! je n'ai pas peur de cela! me répondit-il, je n'ai absolument aucun secret parmi ces documents.

Cette affirmation : *je n'ai pas de secrets*, me donnait toute liberté, du moins pour l'avenir, de publier les papiers politiques dont j'aurais sans cela gardé le contenu caché : car il savait certainement mieux que moi ce qu'il convenait de faire.

Il me suffit d'ailleurs que celui que j'honore comme le premier parmi les hommes ait donné son approbation à mon entreprise, et celle des autres me demeure indifférente. La majorité de ceux dont je parle dans ces mémoires ont, depuis lors, quitté la vie. Ils sont entrés dans le domaine de l'histoire, où un appel à l'indulgence cesse d'être écouté. Ceux qui sont

encore parmi nous peuvent me croire, si je leur affirme qu'en écrivant maintenant ces pages, je ne songe point à leur faire du tort, ni à leur nuire en aucune façon. J'estime simplement que je n'ai point le droit de garder le silence sur des sujets qui leur peuvent déplaire ; je suis dirigé par mon devoir de dire la vérité tout entière et par la volonté d'obéir au chancelier, qui a exprimé le désir que rien de ce que je savais ne demeurât caché. Le monde diplomatique, en particulier, doit être montré tel qu'il est réellement et, sous ce rapport, je crois que ce livre peut être qualifié de *miroir des diplomates*.

Les notes quotidiennes qui forment la base de mon ouvrage, et que je reproduis souvent littéralement, donnent le récit aussi fidèle que possible des événements que j'ai vus et des conversations que j'ai entendues, en présence et dans l'entourage immédiat du prince. Ce dernier est la figure principale autour de laquelle gravitent toutes les autres. Ma tâche, comme observateur et comme chroniqueur, est de ra-

conter soigneusement tout ce que j'ai été chargé de faire comme secrétaire du prince dans mes rapports avec la presse, de raconter comment lui et son entourage se comportèrent pendant la campagne de France, comment il vécut et travailla, les opinions qu'il exprima à table ou ailleurs sur les personnes et les choses de cette époque, le récit qu'il nous fit de ses souvenirs passés, et, enfin, après notre retour de la grande guerre, ce que j'appris par les dépêches diplomatiques qui me passèrent par les mains. J'ai été aidé dans ce travail, par ma faculté d'assimilation rendue de plus en plus intense, par mon attachement pour le prince et par la pratique des affaires politiques que j'ai acquise dans le cours de mes charges officielles. J'ai été secondé aussi par une mémoire qui, tout en n'étant pas au-dessus de la moyenne, a été développée, grâce à un exercice constant, à un point tel que j'ai été capable de retenir presque littéralement les longues explications et les histoires sérieuses ou humoristiques du chancelier.

Tous les détails que je donne dans ce livre ont été écrits, presque sans exception, moins d'une heure après les conversations que j'ai entendues. Pour la plupart, ils ont été jetés immédiatement sur de petites feuilles de papier; les points principaux et les mots typiques ont été notés sur-le-champ, le reste a été complété plus tard.

C'est à la fidélité de ma mémoire, à la sûreté de mon oreille, à la rapidité de mon coup d'œil, et aussi à cette habitude d'écrire sans délai tout ce que j'ai remarqué, vu ou entendu, que je dois les récits curieux de la mémorable conversation du 11 avril 1877, de la visite à Varzin, et toute la suite des entretiens caractéristiques que j'ai eus avec le chancelier, de 1878 à 1890, dans le palais et le jardin de Berlin, quand, aux moments de crises ou en d'autres circonstances, j'ai été appelé par le prince ou bien que je suis allé le trouver.

J'ai toujours gardé l'habitude de tout transcrire au fur et à mesure sur le papier et je l'ai fait surtout pendant mes visites à Fried-

richsruh, où, en 1889, je fus retenu, plusieurs semaines, pour arranger les lettres personnelles et les manuscrits du prince. Cette habitude m'a servi aussi dans la semaine mémorable de mars 1890, lorsque je passai quelques-uns des jours les plus sombres de cette époque dans l'entourage immédiat du prince, et aussi lorsque je le retrouvai dans le Sachsenwald, en 1891 et 1893, époque à laquelle je pus me convaincre que sa confiance en moi avait aussi peu diminué que ma fidélité envers lui.

Quiconque est familier avec le langage dans lequel le prince avait coutume d'exprimer sa pensée quand il parlait dans un cercle d'intimes, sera immédiatement frappé de la fidélité avec laquelle sont rendues les instructions, les conversations et les anecdotes publiées dans les pages qu'on va lire. Le lecteur les trouvera, sans exception, reproduites de la façon la plus scrupuleuse. Dans les anecdotes et les histoires en particulier, il remarquera presque toujours les ellipses caractéristiques, les sous-entendus, l'habitude du prince de passer sans transition

d'un sujet à un autre, ce qui rappelle un peu les ballades de jadis. Il notera aussi de nombreux traits caractéristiques dans la manière de parler du chancelier.

Il est donc inutile d'ajouter que mes récits, avec toute leur rudesse, sont des photographies qui n'ont pas été retouchées. En d'autres termes, je crois que je n'ai pas seulement eu l'observation vive, mais aussi que je n'ai rien omis intentionnellement de ce qui était digne d'être reproduit. Je n'ai défiguré ni exagéré aucun trait. Surtout, je n'ai rien ajouté de mon propre cru, je n'ai pas essayé de me faire une place, si mince soit-elle, dans l'histoire en donnant ma prose pour celle de M. de Bismarck.

Si on me blâme pour avoir donné à ces mémoires un caractère fragmentaire, alors il faut rejeter tous les mémoires. Si on me reproche de n'avoir pas fait une œuvre d'art, je répondrai qu'une telle entreprise ne m'a jamais tenté. Je répète que j'ai désiré simplement, autant que cela dépendait de moi, servir la vérité et rien qu'elle.

Bien souvent aussi, la façon dont le chancelier s'est exprimé sur le compte des Français pourra être considérée comme fausse et même inhumaine; mais il ne faut pas oublier que l'état de guerre durcit les cœurs, que la campagne de Gambetta, qui était un suicide national et qu'il conduisait avec toute l'ardeur passionnée de sa nature, jointe à la tactique des francs-tireurs et à la brutalité des turcos, avait fait naître dans notre camp un esprit qui écartait toute pensée de douceur et toute considération. Naturellement, en reproduisant cette dureté, en y ajoutant même d'autres et de plus amers exemples de ce ressentiment, à cette heure où toutes ces choses-là sont déjà lointaines, je ne puis avoir nulle intention de froisser la sensibilité de qui que ce soit. Ce ne sont là que des pages animées de l'histoire de cette campagne, dépeignant l'état d'âme momentané du chancelier.

La raison pour laquelle je reproduis ici certaines parties de ce que j'ai publié antérieurement, c'est que cette reproduction est indispen-

sable pour l'intelligence du récit que je me propose de faire.

Sans les pages que je reproduis, ce livre serait incomplet en certaines parties, inintelligible en d'autres. D'ailleurs, les reproductions sont, pour la plupart, considérablement changées, complétées par des passages nouveaux, et elles se trouvent, à cette heure, mieux à leur place qu'avant.

MAURICE BUSCH.

Leipzig, 30 juillet 1898.

LES MÉMOIRES
DE BISMARCK

CHAPITRE PREMIER

LA DÉCLARATION DE GUERRE

Je m'occupais de littérature à Leipzig lorsque, le 1er février 1870, je reçus du docteur Metzler, secrétaire des affaires étrangères de la Confédération de l'Allemagne du Nord, une petite note me demandant d'aller à Berlin pour lui parler. A mon arrivée en cette ville, j'appris qu'il m'avait recommandé à M. de Keudell, conseiller d'ambassade, s'occupant du personnel et des finances aux affaires étrangères, qui disposait d'une place confidentielle auprès du chancelier de la Confédéra-

tion. Metzler l'avait déjà occupée et elle consistait simplement à exécuter les instructions du chancelier dans les affaires de presse. J'allais donc être en communication directe avec celui-ci. Ma position, pour commencer, devait être « *diatärisch* », c'est-à-dire sans titre et sans droit à une pension.

Il fallait tout d'abord me déclarer prêt à accepter cette offre; ensuite, je formulerais mes désirs et les présenterais par écrit à M. de Keudell.

C'est ce que je fis dans une lettre datée du 4 février, dans laquelle j'établis, comme principale condition, que je serais tout à fait indépendant au bureau de littérature et de presse, et que, si ma capacité ne se trouvait pas à la hauteur de ce qu'on attendait, je ne serais pas nommé titulaire. Le 19 février, Metzler me dit que mes conditions étaient acceptées et qu'on n'y avait fait aucune objection. Je devais donc me préparer à entrer en fonction de suite.

Le 23, M. de Keudell m'informa qu'il allait me présenter à M. de Bismarck le soir suivant. Le lendemain, je prêtai le serment officiel, et le soir, un peu après huit heures, je me trouvai en présence du chancelier, que je n'avais vu auparavant qu'une fois, de loin, de la galerie de la presse au Reichstag.

Il était assis en uniforme devant sa table de

travail, couverte d'un monceau de documents. Il me donna la main et me fit signe de m'asseoir en face de lui. Il commença par me dire qu'il devait, pour le moment, se contenter de faire ma connaissance, parce qu'il n'avait pas le temps d'avoir, comme il l'aurait voulu, une longue conversation avec moi.

— J'ai été retenu aujourd'hui au Reichstag, plus longtemps que je ne croyais, par des discours longs et ennuyeux, me dit-il; puis, j'ai ici des dépêches à lire, qui ne sont pas non plus très amusantes; à neuf heures, il faudra que je me rende au palais et cela non plus n'est pas divertissant... Dites-moi, qu'est-ce que vous avez fait jusqu'à présent?

Je répondis que j'avais édité le *Grenzboten*, représentant les vues libérales pratiques de la nation; cependant, je l'avais abandonné, parce qu'un de ses propriétaires paraissait disposé à adopter une politique progressiste dans la question du Schleswig-Holstein. Le chancelier me dit qu'il connaissait ce journal.

Je racontai ensuite que, sur la demande du gouvernement, j'avais accepté une position à Hanovre pour aider M. de Hardènbèrg à soutenir les intérêts prussiens dans la presse locale. Enfin, d'après des instructions reçues des affaires étrangères,

j'avais écrit plusieurs articles pour différents journaux politiques. M. de Bismarck me dit :

— Alors, vous connaissez notre politique, et, en particulier, la question allemande. J'ai l'intention de vous faire écrire des notes et des articles pour des journaux d'après des détails et des instructions que je vous donnerai, car, naturellement, je ne puis par moi-même écrire des articles de fond. Vous tâcherez aussi que d'autres fassent de même, et vous les prendrez à l'essai tout d'abord. Il me faut quelqu'un qui s'occupe exclusivement de cela, et non pas un jour par hasard, mais d'une façon régulière, parce que je reçois très peu d'assistance utile du bureau de la presse. Combien de temps devez-vous rester ici?

En même temps qu'il posa cette question, il sortit sa montre. Je compris qu'il désirait finir la conversation. Je répondis que je comptais rester définitivement à Berlin. Il me dit :

— Très bien alors, j'aurai une longue conversation avec vous un de ces jours. En attendant, allez voir M. de Keudell et M. Bucher, tous deux conseillers d'ambassade, qui sont très versés dans ces matières.

Je compris que je pouvais me retirer.

C'est à la suite de cette entrevue que je commençai à travailler à côté de M. de Bismarck.

L'occasion de me donner les instructions générales dont il avait parlé ne se présenta jamais et je dus entreprendre mon travail de suite.

Mais je fus en rapport constant avec lui. Il me faisait appeler jusqu'à cinq et même huit fois par jour. Dans ces entrevues, il fallait que je prisse bien soin d'ouvrir mes oreilles et de tout noter avec la plus grande attention, pour que deux informations ou deux instructions ne fussent pas confondues. Cependant, je m'habituai assez vite à ce travail particulièrement difficile; les opinions et les instructions de M. de Bismarck étaient toujours données sous une forme frappante, qu'il était facile de se rappeler. De plus, il avait coutume de répéter deux fois les choses importantes en d'autres termes ; de sorte que, par la pratique, je réussis peu à peu à retenir de longues phrases et même des discours entiers et à les transcrire sur le papier sans en rien omettre.

M. de Bismarck m'envoyait aussi, souvent, par un messager, des documents et des journaux, marqués de la lettre V et d'une croix, signes qui voulaient dire « Instructions de presse ». Quand je trouvais ces papiers sur ma table, je les parcourais, et ensuite, je demandais au chancelier ses instructions les concernant. Quand j'avais quelque chose d'important à lui demander ou à soumettre

à son approbation, j'étais autorisé à aller le trouver sans qu'il me fasse appeler. J'occupais ainsi la position de « conseiller rapporteur », sous la réserve que je n'avais ni ce titre ni l'infaillibilité des conseillers titulaires.

Je vais reproduire ici, tels qu'ils me sont parvenus, divers projets d'articles de journaux écrits de la main même du chancelier ou dictés par lui. Ils montrent que l'homme d'État que j'avais l'honneur de servir connaissait à fond le journalisme et ils jettent un peu de lumière sur beaucoup d'événements politiques de ce temps.

Le 12 avril, M. de Bismarck voulait un article pour la *Gazette de Cologne* et m'en dicta une partie. Voici ce que disait cet article :

« Le *Constitutionnel* parle de la façon dont les bonnes manières françaises sont corrompues par des éléments étrangers, et, à ce propos, il cite les noms de la princesse de Metternich et de Mme Rimsky-Korsakow. Il faudrait plus de place que nous n'en pouvons donner à ce sujet pour montrer sous son vrai jour l'ignorance de l'auteur de cet article, qui n'a probablement jamais quitté Paris. La princesse de Metternich n'agirait certainement pas à Vienne comme le *Constitutionnel* prétend qu'elle a agi à Paris, et Mme Rimsky-Korsakow n'est pas à la tête de la société de Saint-Pétersbourg. Ce doit être

le contraire de ce que dit ce journal, c'est-à-dire que Paris doit être responsable de la conduite de ces deux dames et de l'influence qu'elles exercent autour d'elles. En effet, l'idée que Paris est le séjour et l'école des bonnes manières ne peut régner que dans de lointains pays, dans de vieux romans, parmi les gens âgés ou dans les parties les plus reculées des provinces. On a remarqué depuis longtemps, et non pas seulement dans les cours d'Europe, que les Français manquent de tenue. On a aussi observé qu'il est difficile de comparer favorablement un jeune Français avec un jeune homme d'un autre pays, ou avec ceux de ses compatriotes qui, loin de Paris, ont conservé les traditions de la bonne société française. Les voyageurs qui ont visité ce pays à de longs intervalles sont d'accord pour déclarer que les formules de politesse et même les expressions de convention, qui firent pendant si longtemps de la langue française un modèle pour toutes les autres langues, ne sont plus guère employées. On comprend que l'impératrice Eugénie, cette sensible Espagnole, ait été péniblement frappée du ton et du genre de la société parisienne ; mais ce serait un manque de jugement de sa part si, comme le dit le *Constitutionnel*, elle cherchait la cause de ce mal à l'étranger. D'ailleurs, nous croyons être auto-

risés à contredire cette déclaration, car nous savons que l'impératrice a souvent proposé les jeunes Allemands comme modèles à la jeunesse de France. Les Français montrent, par leurs manières surtout, qu'ils sont en décadence ; il leur faudra des générations pour regagner le temps perdu. Malheureusement, en ce qui concerne les manières, toute l'Europe a rétrogradé. »

Depuis le 13 avril jusqu'au 28 mai, je ne vis pas le ministre. Il était souffrant et était parti pour Varzin la veille de Pâques.

Le 8 juillet, le secrétaire d'État reçut un télégramme du chancelier et me le communiqua. Il disait : « J'ai devant moi le texte officiel du discours du duc de Gramont, et je trouve son langage plus raide et plus présomptueux que je ne croyais. Je ne sais si cela doit être attribué à la stupidité ou bien si c'est le résultat d'une décision prise d'avance. La probabilité de cette seconde alternative semble se confirmer par les démonstrations bruyantes qui ont accueilli ce discours et qui rendront impossible tout retour en arrière. J'hésite à protester officiellement contre le discours de Gramont pour des raisons internationales, mais notre presse devrait l'attaquer très sévèrement et cela, dans le plus de journaux possible. »

Le 9 juillet, le secrétaire d'État me remit un télégramme qui avait été envoyé de Berlin au chancelier, et qui nous avait été retourné par celui-ci avec des observations que nous devions faire circuler dans les journaux non officiels.

Voici le télégramme avec les observations écrites de la main même de M. de Bismarck :

« Gramont vient de déclarer, en réponse à une interpellation de Cochery, que Prim a offert le trône d'Espagne au prince héréditaire de Hohenzollern (observation du chancelier : il ne peut rien faire de semblable, les Cortès seules ont voix au chapitre) et que le prince l'a accepté (observation : il ne pourra se prononcer que lorsqu'il aura été élu). Cependant, les Espagnols n'ont pas encore exprimé leurs désirs (observation : c'est pourtant le point important), et le gouvernement français ne veut pas entendre parler des négociations en question (observation : il n'y a pas de négociations si ce n'est entre l'Espagne et les candidats éventuels au trône). Gramont demande en conséquence que la discussion soit retardée, puisqu'elle est inutile pour le moment (observation : tout à fait inutile). Le gouvernement français conservera l'attitude de neutralité qu'il a observée jusqu'à présent, mais ne permettra pas à une puissance étrangère d'élever un de ses princes au

trône d'Espagne (observation : aucune puissance n'a cette intention, sauf peut-être la France) et de compromettre ainsi l'honneur et la dignité de la France. Les Français se fient à la sagesse des Allemands (observation : ils n'ont rien à faire là-dedans) et à l'amitié du peuple espagnol (c'est le point capital). S'ils sont déçus dans leurs espérances, ils feront leur devoir sans hésitation ni faiblesse (observation : nous aussi). »

Le ministre revint à Berlin le 12 juillet, paraissant fort bien portant.

Le 13 juillet, j'allai le voir de bonne heure ; il me donna l'ordre de faire paraître la note suivante dans les journaux :

« On ne peut nier qu'un gouvernement espagnol, disposé à protéger la paix et à s'abstenir de conspirer avec la France, serait pour nous d'une importance considérable. Mais si, il y a quinze jours, l'empereur Napoléon s'était adressé confidentiellement à Berlin, ou bien avait fait savoir que l'affaire prenait de l'importance, la Prusse, au lieu d'adopter une attitude indifférente, aurait aidé à pacifier l'opinion publique à Paris. La situation s'est trouvée complètement changée par le ton agressif du discours de Gramont et par les demandes directes adressées au roi, qui séjourne incognito à Ems pour sa santé,

sans être accompagné d'un seul ministre. Sa Majesté, avec raison, a refusé d'obtempérer à ces demandes.

« Cet incident a soulevé une telle indignation en Allemagne que beaucoup de gens regrettent la renonciation du prince Léopold. En tout cas, la confiance dans les intentions pacifiques de la France a été si complètement ébranlée qu'il faudra un temps considérable pour la rétablir. Si le commerce et l'industrie ont souffert de la découverte de ce repaire de brigands avec lequel il nous faut traiter en France, le peuple de ce pays doit en rendre responsable le régime sous lequel il vit. »

Je dus aussi envoyer à l'un des journaux de la localité une note disant que le comte de Bismarck s'était rendu à Ems pour s'entendre avec le roi au sujet de la convocation du Parlement, et qu'il s'était ensuite fixé à Berlin pour attendre d'autres instructions de Sa Majesté, ou bien pour être prêt à retourner à Varzin.

C'est le 19 juillet 1870 que la rupture définitive eut lieu entre les deux pays.

A une heure quarante-cinq de l'après-midi, M. Le Sourd, chargé d'affaires de France, remit

au ministère des affaires étrangères la déclaration de guerre de Napoléon III.

Vers cinq heures du soir, le même jour, le comte de Bismarck me fit appeler. Il était dans son jardin. Après l'avoir attendu quelques minutes, je le vis venir à moi par une de ces longues allées, ombreuses, qui conduisaient à la Kœniggrætzerstrasse. Il avait à la main une lourde canne, qu'il brandissait d'un geste agité. Sa figure, éclairée par les rayons du soleil couchant, ressemblait à ces peintures murales qui se détachent sur des fonds dorés. Il arrêta brusquement sa promenade et, sans préambule, me dit :

— Il faut que vous m'écriviez quelque chose contre les nobles de Hanovre... Tenez, quelque chose dans ce style-là : « On dit que certains nobles de Hanovre ont travaillé à procurer aux vaisseaux français des pilotes et des espions dans la mer du Nord. Les arrestations qui ont eu lieu ces jours derniers ont trait à cette affaire. La conduite de ces Hanovriens est infâme, et j'exprime le sentiment de tous les honnêtes gens lorsque je dis que ces nobles ont désormais perdu le droit de demander une réparation quelconque par les armes pour venger leur honneur. Il ne saurait, en effet, plus y avoir d'affaire d'honneur avec eux, et, s'ils

étaient assez impudents pour en chercher une, ils mériteraient qu'on les fasse jeter dehors par les domestiques ou qu'on les y jette soi-même après avoir mis une paire de gants pour les toucher. Leur trahison est une flétrissure qui les marquera d'une manière indélébile jusqu'à la troisième et à la quatrième génération. »

Puis, après avoir respiré fortement et s'être un peu calmé, il me montra un numéro de la *Liberté*, daté de la veille. Ce journal rappelait à l'Italie qu'elle devait son indépendance à la France et qu'en 1866, c'était la France qui avait fait l'alliance italienne avec le cabinet de Berlin. Il affirmait, en outre, que, en vue des prochains événements, Victor-Emmanuel, avec son caractère chevaleresque, n'avait pas hésité un seul instant à accorder à la France son appui sans condition. Le chancelier me dit qu'en réponse à cet article, il fallait que je fisse mettre immédiatement dans nos journaux la note suivante :

« Jusqu'à présent, la France a joué à travers le monde le rôle de maîtresse absolue : la Belgique, l'Espagne et le roi de Prusse lui-même ont tour à tour subi son arrogance. Elle s'est un peu comportée comme un sultan vis-à-vis de ses khédives. Sa mégalomanie s'appuyait sur ses baïonnettes. Mais il paraît que sa présomption commence à

tomber, puisqu'elle réclame l'assistance des bons amis qu'elle prétend être ses obligés. »

Le chancelier me dit encore :

— Je sais de source certaine qu'une des raisons qui ont poussé la France à nous déclarer la guerre est la série de rapports adressés à Paris par le colonel Stoffel, l'attaché militaire français à Berlin... Les informations du colonel Stoffel étaient d'ailleurs plus abondantes qu'exactes, car, tous ceux qu'il payait n'étant pas toujours préparés à lui fournir en échange un renseignement, ils inventaient, au besoin, les renseignements dont ils se portaient ensuite garants. Je sais que cet attaché militaire a été informé que l'armement de notre infanterie, en ce qui regarde les fusils et les munitions, avait subi une transformation radicale : il a, en conséquence, cru que la France ne trouverait jamais une occasion meilleure pour nous attaquer.

Nous avons tous su plus tard que la source certaine dont parlait le chancelier résidait dans les cercles de Hanovre, et qu'on ne lui avait pas dit la vérité. Les rapports du colonel Stoffel étaient bien faits à tous égards, et lui-même était un homme dont le rôle avait été des plus respectables.

Le bruit ayant couru que, dans cet après-midi

historique du 19 juillet, il avait été l'objet d'une manifestation hostile dans les rues de Berlin, M. de Bismarck me dicta la note suivante et me donna l'ordre de la communiquer immédiatement aux journaux :

« Le bruit a couru que le baron Stoffel, attaché militaire français, a été insulté cet après-midi dans la rue. On a même été jusqu'à dire que quelques individus qui connaissaient le colonel Stoffel l'avaient suivi jusque chez lui et avaient frappé sa porte à coups de canne. Au premier bruit qui a couru de cet incident, la police est intervenue énergiquement et a pris des mesures pour que pareil fait ne se reproduise pas et pour que le baron Stoffel ne soit pas inquiété jusqu'à l'heure de son départ. Des excès de cette nature sont des plus répréhensibles, alors même qu'ils s'arrêteraient aux mots. Les anciens représentants de la France sont sous la protection des lois internationales et de l'honneur de l'Allemagne jusqu'à ce qu'ils aient passé la frontière. »

Du 19 au 31 juillet, j'eus de nouvelles et nombreuses entrevues avec le chancelier. La plupart étaient relatives à des notes qu'il désirait me voir insérer dans des journaux allemands en réponse

à des articles parus à l'étranger ou à des bruits qui couraient le monde politique.

Un soir — le 24 juillet 1870 — il me dit qu'il désirerait me voir faire un article sur la France et la politique française sous Napoléon III. Il m'en indiqua les points essentiels, puis, s'animant peu à peu, il me tint le langage suivant, que je transcris littéralement :

— Politiquement parlant, les Français sont, dans la plus complète acception du mot, une nation à l'esprit étroit. Ils n'ont pas la plus petite idée de la façon dont les choses marchent en dehors de France, et on ne leur en dit rien dans leurs écoles. Les maisons d'éducation, en France, laissent leurs élèves dans l'ignorance la plus *crasse* de tout ce qui se passe au delà des frontières, de sorte qu'ils n'ont pas la moindre connaissance de leurs voisins. C'est le cas de l'empereur Napoléon III ou peu s'en faut. Quant à Gramont, je le laisse de côté : c'est un âne... (*rindvieh*). Oui, Napoléon III est ignorant de toutes choses, et il a pourtant été élevé dans des écoles allemandes! Mais il a tout oublié. Sa politique a toujours été stupide... La guerre de Crimée était diamétralement opposée aux intérêts de la France, qui réclamait une alliance ou, tout au moins, une bonne entente avec la Russie. Il en

est de même de la guerre pour l'Italie. Il s'est créé là un rival dans la Méditerranée, le nord de l'Afrique, la Tunisie, etc., qui, un jour, sera peut-être dangereux. La guerre du Mexique et l'attitude qu'a prise la France en 1866 sont encore des fautes, et nul doute que, dans la tempête qui éclate aujourd'hui, les Français ne sentent eux-mêmes qu'ils sont en train de commettre une dernière faute !...

CHAPITRE II

DÉPART POUR LA GUERRE

Le 31 juillet 1870, à cinq heures et demie du matin, le chancelier, accompagné de sa femme et de sa fille, la comtesse Marie, quitta sa résidence de la Wilhelmstrasse pour prendre le train de Mayence afin de rejoindre le roi sur le lieu de la guerre. Il était suivi de quelques conseillers du ministère des affaires étrangères, d'un secrétaire du bureau central, de deux employés pour déchiffrer les dépêches et de trois ou quatre attachés. Je dus rester en arrière, car il n'y avait pas de place pour moi.

Mais, le 7 août, au matin, quand j'étais encore dans mon lit, un messager du ministère m'apporta la copie d'une dépêche qui était arrivée la veille au soir. Cette dépêche était ainsi conçue :

« Mayence, 6 août, 7 h. 36 soir. — Dites à Busch de venir ici et d'amener avec lui un correspondant pour la *Gazette nationale* et un pour la *Gazette de la Croix*. — Bismarck. »

On me permit de choisir moi-même ces correspondants.

Le soir même, un peu après huit heures, je quittai Berlin avec eux. Nous voyageâmes d'abord en première classe, puis en troisième et, finalement, dans un fourgon à bagages. Ce n'est que le 9 août, à six heures du matin, que nous arrivâmes à Francfort, et ce n'est que le 10, entre neuf et dix heures, que nous atteignîmes Saint-Jean, petit village près de Sarrebrück. Il restait encore des traces de la canonnade qui y avait eu lieu deux jours auparavant. La bourgade présentait, d'ailleurs, ce tableau si vif et si varié qu'on observe en temps de guerre : c'était une masse confuse et désordonnée de cantines, de fourgons de bagages, de soldats à pied et à cheval, d'infirmiers avec leurs brassards. Quelques régiments de dragons hessois étaient en train de défiler, et les cavaliers chantaient : « *Morgenroth, leuchtest mir zum*

frühen Tod! » (Aurore, tu m'éclaires pour une mort prochaine!)

A l'hôtel où nous descendîmes, on me dit que le chancelier était encore en ville et qu'il logeait dans la maison d'un marchand qui s'appelait Haldy. Après m'être occupé de mes bagages, je m'y rendis et rencontrai justement M. de Bismarck qui en sortait pour aller trouver le roi. Je demandai au bureau si je pouvais y être de quelque utilité. On me dit qu'il y avait beaucoup de travail, et on me pria de faire immédiatement une traduction pour le roi du discours du trône de la reine Victoria, qui venait de nous parvenir.

Je me rappelle que je fus particulièrement intéressé aussi par une déclaration contenue dans une dépêche adressée à Saint-Pétersbourg que j'avais à dicter à un de nos télégraphistes. C'était que « en aucun cas, nous ne pourrions nous déclarer satisfaits de la simple chute de Napoléon ».

Cela nous apparaissait, à tous, comme un miracle. Strasbourg et les Vosges comme frontière! Qui, parmi nous, aurait rêvé de cela trois semaines auparavant?

Dans l'intervalle, le temps, qui était sombre, s'éclaircit. Vers une heure de l'après-midi, trois voitures s'arrêtèrent devant la porte avec des soldats pour postillons. L'une était pour le chance-

lier; l'autre, pour les conseillers et le cousin du comte, M. de Bismarck-Bohlen; la troisième, pour les secrétaires et les télégraphistes. Je pris place dans une des voitures. Cinq minutes après, nous traversâmes un torrent et nous nous engageâmes sur la grande route de Sarrebrück, qui traversait le champ de bataille du 6 août.

Une demi-heure après notre départ de Saint-Jean, nous étions sur sol français.

Il y avait encore des traces sanglantes de la lutte qui avait fait rage cinq jours auparavant : des branches avaient été arrachées des arbres par le feu de l'artillerie, des débris d'équipements et d'uniformes jonchaient le sol, des roues brisées étaient restées embourbées dans des fondrières, et de petites croix de bois grossières plantées çà et là indiquaient les tombes des officiers et des soldats. Autant que je pus l'observer, tous les cadavres avaient été enterrés.

Ici, au moment où je mets le pied sur le sol de la France, je demande la permission d'interrompre le récit de ce que, chaque jour, devait me dire ou me dicter le chancelier pour décrire en quelques mots la façon dont, pendant toute cette campagne, lui et sa suite voyageaient, travaillaient et vivaient.

Le ministre avait choisi pour l'accompagner M. Abeken, M. de Keudell, le comte de Hatzfeldt, qui avait été, pendant sept ans, attaché à l'ambassade de Paris, et le comte de Bismarck-Bohlen, tous quatre conseillers d'ambassade. Ensuite venaient le secrétaire particulier Bœlsing, les deux télégraphistes et moi-même. A Versailles, notre petite troupe s'augmenta du jeune comte de Wartensleben et de M. le conseiller Wagner. Notre « chef », comme nous avions l'habitude d'appeler le chancelier, avait donné des ordres pour que nous fissions, pour ainsi dire, partie de sa maison. Chaque fois que les circonstances le permettaient, nous logions sous le même toit et nous avions l'honneur de dîner à sa table.

Pendant toute la durée de la guerre, le chancelier porta l'uniforme. C'est le costume, bien connu, des cavaliers de la landwehr. Pendant les premiers mois de la campagne, il porta également la croix de commandeur de l'Aigle rouge; après, il y ajouta la Croix de fer. Je ne le vis qu'une ou deux fois en robe de chambre. C'était à Versailles, lorsqu'il était malade.

Lorsqu'il sortait en voiture, il était habituellement accompagné par M. Abeken, souvent par moi. Nos voitures venaient immédiatement après celles du roi. Nous partions généralement vers

dix heures du matin, et nous avons fait jusqu'à 60 kilomètres dans la journée. En arrivant à nos quartiers, le soir, notre première occupation était d'installer un bureau, qui manquait rarement de travail et de travailleurs. Le comte de Bismarck était, en effet, la grande figure autour de laquelle gravitait alors le monde civilisé tout entier. D'une activité incessante, il gardait avec lui ses secrétaires jusqu'à une heure très avancée de la nuit. Les messagers allaient et venaient constamment avec des télégrammes et des lettres. Les conseillers couraient de tous côtés avec des ordres, des directions et des instructions, qui étaient copiés, enregistrés et chiffrés à la chancellerie. Il y avait aussi les rapports et les articles de journaux, qui arrivaient de tous côtés, la plupart nécessitant l'attention du chancelier.

Jamais la force surhumaine de travail de M. de Bismarck ne fut plus grande ; jamais son habileté à jongler avec les problèmes les plus difficiles ne se déploya davantage. La résistance physique de ses facultés était d'autant plus étonnante qu'il prenait peu ou pas de sommeil. Les jours de bataille, il se levait avec le soleil et rejoignait le roi et l'armée ; les autres jours, il ne se levait qu'à dix heures du matin, mais il avait travaillé toute la nuit et s'était couché avec l'aurore. Souvent, avant de se lever,

il commençait à travailler dans son lit, lisant les dépêches, parcourant les journaux, donnant des instructions à ses conseillers. Dès qu'il était debout, c'étaient des visites à recevoir, des audiences à accorder, des explications à donner au roi. Ensuite, venaient l'étude des cartes et des dépêches, la correction des articles, des projets écrits à la hâte avec son énorme et célèbre crayon et, au milieu de tout cela, la réception de visiteurs qu'on ne pouvait éconduire. Quelquefois, mais rarement, le chancelier se permettait une petite distraction, qui consistait en une promenade à cheval dans le voisinage. Il travaillait ensuite jusqu'à son dîner et, aussitôt après le café, il s'asseyait de nouveau à son bureau et écrivait parfois jusqu'à minuit.

Dans sa manière de manger, comme dans sa manière de dormir, M. de Bismarck différait du commun des mortels. De très bonne heure, le matin, il prenait une tasse de thé avec un ou deux œufs, et, ensuite, il ne touchait plus à rien jusqu'à l'heure du dîner; jamais ou presque jamais il ne déjeunait. Il n'avait de la sorte, en réalité, qu'un seul repas en vingt-quatre heures ; mais, par exemple, comme Frédéric le Grand, quand il mangeait, c'était de bon appétit.

Les diplomates ne sont guère dépassés dans leur amour d'une bonne table que par les membres du

clergé. Le comte de Bismarck avait une bonne table, qui, lorsque les circonstances le permettaient, était même excellente. Ce fut le cas particulièrement à Reims, à Meaux, à Ferrières et à Versailles. Pendant les cinq derniers mois, notre table fut aussi enrichie par les cadeaux qui nous arrivaient de toutes parts d'Allemagne. Quiconque voulait témoigner sa reconnaissance au chancelier tenait à honneur de lui envoyer des bourriches de gibier, de poisson, de faisans, de pâtisserie monumentale, de bière, de bon vin et d'autres friandises.

Au début, les conseillers seuls portaient l'uniforme ; plus tard, ce fut tout l'entourage du chancelier. Le « chef » avait été le premier à donner son consentement, et les Versaillais purent nous voir passer chaque jour avec des tuniques bleues à boutons d'or et des casquettes à bande de velours. Le conseiller particulier Abeken n'était pas le moins fier : il était aussi heureux de s'exhiber dans cet accoutrement militaire qu'il l'eût été de traverser la Terre-Sainte déguisé en Oriental, alors que, pourtant, il ne comprenait pas un traître mot de turc ni d'arabe.

CHAPITRE III

DE LA FRONTIÈRE A GRAVELOTTE

Dans le chapitre précédent, j'ai arrêté mon récit au moment où nous mettions le pied sur le sol français. Nous reconnûmes que nous avions passé la frontière aux plaques bleues des poteaux indicateurs, qui portaient : « *Département de la Moselle* ». Après deux heures de voiture, nous atteignîmes Forbach, que nous traversâmes sans nous arrêter, et nous établîmes nos quartiers une demi-lieue plus loin, à Saint-Avold.

Le chancelier et sa suite furent logés chez un M. Laity, 301, rue des Charrons. C'était une

maison à un seul étage, assez vaste et très propre, avec un jardin potager sur le derrière. Le propriétaire, qui était, paraît-il, un officier retraité, était parti la veille avec sa femme, laissant à la garde de la maison une vieille servante qui ne savait pas un mot d'allemand.

Le soir, à sept heures, nous dînâmes avec le chancelier dans une petite salle à manger dont la vue donnait sur le cimetière du village. La conversation fut animée, et le ministre parla presque tout le temps. Il nous dit qu'il ne serait pas impossible que, la nuit, il y eût une surprise, qu'il venait, en se promenant, d'aller visiter les avant-postes et qu'ils n'étaient pas à plus de trois quarts de lieue de nous. Il avait demandé au chef d'un petit poste où était établi le petit poste voisin, et l'officier lui avait répondu qu'il n'en savait rien.

— Tandis que je m'en retournais, ajouta le chancelier, j'ai vu un homme qui me suivait pas à pas, avec une hache sur les épaules. J'ai immédiatement mis la main à la garde de mon épée, parce que l'on ne peut jamais savoir, dans certaines circonstances, ce qui peut vous arriver; mais ce qu'il y a de sûr, c'est que j'aurais été prêt le premier.

Il nous fit observer ensuite que notre propriétaire avait laissé ses armoires pleines de linge.

— Si sa maison est jamais convertie en ambulance, nous dit-il, le linge fin de sa femme servira à faire des bandes et de la charpie pour les blessés. Il n'y aura rien de plus naturel ; mais ils diront tout de même, après, que le comte de Bismarck a emporté une partie du mobilier avec lui.

On se mit ensuite à parler des dispositions stratégiques adoptées par nos troupes. Le ministre dit que le général Steinmetz s'était montré aussi entêté que désobéissant.

— Comme Vogel de Falkenstein, son habitude de n'avoir d'autre maître que lui-même lui jouera un vilain tour, malgré les lauriers qu'il a gagnés à Skalitz.

Il y avait sur la table du cognac, du bordeaux et un petit vin mousseux de Mayence. Quelqu'un regretta qu'il n'y eût pas de bière.

— Il n'y a pas de mal ! s'écria M. de Bismarck. Une consommation excessive de bière est déplorable à tous les points de vue. Cela rend les hommes stupides, paresseux et propres à rien. C'est la bière qui est responsable de toutes les idioties démocratiques que l'on débite autour des tables de cabaret. Croyez-moi, un bon verre d'eau-de-vie vaut bien mieux !

Après dîner, le chancelier et les conseillers

firent une petite promenade dans le jardin. Les craintes que nous avions pu concevoir pour notre repos de la nuit furent vaines : il n'y eut aucune alerte.

Le lendemain, nous eûmes fort à travailler par suite de l'arrivée des dépêches de Berlin apportées par un courrier royal. Le chancelier nous quitta pour aller voir ses deux fils, qui servaient comme volontaires dans un régiment de dragons de la garde. Mais il revint sans les avoir rencontrés, car la cavalerie allemande avait déjà franchi la Moselle. Le chef ne s'en montra pas moins de fort bonne humeur, évidemment grâce à la bonne fortune qui continuait de favoriser notre cause.

Dans le cours de la conversation qui eut lieu à table, il nous parla mythologie. Il nous déclara qu'il n'avait jamais pu sentir Apollon, qui, par jalousie et haine envieuse, avait écorché Marsyas et fait périr les enfants de Niobé.

— Tenez, ajouta-t-il, c'est bien là le type du Français : il ne peut jamais souffrir qu'un autre joue de la flûte mieux que lui, ni même aussi bien !...

M. de Bismarck n'aimait pas non plus la façon dont Apollon s'était comporté avec les Troyens. Cela n'était pas de son goût. Vulcain, seul, était

son homme ou, mieux encore, Neptune, probablement à cause du *quos ego!*

Après nous être levés de table, nous eûmes un paquet de bonnes nouvelles à télégraphier à Berlin afin de les faire circuler dans tout le pays : 10,000 prisonniers étaient tombés entre nos mains le 7 août, et notre victoire avait produit une vive impression sur les troupes ennemies; à Paris, le ministre des finances, en raison de l'approche des armées allemandes, venait, d'inviter les Français à déposer leur or à la Banque de France plutôt que de le garder chez eux.

Le lendemain matin, on leva le camp, et nous nous dirigeâmes vers une petite ville qui s'appelait alors Montfaucon et qui s'appelle aujourd'hui Falkenberg. La route était encombrée de longues files de voitures, de caissons d'artillerie, d'ambulances, de fourgons. Quelques détachements d'infanterie tâchaient de se frayer un chemin au milieu de cet encombrement, tandis que d'autres traversaient des champs sur la droite, guidés par des jalons posés en terre. La chaleur était accablante; une poussière effroyable était soulevée par la marche des troupes, et c'est à peine si, ici et là, dans les sillons, on apercevait les hommes qui se couchaient à terre, épuisés. La poussière et la foule devinrent tellement intenses que nous perdîmes

de vue la voiture du ministre, et ce n'est que le lendemain que nous le retrouvâmes à Herny, où le quartier général avait été établi.

Le chancelier occupait une petite maison de paysan, près de la grande rue du village, et je me rappelle que sa fenêtre ouvrait sur une basse-cour remplie de fumier. La chambre du comte de Hatzfeldt nous servait de bureau. Quant au roi, il était logé au presbytère, à l'ombre d'une vieille église.

Le désordre était considérable. Pendant tout l'après-midi, nous entendîmes le son du canon, qui grondait dans la direction de Metz. On fit pourtant le thé, et le chef nous dit :

— C'est égal, messieurs : je n'aurais jamais pensé, il y a un mois, que je prendrais aujourd'hui le thé avec vous dans une ferme près de Herny...

Puis on parla du duc de Gramont. Le comte de Bismarck s'étonna qu'en voyant l'effondrement de sa politique ridicule il n'eût pas immédiatement rejoint l'armée afin de tâcher d'expier ses fautes.

— Il était bien assez grand et assez fort pour faire un soldat !... Ah ! moi, en 1866, j'aurais fait bien autre chose si les événements avaient mal tourné ! Je me serais engagé sur l'heure, parce que je n'aurais jamais eu autrement le courage de

me montrer de nouveau à la face du monde...

Deux jours plus tard, à Pont-à-Mousson, le 16 août, nous entendîmes de nouveau et distinctement le son du canon. Le soir, à dîner, le bruit courut que des combats acharnés venaient de s'engager autour de Metz. L'un de nous fit observer que, peut-être, on ne pourrait empêcher les Français de se retirer sur Verdun.

Le chancelier sourit.

— Ce sacré vieil endurci de de Moltke, fit-il, dit qu'il n'y aurait pas de mal, parce qu'ils tomberaient alors d'autant plus sûrement en nos mains !

Il se mit ensuite à parler de nos troupes. Il raconta que, la veille, il avait été faire une visite au cantonnement des Saxons, « de ces petits Saxons noirs qui avaient l'air si intelligents ».

— Ils ont l'air de gaillards qui n'ont pas froid aux yeux, ajouta-t-il. Le fait mérite d'être mentionné dans les journaux.

Pendant la nuit, nous fûmes éveillés plusieurs fois par le pas cadencé de l'infanterie et le roulement des caissons sur le pavé. Nous sûmes le lendemain que c'étaient les Hessois qui avaient défilé par la ville.

M. de Bismarck partit un peu après quatre heures du matin. Il se dirigea vers Metz, où on

s'attendait à une importante bataille pour l'après-midi ou le lendemain.

Vers deux heures de l'après-midi, lorsque je retournai à notre bureau, il n'était pas encore rentré ; mais on avait des nouvelles du combat qui avait eu lieu, la veille, à l'ouest de Metz.

Il y avait des pertes sérieuses de notre côté, et ce n'est qu'à grand'peine qu'on avait pu empêcher Bazaine de forcer nos lignes. C'est au village de Mars-la-Tour que la lutte avait eu le plus de violence. Les chassepots avaient craché une véritable grêle de plomb. On nous dit même — mais il faut tenir compte de l'exagération habituelle en pareils cas — qu'un régiment de cuirassiers tout entier avait été détruit et que les dragons de la garde avaient été cruellement décimés. Pas une seule division ne s'en était tirée sans pertes sérieuses. Il est vrai qu'aujourd'hui nous sommes en nombre supérieur aux Français, et s'ils tentent une autre sortie, ce sera à notre tour d'être victorieux.

Cela n'était, toutefois, pas certain, et nous nous sentions quelque peu inquiets. Nous ne pouvions rester une minute en place et, comme dans une sorte de fièvre, nous allions et venions de tous côtés. Nous courions du marché au pont. Là, nous vîmes les blessés, dont le nombre s'augmen-

tait à chaque instant. Les moins sérieusement atteints étaient laissés à terre, les autres étaient transportés dans des voitures d'ambulance. Sur la route de Metz, nous rencontrâmes une fournée de plus de 120 prisonniers. Pour la plupart, c'étaient, physiquement, de pauvres diables, mais il y avait aussi parmi eux quelques hommes de la garde superbement bâtis, facilement reconnaissables aux revers blancs de leur tunique.

En tournant tout autour de la maison, dans le jardin, je vis la tombe d'une chienne et j'y lus l'inscription suivante :

GIRARD AUBERT, ÉPITAPHE A SA CHIENNE

Ici tu gis, ma vieille amie.
Tu n'es donc plus pour mes vieux jours.
O toi, ma Diane chérie,
Je te pleurerai toujours.

Enfin, vers six heures, le chancelier revint. Il n'y avait pas eu de grande bataille pendant la journée, mais on s'attendait à ce que ce fût pour le lendemain. Le chef nous dit, à dîner, qu'il venait de voir son fils le comte Herbert couché dans une ambulance, à Mariaville, blessé à la cuisse par une balle qu'il avait reçue pendant la grande charge de cavalerie de Mars-la-Tour. Après avoir chevauché à droite et à gauche, le ministre avait

fini par trouver son fils, près d'une ferme, au milieu d'un nombre considérable d'autres blessés. Ils avaient été confiés aux soins d'un médecin français, qui n'avait pas pu obtenir pour eux un peu d'eau et qui avait eu des scrupules à leur donner à manger les poulets et les dindons que l'on voyait courir de tous côtés à travers champs.

— Il m'a dit que cela ne se pouvait pas, dit M. de Bismarck. Je commençai par le menacer de lui abattre sa volaille à coups de revolver, en la lui payant, d'ailleurs, à raison de 20 francs ce qui en valait 15. Mais je me rappelai ensuite que je suis général prussien et je lui intimai simplement l'ordre de faire ce que je lui ordonnais. Il m'obéit, mais je dus moi-même aller chercher l'eau.

Sur ces entrefaites, le général américain Sheridan était arrivé dans la ville et avait sollicité une entrevue du chancelier. Il arrivait en droite ligne de Chicago. Sur le désir du ministre, je rendis visite au général Sheridan et je l'informai que le comte de Bismarck serait très heureux de le recevoir dans le courant de la soirée. Le général était un petit homme, très gros, avec une moustache épaisse, qui s'exprimait dans le plus pur accent yankee. Il n'était accompagé que de deux personnes : un aide de camp, M. Forsyth, et un journaliste du nom de Mac Lean, qui servait à la

fois d'interprète et de correspondant pour le *New-York World*.

Pendant la nuit suivante, j'entendis de nouvelles marches de troupes à travers la ville, des Saxons cette fois. Le matin, j'appris que le roi était parti avec le chancelier, à trois heures. La bataille devait se donner sur le même théâtre que le 16 août, et l'engagement devait être décisif.

On comprend aussi que nous étions encore plus excités que la veille. N'y tenant plus, je partis moi-même dans la direction de Metz, jusqu'à quatre kilomètres environ de Pont-à-Mousson. Je rencontrai sur la route un grand nombre de blessés, marchant isolés ou par bandes. Quelques-uns portaient encore leurs fusils, d'autres s'appuyaient sur des cannes; l'un avait sur les épaules le manteau bleu des cavaliers français. Ils s'étaient battus deux jours durant devant Mars-la-Tour et Gorze. Malgré cela, ils n'avaient que des détails vagues sur la bataille.

Ce n'est que le lendemain, vendredi 19 août, que nous sûmes de source certaine que les Allemands avaient été victorieux.

Nous nous rendîmes tous sur le champ de bataille.

Aussitôt arrivés à Gorze, nous vîmes les traces

horribles de la lutte. A environ quatre cents mètres du village, il y avait deux fosses presque parallèles, autour desquelles les fossoyeurs travaillaient encore, car elles étaient remplies de cadavres. Les Français et les Allemands étaient couchés là, pêle-mêle. Quelques corps étaient nus, d'autres étaient encore revêtus de l'uniforme; tous avaient une couleur noirâtre qui provenait de l'horrible chaleur. En continuant la route vers Metz, on trouvait quantité de débris. Ce n'étaient que capotes françaises, casques prussiens, havresacs, armes, linge, souliers, papier. Le sol était jonché de restes humains plus nombreux et plus effroyables encore que ceux que nous venions de rencontrer. Dans un champ de pommes de terre, je vis deux corps horriblement mutilés : l'un avait une jambe entièrement arrachée, l'autre avait la tête à moitié enlevée, tandis que sa main droite, rigide, était restée dressée, dans un geste suppliant, vers le ciel. Il y avait des tombes qu'on avait marquées avec des débris de chassepot, et d'autres avec des morceaux de boîtes à cigares que l'on avait brisées pour la circonstance. Il se dégageait de tout de cela une odeur intolérable, et, lorsque, de temps en temps, une brise passait sur les chevaux morts étendus là par milliers, cette odeur vous

prenait à la gorge et arrêtait la respiration en même temps qu'elle serrait le cœur.

Il était quatre heures lorsque je revins sur mes pas. Je ne trouvai pas le ministre à Gorze, mais j'y rencontrai Keudell, Abeken et les autres. Ils avaient vu le chef à Rezonville. Pendant cette bataille du 18, qui avait été décidée à Gravelotte, le ministre n'avait pas quitté le roi, et tous deux s'étaient aventurés sur le front des troupes, au point que, pendant un instant, on craignit pour leur vie; M. de Bismarck avait lui-même porté de l'eau aux blessés.

Je le vis sain et sauf à Pont-à-Mousson, où nous soupâmes tous ensemble. La conversation roula, naturellement, sur les deux batailles et leur résultat. Les Français étaient tombés par masses énormes. Mais nous avions cruellement souffert aussi. Et encore ne connaissait-on jusqu'alors que les pertes du 16 août.

— Une grande partie de la noblesse prussienne va être en deuil demain, dit tristement le chancelier. Wesdelen et Reuss sont couchés dans la tombe, Wedell et Finkenstein sont morts aussi; Rahden a reçu une balle qui lui a traversé les deux joues, et un grand nombre d'officiers commandant des régiments ou des bataillons sont tombés, grièvement blessés. Toute la plaine qui s'étend près

de Mars-la-Tour était, hier, toute blanche et bleue des cadavres de nos cuirassiers et de nos dragons...

Nous sûmes, en effet, que, près de ce village, il y avait eu une grande charge de cavalerie dirigée contre les Français. Cette charge avait été repoussée par l'infanterie ennemie, comme jadis à Balaklava, mais elle avait servi nos desseins en ce sens que les Français avaient été tenus en échec jusqu'au moment où ils avaient reçu des renforts. Les deux fils du chancelier s'étaient brillamment comportés. L'aîné n'avait pas reçu moins de trois balles : l'une lui avait effleuré la poitrine, l'autre s'était aplatie sur sa montre et la troisième s'était logée dans la cuisse. Le plus jeune s'en était tiré sans trop de mal. Le chef raconta, naturellement, avec quelque fierté, comment le comte Bill avait sauvé dans la mêlée deux camarades qui avaient perdu leurs chevaux. Il les avait empoignés tous deux dans une puissante étreinte et les avait entraînés avec lui.

Le 18, le sang allemand avait coulé davantage encore, mais, cette fois, nous avions pour nous la victoire, et il y avait une compensation à nos sacrifices. L'armée de Bazaine s'était définitivement retirée sous Metz, et les officiers français que nous avions faits prisonniers avouaient eux-mêmes que leur cause était perdue.

Il m'apparut que le chancelier n'approuvait pas complètement le plan suivi par les chefs militaires dans les deux batailles. Entre autres choses, il dit que Steinmetz avait abusé de la bravoure étonnante de nos soldats.

— Oui, c'est un bourreau de sang ! s'écria M. de Bismarck.

Nous employâmes tout l'après-midi du 21 août à préparer les rapports qui devaient être envoyés en Allemagne et à écrire des articles de fonds pour les journaux. On évaluait approximativement les pertes des Français autour de Courcelles, Mars-la-Tours et Gravelotte à plusieurs milliers d'hommes. Le ministre déclara que, selon lui, il y avait 50,000 hommes hors de combat, dont 12,000 tués, et il ajouta :

— L'ambition et la jalousie de quelques-uns de nos généraux sont la cause des graves pertes que nous avons subies. Si la garde a chargé trop tôt, c'est uniquement par jalousie des Saxons, qui arrivaient derrière.

Le soir, le travail terminé, lorsque j'entrai dans la salle à manger pour prendre le thé, le chancelier, après m'avoir demandé s'il y avait quelque chose de nouveau, revint encore sur cette bataille du 18. Il devait m'en faire plus tard un récit circonstancié, que je donnerai en son lieu et place.

En parlant de nos soldats, le général américain Sheridan dit :

— Votre infanterie est la meilleure du monde, mais vos généraux ont eu tort de faire avancer leur cavalerie comme ils l'ont fait.

Je me rappelle également qu'au cours de la conversation, Bohlen dit au chancelier :

— Avez-vous remarqué l'attitude des Bavarois, tant que le résultat fut douteux ? L'un d'eux murmurait : « Les choses vont mal ! Ça prend mauvaise tournure !... » On aurait dit qu'ils eussent été enchantés de nous voir battus !...

Le Bavarois auquel Bohlen faisait allusion était, paraît-il, le prince Luitpold.

En ce qui concerne les conséquences de la guerre, il n'y avait déjà plus aucun doute que, si nous continuions à être victorieux, nous garderions l'Alsace et Metz. Le chancelier lui-même arriva à cette conclusion, et il nous la développa avec de nombreuses considérations :

— Une indemnité de guerre, quelque grande qu'elle soit, ne compenserait pas les énormes sacrifices que nous avons faits. Nous devons protéger l'Allemagne du Sud, qui est la plus exposée à une attaque de la France, et mettre ainsi fin à la

pression que la France a exercée sur elle pendant plus de deux siècles aux dépens de l'organisation de l'Allemagne tout entière. Bade, le Wurtemberg et les autres États du Sud ne doivent plus, à l'avenir, être terrorisés par Strasbourg. Il en est de même de la Bavière. Depuis cent cinquante ans, les Français ont fait plus de douze fois la guerre à l'Allemagne du Sud-Ouest. On a bien tenté, en 1814 et en 1815, d'acquérir des garanties contre le renouvellement de pareilles attaques, mais ce qu'on a obtenu était illusoire... Le danger est dans l'arrogance incurable et l'ambition insatiable du caractère français. Nous devons nous protéger contre ce danger, non pas en apaisant les susceptibilités françaises, mais bien en nous assurant une bonne frontière. La France, en ne cessant de s'annexer des territoires allemands sur notre frontière ouest, s'est mise en état de pénétrer dans l'Allemagne du Sud avec des forces relativement peu considérables et avant qu'aucun secours ait pu être apporté du nord. Ces invasions se sont constamment répétées, sous Louis XIV aussi bien que sous la République et le premier Empire, et les États de l'Allemagne ont été constamment obligés de se mesurer avec la France... Je n'ignore pas que l'annexion d'un morceau de territoire causera de l'amertume aux Français. Mais cela est de peu d'importance.

Ce sentiment serait le même si nous ne prenions aucun territoire. L'Autriche n'a pas perdu un pouce de son sol en 1866 : quel gré nous en a-t-elle aujourd'hui? Notre victoire de Sadowa avait déjà rempli les Français de haine et de rancune à notre égard. Que ne doivent-ils pas éprouver après Wœrth et Metz ! « La revanche ! », tel sera le cri de guerre qui sera poussé dans les rues de Paris, même sans annexion, et qui se répercutera jusque dans la province, comme, pendant des dizaines d'années, on a crié : « La revanche ! » pour la bataille de Waterloo... Un ennemi dont on ne peut arriver à faire un ami doit être mis hors de combat pour toujours. Ce n'est pas la démolition, c'est la reddition des forteresses de l'est de la France qui, seule, peut servir notre but. Quiconque souhaite le désarmement doit souhaiter que les voisins de la France agissent ainsi à son égard, car la France est la seule puissance qui trouble la paix européenne, et elle la troublera aussi longtemps qu'elle le pourra.

Combien de fois, depuis lors, cette idée du comte de Bismarck est-elle revenue sous d'autres plumes! Ce que l'on considérait comme un miracle il y a vingt ans, paraît aujourd'hui tout na-

turel et semble être la suite logique des choses. Nous avons décidément une tendance à regarder chaque chose comme vraisemblable, une fois qu'elle est accomplie.

CHAPITRE IV

COMMERCY, BAR-LE-DUC, CLERMONT-EN-ARGONNE

Partis de Pont-à-Mousson le 23 août, à dix heures du matin, nous arrivâmes un peu après deux heures à Commercy, jolie petite ville d'environ 6.000 habitants. Les stores de toutes les maisons bourgeoises avaient été baissés, comme si les habitants n'avaient point voulu assister à l'arrivée de l'ennemi. Seuls, des gens en blouse stationnaient dans les rues; ceux-là montraient d'ailleurs plus de curiosité que d'hostilité.

Le chancelier avait été logé dans la rue des Fontaines, à l'hôtel du comte de Gaucourt. Le

comte faisait partie de l'armée française et avait suivi son régiment. C'était un gentilhomme distingué, descendant des ducs de Lorraine. Il y avait un joli jardin plein de fleurs derrière la maison et, au delà, un grand parc boisé. C'est dans le jardin que je trouvai le chancelier. Je lui demandai s'il avait besoin de mes services. Il réfléchit un instant, puis fit un signe de la tête et me dicta la note suivante que, une heure plus tard, j'expédiai aux journaux par le télégraphe :

« Il est hors de doute que les princes d'Orléans considèrent que leur heure a sonné depuis qu'ils voient l'étoile des Napoléons baisser de plus en plus à l'horizon. Afin de bien rappeler qu'ils sont Français, ils viennent de mettre leur épée au service de leur pays dans la crise qu'il traverse. Les d'Orléans doivent la perte de leur trône à leur inertie et à leur indifférence au développement des Etats voisins; ils paraissent maintenant vouloir le reconquérir en flattant le chauvinisme français et la passion de gloire et de domination qui anime ce pays. Notre œuvre, à nous, n'est pas encore accomplie; une victoire décisive est probable, mais elle n'est pas certaine. La chute de Napoléon est proche, mais elle n'est pas effectuée. Et, même si elle survenait, pourrait-elle nous suffire? et croirions-nous avoir atteint notre but,

c'est-à-dire avoir assuré la paix avec la France pour de longues années à venir? Personne ne peut résoudre cette question dans le sens de l'affirmative. Une paix avec les d'Orléans sur le trône de France serait une moquerie, une moquerie plus aiguë que la paix avec Napoléon, qui, lui, doit en avoir assez de la gloire. Tôt ou tard, nous serions obligés de nous mesurer de nouveau avec la France, qui serait peut-être alors mieux préparée et qui aurait contracté des alliances puissantes. »

Le soir, la musique militaire joua sur la place, devant la résidence du roi. Je vois encore d'ici les gamins de la rue tenant à nos musiciens leurs partitions. Les relations étaient décidément devenues plus amicales. Chose curieuse, c'est également à Commercy que le roi s'était arrêté pendant la campagne contre Napoléon Ier.

Au dîner, le chancelier eut quelques invités : les comtes de Waldersee et de Lehndorff, le lieutenant général d'Alvensleben. On parla, naturellement, de la guerre. La question se posa de savoir s'il était possible de prendre Paris d'assaut, en dépit de ses fortifications. La plupart des militaires présents soutinrent l'affirmative. Le général d'Alvensleben déclara :

— Une grande ville comme celle-là ne pourrait

être efficacement défendue si elle était attaquée par des forces suffisantes.

Le comte de Waldersee, lui, souhaita de « voir cette Babel entièrement détruite ».

Le chancelier intervint :

— Cela ne serait, en effet, pas une mauvaise chose du tout, mais cela est impossible pour beaucoup de raisons. La principale est qu'un trop grand nombre d'Allemands de Cologne et de Francfort y ont placé des fonds considérables !...

La conversation roula ensuite sur les conquêtes que nous avions déjà faites et sur celles qui nous restaient à faire. D'Alvensleben, lui, voulait qu'on gardât tout le pays jusqu'à la Marne. M. de Bismarck dit qu'il avait eu une autre idée, mais que, malheureusement, elle était impossible à réaliser.

— Mon idéal aurait été, fit-il, une sorte de colonie allemande, un État neutre de huit ou dix millions d'habitants, exonérés de tout service militaire, mais dont les impôts, dès qu'ils n'auraient pas été appliqués aux besoins locaux, auraient été payés à l'Allemagne. La France aurait de la sorte perdu une province dont elle tirait ses meilleurs soldats et aurait été rendue inoffensive. Plus de Bourbons ! plus d'Orléans ! et

même plus de Bonapartes : ni « Loulou[1] », ni le gros prince Napoléon, ni le vieux!... Je n'ai pas voulu faire la guerre pour l'affaire du Luxembourg, parce que je savais bien que j'aurais dix autres occasions ensuite. Mais il faut mettre une fin à tout cela. Ne vendons, toutefois, pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué!... Je vous avouerai que je suis superstitieux à cet égard.

— Bah! répliqua Waldersee, l'ours est bien malade.

Le ministre se mit ensuite à parler de la table royale et de la façon un peu frugale dont les convives y étaient nourris. Il savait que le comte de Lehndorff, qui l'écoutait, ne manquerait pas de rapporter ses propos, et son discours s'adressait surtout à lui.

— Croiriez-vous, gémit le chancelier, que, dernièrement, on nous a servi des côtelettes et que je n'ai pas pu en prendre deux parce qu'il n'y en avait qu'une pour chacun ?... Il y avait ensuite du lapin; j'ai dû délibérer avec moi-même pendant un quart d'heure pour savoir si j'y reviendrais une seconde fois, alors que j'y serais bien revenu quatre. Ma faim a fini par l'emporter sur ma bonne éducation, et j'en ai pris un autre mor-

1. Le prince impérial.

ceau, quoique je susse parfaitement que je volais quelqu'un...

Le chancelier nous parla aussi de ses fils.

— J'espère, fit-il, que je pourrai, tout au moins, en garder un auprès de moi, Herbert, celui qui est en route pour l'Allemagne. Il se sentait tout à fait chez lui au camp. Il était autrefois fier et hautain, mais, depuis qu'il a été blessé devant Metz, il était plus ami avec le dernier des troupiers qui venait lui rendre visite qu'avec les officiers.

Au thé, on nous dit qu'en 1814, le roi avait son quartier général dans la même rue que maintenant, dans la maison à côté de celle qu'il occupe aujourd'hui. Le chancelier nous expliqua quelles étaient les mesures qu'il comptait prendre pour la sécurité de Sa Majesté pendant la durée de la campagne.

— Je suis d'avis, nous dit-il, qu'une partie de son escorte aille toujours en avant. Le pays doit être nettoyé à droite et à gauche de la route par une compagnie, et toute la suite du roi doit rester groupée. D'intervalle en intervalle, on placera, en outre, des postes. Le roi a approuvé mon plan, surtout lorsque je lui ai dit que cela s'était passé ainsi en 1814. Les souverains n'allaient pas alors en voiture, mais à cheval, et les soldats russes

fouillaient la route à vingt mètres à la ronde.

Quelqu'un exprima la crainte qu'un passant ou un franc-tireur ne fît feu sur le roi.

— Certainement ! s'écria M. de Bismarck. Et ce qu'il y a de terrible là-dedans, c'est que, si le *personnage en question* est malade ou blessé, il n'a qu'à dire : « Allons en arrière », et nous sommes tous obligés d'aller en arrière !...

Nous quittâmes Commercy le lendemain, à midi. Les mesures de précaution annoncées par le chancelier avaient été prises. Nous étions précédés par un escadron de uhlans et escortés par la *stabswache* (garde d'état-major), qui présentait un assortiment éclatant de couleurs variées, étant recrutée parmi les divers régiments de cavalerie, tels que les hussards verts, rouges et bleus, les dragons saxons et prussiens, etc. Les voitures du chancelier suivaient immédiatement celle du roi.

Un peu après Saint-Aubin, je remarquai sur le bord de la route une borne kilométrique avec ces mots : « Paris, 241 kilomètres. » Nous n'étions donc déjà plus qu'à cette distance de la Babel gigantesque !

Bar-le-Duc, où nous arrivâmes le soir, la plus grande des villes où nous eussions été cantonnés jusqu'alors, pouvait avoir une population d'environ 15,000 âmes. Les rues et les places présen-

taient un aspect animé lorsque nous les traversâmes; là aussi, les stores des fenêtres étaient baissés, mais on les voyait parfois s'écarter, et un minois féminin jetait un regard curieux par l'ouverture. Le roi établit son quartier général à la succursale de la Banque de France. Le chancelier et sa suite furent logés de l'autre côté de la rue, dans la demeure d'un M. Pernay.

Le Dr Lauer, le médecin du roi, dîna, le soir, avec nous à la table du ministre. M. de Bismarck se montra fort expansif et de bonne humeur. Il gémit de nouveau sur la frugalité de la table royale; celle du *kronprinz* obtint, au contraire, tous ses suffrages. Il y avait été convié à Ligny, et le déjeuner, paraît-il, était succulent. Il était assis près du feu. Ce feu n'était, toutefois, pas aussi confortable qu'il l'aurait désiré, et le chancelier avoua que, somme toute, c'était encore chez lui qu'il se trouvait le mieux.

— Voyez-vous, il y avait trop de princes pour un mortel ordinaire... On ne trouvait plus de place... Il y avait là Frédéric le Gentil (Frédéric VIII de Schleswig-Holstein). Il portait un uniforme bavarois, si bien qu'au premier abord je ne le reconnus pas. Il eut, d'ailleurs, l'air un peu embarrassé lorsqu'il me vit.

Nous apprîmes également, de la bouche de

notre chef, que le comte de Hatzfeldt allait remplir le rôle de préfet tant que nous serions à Bar-le-Duc. Il devait son élévation à ce poste à sa parfaite connaissance de la langue française et des habitudes du pays. On nous dit enfin que nous allions rester ici plusieurs jours.

— Ne sommes-nous pas à Capoue? s'écria en riant M. de Bismarck.

Nous partîmes, néanmoins, le surlendemain 26, non pas pour Sainte-Menehould, qui était l'étape suivante, mais pour Clermont-en-Argonne, où nous arrivâmes à sept heures du soir. Près d'un village qui, si je ne me trompe, s'appelait Triaucourt, nous rencontrâmes un convoi de francs-tireurs qui avaient été faits prisonniers et étaient emmenés en charrette sous bonne escorte.

C'étaient de tout jeunes gens; ils avaient la tête basse, et l'un d'eux, même, pleurait. Le chancelier s'arrêta et alla leur parler. Je ne sais ce qu'il leur dit, mais leur figure s'assombrit. Un de nos officiers nous raconta que, la veille, ils avaient tué dans une embuscade un major de uhlans. Lorsqu'on les avait faits prisonniers, ils ne s'étaient pas comportés comme des soldats réguliers et s'étaient enfuis. On avait organisé une battue et on les avait repris; quelques-uns y avaient laissé la vie.

A Clermont, le ministre nous répéta ce qu'il avait dit aux prisonniers.

— Je leur ai dit : « Vous serez tous pendus. Vous n'êtes pas des soldats, vous êtes des assassins[1] ! » Lorsque je leur dis cela, ajouta-t-il, celui qui pleurait se mit à gémir.

La nuit qui suivit fut terriblement froide. Le matin, il fallut se lever de bonne heure pour arranger l'appartement et organiser un bureau. Nous construisîmes nous-mêmes une table originale avec une porte qui fut déclanchée de ses gonds et qui eut pour pieds un banc vermoulu et un petit baril. Cette table servit au chancelier de la Confédération pour déjeuner, dîner et travailler. Quant aux chaises, absentes, elles furent remplacées par des boîtes. Des bouteilles servirent de chandeliers, et je dois même dire que les bouteilles à champagne sont les plus propres à cet usage. Il fut presque impossible de se procurer l'eau nécessaire pour se laver, les soldats ayant, depuis deux jours, vidé toutes les citernes pour leur usage particulier et celui de leurs chevaux. Le bureau du ministre de la guerre et celui de l'état-major général avaient été installés à l'entresol de notre maison, dans la salle d'école du

1. En français dans le texte.

village. Les murs étaient recouverts de cartes et de tableaux d'enseignement. Une pancarte empruntait aux temps que nous traversions une signification particulière. Il y était écrit en majuscules : « *Faites-vous une étude de la patience et sachez céder par raison.* »

Le chancelier entra dans la pièce où nous nous trouvions. Il était d'une humeur massacrante et demanda pourquoi on n'avait pas encore fait afficher la proclamation qui punissait de mort les infractions de la population aux lois de la guerre. Je m'informai aussitôt de ce qu'était devenue cette pièce et j'appris que M. Stieber, le directeur de la police militaire, avait refusé de l'afficher parce que, disait-il, il n'affichait de pareilles proclamations que lorsqu'elles lui étaient remises directement par Sa Majesté.

J'allai porter cette réponse au chancelier. Je le trouvai encore moins confortablement installé dans sa chambre que nous ne l'étions dans la nôtre. Il avait passé la nuit à terre, sur un matelas, avec son revolver à ses côtés, et il travaillait sur une petite table qui n'était pas assez large pour qu'il y mît les deux coudes. Bien entendu, il n'y avait pas dans la pièce le moindre canapé ou le plus petit fauteuil. Et voilà comment celui qui faisait l'histoire du monde, qui était le point de

départ de toutes les grandes choses qui s'accomplissaient alors n'avait pas seulement une place pour mettre sa tête, tandis que de stupides courtisans reposaient leur paresse dans des couches moelleuses. Il n'est pas jusqu'à M. Stieber qui n'eût un logement plus confortable !

Je vis, cette fois-là, une curieuse lettre qui était tombée entre nos mains. Elle venait de Paris et était adressée à un officier supérieur d'un rang élevé. Il ressortait de cette communication qu'on ne conservait dans la capitale que peu d'espoir en une résistance prolongée et dans le maintien de la dynastie. L'auteur ne savait pas lui-même ce qui était le plus désirable pour l'avenir. Son choix paraissait flotter entre une République sans républicains et une monarchie sans monarchistes. Les républicains n'étaient pas assez nombreux, et les monarchistes étaient trop égoïstes. Il y avait un grand enthousiasme pour l'armée, mais pas une grande hâte à la rejoindre et à l'aider à repousser l'ennemi.

Quant au travail, il ne chôma pas plus ce jour-là que les suivants. Le ministre me rappela encore qu'il fallait attirer l'attention du pays sur les services rendus par les Saxons à Gravelotte.

— Il faut les louer bien haut, ces petits diables noirs, me recommanda-t-il. Leurs propres jour-

naux se sont exprimés sur leur compte avec trop de modestie. Tâchez d'avoir quelques détails sur ce qu'ils ont fait le 18.

Je fis ce que je pus, mais il était difficile d'avoir des renseignements précis. Les Saxons s'étaient surtout battus à Sainte-Marie-aux-Chênes et à Saint-Privat, où ils avaient couvert la retraite de la garde. Le 107e régiment, de Leipzig, avait subi des pertes considérables : presque tous ses officiers étaient tombés.

J'envoyai ces quelques renseignements par le télégraphe.

Le soir, je me rendis avec Willisch à la chapelle de Sainte-Anne, au sommet de la colline. Plusieurs soldats soupaient sous un arbre. Ils avaient pris part à la bataille du 18. J'essayai d'avoir quelques détails sur le combat, mais tout ce qu'ils purent me dire c'est qu'ils avaient été heureux d'infliger une défaite aux Français.

A côté de la chapelle, un sentier conduisait, entre deux rangées d'arbres, jusqu'à un point de vue ravissant, d'où nous pouvions contempler la ville à nos pieds; au delà, au nord et à l'est, une vaste plaine, avec des champs, des villages, des groupes d'arbres; au sud et à l'ouest, une forêt s'étendant jusqu'à l'horizon, avec des teintes vert sombre ou bleu vague. La plaine

était coupée par trois routes, dont l'une conduisait directement à Varennes. Sur cette route, près de la ville, un régiment bavarois campait, et ses feux ajoutaient une note pittoresque à la scène. Au loin, à droite, se trouvaient une colline boisée et le village de Faucoix; la petite ville de Montfaucon était à côté. La seconde route, vers l'est, conduisait à Verdun. Plus à droite, près d'un camp saxon, se trouvait la route de Bar-le-Duc, sur laquelle nous remarquâmes un détachement de soldats. Leurs baïonnettes resplendissaient au coucher du soleil et leurs tambours résonnaient dans le lointain.

Nous restâmes à contempler ce gracieux spectacle et à surveiller l'ombre de la montagne s'étendant lentement sur les champs, jusqu'à ce que la nuit fût complètement tombée. A notre retour, nous jetâmes un regard à l'intérieur de l'église de Saint-Didier, dans laquelle quelques soldats de la Hesse avaient établi leurs quartiers. Ils étaient couchés sur de la paille, dans le chœur, et allumaient leurs pipes aux lampes qui brûlaient devant le sanctuaire, sans intention irrespectueuse, d'ailleurs, car c'étaient de pauvres diables inoffensifs.

Le 27 août, j'envoyai un article relatif à la volonté arrêtée du chancelier d'obtenir une cession de territoire de la France. Cet article n'était

autre que le développement du discours qu'il nous avait tenu, le 22 août, à Pont-à-Mousson. En voici la conclusion, qui lui fut soumise et qu'il approuva :

« Le moins que nous puissions demander et que l'Allemagne puisse obtenir est la cession des portes que la France a sur les routes d'Allemagne, particulièrement Strasbourg et Metz. Il serait aussi inexact d'attendre une paix permanente de la démolition de ces forteresses que de croire à la possibilité de gagner la France par des conditions indulgentes. Par-dessus tout, il ne faut pas oublier que les territoires que nous demandons aujourd'hui étaient autrefois allemands, qu'ils sont restés en grande partie allemands et que leurs habitants se souviendront, avec le temps, qu'ils ne forment qu'une seule race avec nous.

« Nous pouvons regarder un changement de dynastie avec indifférence. Une indemnité pécuniaire n'affaiblira la France que temporairement. Ce que nous demandons, c'est une sécurité prolongée pour nos frontières. Nous ne l'obtiendrons qu'en changeant les deux forteresses qui nous menacent en remparts qui nous protègent. Strasbourg et Metz doivent cesser d'être des points d'attaque pour la France afin de devenir des places de défense pour l'Allemagne. »

CHAPITRE V

LE RÉCIT DE LA BATAILLE DE REZONVILLE
LA BATAILLE DE BEAUMONT

La marche que, depuis un mois, nous faisions dans la direction de Châlons fut brusquement interrompue le 29 au matin, et on décida de tourner vers le nord en longeant la lisière de la forêt de l'Argonne.

La première halte sur cette nouvelle route eut lieu à Grand-Pré, où le roi et le chancelier passèrent la nuit.

Le lendemain, de bon matin, j'appris que tous les deux comptaient repartir sur l'heure pour assister à la nouvelle grande bataille qu'on allait

livrer à la deuxième armée française. J'allai, à tout hasard, trouver M. de Bismarck et je lui demandai s'il comptait m'emmener avec lui.

— Mais, fit-il, s'il faut que nous passions la nuit là-bas, que ferez-vous?

— Que Votre Excellence ne s'en préoccupe pas. Je saurai toujours bien prendre soin de moi.

— Eh bien, alors, venez, dit-il en riant.

Et, de fait, nous partîmes ensemble à neuf heures. Il m'avait pris avec lui dans sa voiture, et je n'eus pas à m'en plaindre, car jamais je ne le vis aussi communicatif que ce jour-là.

Il commença par se plaindre de ce que, à chaque instant, il était dérangé dans son travail par des personnes qui causaient à haute voix devant sa porte.

— Il y a quelques-uns de ces messieurs qui ont des voix particulièrement fortes. Tant que le bruit est vague, cela m'est égal. Par exemple, la musique ou le roulement des voitures ne me dérange pas; mais ce qui m'irrite, c'est une conversation dont je ne peux pas distinguer les mots. J'ai toujours envie d'entendre ce qu'on dit, et, alors, je perds le fil de mes idées...

Il me fit ensuite observer que, lorsque les officiers saluaient notre voiture, je n'avais pas, moi, à leur rendre leur salut.

— Moi-même, ce n'est pas comme ministre ou comme chancelier qu'on me salue, mais bien comme officier général... Sachez donc que des soldats pourraient s'offenser à bon droit qu'un civil prenne leur salut pour lui.

Quoique nous nous rendissions sur le terrain présumé du combat, le chancelier avait le pressentiment que la bataille ne serait pas pour aujourd'hui.

— Tenez, je parie qu'il va en être aujourd'hui comme il y a quelque temps, lorsque j'étais allé chasser le loup dans les Ardennes. Après avoir trotté plusieurs jours dans la neige, nous avions fini par trouver la piste, mais, lorsque nous la suivîmes, frrrout!... le loup avait disparu. Il en sera de même aujourd'hui avec l'armée française.

Je lui dis que j'espérais tout au moins qu'il pourrait voir son fils, dont, à chaque instant, sur la route, il demandait des nouvelles à des officiers. M. de Bismarck se mit à parler de lui, et il me fit observer, à propos de ses enfants, combien peu le népotisme existait dans l'armée allemande.

— Regardez mon second fils : il a déjà douze mois de service et ne fait pas partie de la plus petite promotion, tandis que d'autres sont proposés pour le grade d'enseigne après quelques semaines.

— Comment est-ce possible, Votre Excellence?

— Je n'en sais rien. J'ai fait une enquête pour savoir s'il s'était rendu coupable de quelque manquement à la discipline. Eh bien, pas du tout : sa conduite, au contraire, a été des plus satisfaisantes. A l'engagement de Mars-la-Tour, il a brillamment chargé les carrés français, aussi brillamment que n'importe lequel de ses camarades. Au retour, il a sauvé la vie à deux dragons qui étaient tombés de cheval et qu'il a empoignés, un de chaque main. Il est bon de ne pas pratiquer le favoritisme, mais il est triste de méconnaître les services rendus.

Quelques mois plus tard, les deux fils du comte devaient, d'ailleurs, être promus au grade d'officier.

Pendant cette longue course en voiture, entre autres choses, le chancelier me fit le récit dramatique de la bataille de Rezonville, du 18 août, à laquelle il avait assisté. J'y ai fait allusion plus haut et j'ai dit que je me réservais de rapporter ce récit plus tard. Le moment en est venu, car c'est ici que, chronologiquement, il se place.

— Nous avions envoyé boire nos chevaux, me raconta M. de Bismarck, et nous nous tenions, le roi et moi, près d'une batterie qui venait d'ouvrir

le feu. Les Français ne répondaient pas; mais, pendant que nous croyions que leurs canons avaient été détruits, ils étaient en train de concentrer leurs mitrailleuses et leurs bouches à feu pour un suprême effort. Soudain, ils commencèrent un feu terrible avec des obus et des projectiles de petit calibre. Un bruit sinistre remplit l'air : ce n'étaient que grondements et crachements, hurlements et sifflements. Le roi fut entraîné loin de nous par le général de Roon, qui le fit placer à l'arrière. Moi, je restai près de la batterie, et j'avais fait mes préparatifs, en cas de retraite, pour sauter sur le caisson de munitions voisin. Nous nous attendions, en effet, à ce que cette attaque fût soutenue par toutes les forces de l'infanterie française, et je craignais d'être fait prisonnier; je me serais, néanmoins, défendu jusqu'au bout avec mon revolver, car j'avais six balles prêtes et six autres en réserve... A la fin, on m'amena mon cheval et je pus rejoindre le roi. Mais j'eus encore à lutter avec ma bête, qui, affolée par le bruit, faisait des bonds terribles de tous côtés. Les obus passaient presque tous au-dessus de ma tête et tombaient toujours dans l'espace que j'allais avoir à traverser!... Il fut bientôt nécessaire que le roi se retirât plus loin encore en arrière. Des officiers vinrent me le dire, et je le lui répé-

tai. Avec cela, la nuit était arrivée. Le roi me dit qu'il avait bien faim et qu'il voudrait manger un morceau. Ce n'est qu'à une cantine qu'on lui trouva de quoi boire : du vin et un peu de mauvais rhum. Quant à manger, il n'y avait que du pain rassis. Après avoir couru de tous côtés, on trouva deux côtelettes dans un village, juste ce qu'il fallait pour le roi. Il n'y eut rien à donner aux autres. Sa Majesté désira ensuite dormir dans la voiture, entre les chevaux morts et les soldats grièvement blessés qui gisaient à terre. On lui trouva à grand'peine un abri dans une misérable cahute. Quant à moi, je dus chercher à me loger autre part. Laissant le jeune duc héréditaire de Mecklembourg à la garde de la voiture, j'allai, avec Sheridan, faire une reconnaissance pour trouver un lit. Nous tombâmes sur une maison qui était en train de brûler; une deuxième, puis une troisième et une quatrième étaient pleines de blessés, de la cave au grenier. On refusa de nous y recevoir ; mais, dans la dernière, j'aperçus une fenêtre qui n'était pas éclairée. Je demandai qui logeait là. « Il n'y a que des soldats blessés », me répondit-on. « Eh bien, je m'en vais voir ! » dis-je. Et je montai l'escalier. Il n'y avait pas le moindre blessé dans la chambre et il y avait même trois bons lits avec des matelas propres et suffisam-

ment mous, dans lesquels nous dormîmes comme des princes. En fait de nourriture, pendant toute la journée, je n'ai eu qu'un morceau de pain de munition et un peu de lard. Le soir, on nous trouva cinq ou six œufs. Mes deux compagnons voulurent les faire cuire, mais moi, je les aime crus. Je dus en voler une paire; je cassai la coque avec la poignée de mon sabre et je les avalai tels quels. Ce n'est que le lendemain matin que, pour la première fois depuis trente-six heures, j'eus quelque chose de chaud à manger.

Sur ces entrefaites, et tandis que le chancelier parlait, nous arrivâmes à Buzancy, qui était le point de concentration des troupes.

Le roi fit son apparition à onze heures et demie, et nous apprîmes que les Français avaient gardé leurs positions. Je sortis de Buzancy avec le chancelier et je montai avec lui sur une petite hauteur, à 4 kilomètres de là. Nous ne tardâmes pas à entendre des décharges répétées.

— Allons, c'est l'artillerie, dit le ministre.

Deux colonnes d'infanterie étaient à quelque distance de nous, près d'un bouquet d'arbres; je les montrai à M. de Bismarck, mais pour les distinguer il dut mettre ses lunettes, et j'appris par la suite qu'il faisait toujours ainsi lorsqu'il voulait voir à quelque distance. Au loin, derrière un repli

de terrain et sur la lisière d'un bois, on pouvait apercevoir quelques lignes sombres, immobiles : c'étaient les troupes françaises ; elles étaient adossées à une petite colline au sommet de laquelle se profilaient quelques arbres. D'après la carte, c'était le village de Stonne. Nous sûmes plus tard que l'empereur Napoléon III en personne s'y trouvait et qu'il assistait à la bataille.

Le feu ne tarda pas à cesser sur la gauche, mais il reprit de plus belle dans la grande plaine de Beaumont, qui s'étendait à droite. Il y avait là aussi une petite éminence, sur laquelle se trouvait le roi, entouré des princes, des généraux et des officiers de l'état-major. C'est de ce côté que se dirigea le chancelier. Je le suivis et j'assistai, à ses côtés et à ceux du roi, à la bataille de Beaumont.

Elle dura jusqu'au coucher du soleil, et, lorsque la nuit commença à tomber, le roi était encore assis sur sa chaise, suivant à travers sa lorgnette les péripéties suprêmes de la lutte. On avait allumé un feu de paille, car le vent était froid. Le chancelier était à terre, dans un sillon, avec Sheridan à côté de lui. On apercevait, dans l'obscurité enveloppante, les éclairs sinistres des obus, qui s'éloignaient de plus en plus et les flammes qui s'élevaient du village de Beaumont. Les Français

se retiraient rapidement, et les combattants disparaissaient peu à peu derrière la petite colline où se trouvaient les quelques arbres, ne laissant derrière eux que le village incendié. La bataille était gagnée.

Il faisait nuit noire lorsque nous rentrâmes à Buzancy.

Le lendemain, 31 août, entre neuf et dix heures, le roi et le chancelier allèrent ensemble visiter le champ de bataille de la veille. Je les accompagnai encore. Nous suivîmes la grand'route qui joignait Buzancy et le village de Sommauthe. Entre les deux villages, on rencontra sur la route des escadrons de uhlans bavarois, qui acclamèrent chaleureusement le roi. Derrière Sommauthe, la plaine qui s'étend entre ce village et Beaumont était couverte de cadavres. Le chancelier remarqua que les Français n'avaient pas opposé une résistance bien sérieuse. Ils n'avaient, en tout cas, pris aucune précaution. Une batterie d'artillerie les avait surpris en plein bivouac. On le reconnaissait aux chevaux morts qui se trouvaient encore à la longe, aux cadavres en manches de chemise et aux marmites encore remplies de pommes de terre bouillies.

En revenant, le ministre parla encore de toute sorte de choses. Il s'éleva très violemment contre

les gens qui avaient l'oreille du roi et qui en abusaient, notamment le gros Borck, le trésorier particulier du roi. Il en voulait également au comte de Bernstorff, qui, lorsqu'il avait quitté le ministère des affaires étrangères de Berlin, n'avait que trop bien su faire son chemin.

— Il était là, dit le comte, à peser les avantages respectifs de deux ambassades : celle de Londres et celle de Paris ; il n'arrivait pas à se décider, et il rejoignit son poste beaucoup plus tard qu'il ne l'aurait dû décemment.

Profitant de ce qu'on était en train de faire des personnalités, je demandai au chancelier ce qu'il pensait de von der Goltz. Je l'avais entendu juger de vingt manières différentes et je désirais savoir s'il était vraiment aussi intelligent qu'on le disait.

— Intelligent? Mon Dieu, oui, il l'est dans un certain sens, me dit M. de Bismarck. C'est un travailleur toujours bien informé, mais changeant dans sa manière de voir et de juger les hommes et les choses. Aujourd'hui, il est pour tel homme ou tel projet; demain, il est pour un autre qui est juste le contraire. Et puis, il a toujours fallu que, dans les cours, il tombe amoureux des princesses auprès desquelles il était accrédité. Ç'a d'abord été Amélie de Grèce, et ensuite Eugénie... Il croyait toujours que ce que moi, avec beaucoup de

chance, j'avais obtenu, lui, avec son intelligence, l'aurait obtenu encore mieux que moi. Il passait son temps à intriguer contre moi, quoique, dans notre jeunesse, nous ayons été bons amis. Il écrivait des lettres au roi pour se plaindre de moi et montait Sa Majesté contre ma personne. Ça ne lui servait, d'ailleurs, pas beaucoup, parce que le roi me passait toujours les lettres, et c'était moi qui faisais les réponses, où, régulièrement, je le réprimandais. Mais ça lui était égal : il continuait tout de même. Pour écrire, il était infatigable... Il était peu aimé de ses subordonnés; il en était même détesté. Lors de mon séjour à Paris en 1862, j'allai un jour lui rendre visite ; il était en train de se reposer. Je ne voulais pas le réveiller, mais ses secrétaires étaient tellement enchantés à la pensée qu'il allait être obligé de se lever que l'un d'eux voulut à tout prix aller lui annoncer ma visite... Et cela lui aurait été si facile de s'attirer la sympathie des gens! Pour un ambassadeur, c'est la chose la plus aisée. Moi aussi, je préférerais cela. Mais je suis ministre : j'ai beaucoup à faire et je suis obligé parfois d'avoir le langage d'un militaire.

De von der Goltz, nous passâmes à Radowitz. Le chancelier me dit qu'il s'était toujours demandé si c'était à la stupidité ou à la trahison de Rado-

witz qu'on devait imputer la défaite diplomatique d'Olmütz. L'armée, selon le chancelier, aurait dû être amenée devant Olmütz dès le premier jour. C'est Radowitz qui avait tout fait pour l'empêcher.

— Je ne sais s'il fit cela parce que c'était un jésuite ultramontain d'Autriche ou bien parce que c'était un rêveur insensé. Au lieu de mettre en avant notre armement dans ses conversations avec le roi, il parlait de bagatelles constitutionnelles et de questions d'étiquette. On nous prévint un jour que l'Autriche avait rassemblé 80,000 hommes en Bohême et était en train d'acheter quantité de chevaux. Cela fut rapporté au roi en présence de Radowitz. Celui-ci intervint alors comme s'il était mieux renseigné que qui que ce fût et dit : « L'Autriche a 22,493 hommes et 2,005 chevaux en Bohême. » Puis il tourna les talons et s'en alla, convaincu qu'il avait fait une impression profonde sur le roi par la précision de ses chiffres.

Je pris la liberté de demander au chancelier en quels rapports ils se trouvait alors avec le *kronprinz*.

— Mais en excellents rapports, fut la réponse. Nous sommes une paire de bons amis depuis qu'il a reconnu que je ne suis pas du côté des Français,

car il en était autrefois convaincu, du diable si je sais pourquoi!...

Je fis observer au ministre que, la veille, le *kronprinz* avait l'air ravi.

— Pourquoi ne serait-il pas ravi? s'écria le chancelier. N'est-il pas l'héritier direct d'un des plus puissants royaumes du monde et avec le plus bel avenir devant lui? Il deviendra raisonsonnable avec le temps : il laissera ses ministres gouverner davantage, il se mettra moins en avant et il perdra les mauvaises habitudes qui rendent parfois les vieux messieurs de sa profession un peu ennuyeux. Il est, d'ailleurs, très naturel et très droit, mais il ne travaille pas assez; il se montre aussi trop facilement content quand il a de l'argent plein ses poches et que les journaux font son éloge.

Je demandai encore au chancelier ce qu'il pensait de la princesse royale, et s'il croyait qu'elle avait beaucoup d'influence sur son mari.

— Je ne le crois pas, dit M. de Bismarck. Quant à son intelligence, c'est une femme très forte — forte dans le sens féminin du mot... Elle ne sait pas déguiser ses sentiments ou, en tous cas, pas toujours! Je lui ai coûté bien des larmes, et elle n'a pas su cacher combien elle m'en voulait des annexions du Schleswig et du Hanovre. Elle ne

pouvait pas autrefois me voir en peinture. Elle me demanda un jour de lui apporter un verre d'eau, et, comme je le lui tendais, elle se tourna vers une dame d'honneur dont j'ai oublié le nom et lui dit : « Il m'a coûté presque autant de larmes qu'il y a d'eau dans ce verre. » Mais, ajouta le chancelier, tout cela est passé, et je crois que son sentiment à mon égard s'est bien atté-nué...

CHAPITRE VI

SEDAN

La chasse que de Moltke, depuis plusieurs jours, faisait à l'armée française prit fin le 1er septembre.

De bonne heure, le roi et le chancelier, accompagnés de leur escorte habituelle, se rendirent près de Sedan pour y assister à la catastrophe que tous deux attendaient avec confiance. Comme à Beaumont, ils prirent place sur une petite hauteur qui dominait le champ de bataille.

C'était un jour clair, et le soleil se leva à l'horizon dans un ciel sans nuages. Dès l'aurore, le

canon tonna, de toutes parts, et la bataille s'engagea, acharnée.

Je suivis le chancelier. De l'endroit où il se trouvait, on embrassait la vue de tout le pays.

C'était une vallée assez profonde, verdoyante, avec des bouquets de bois sur les hauteurs qui l'environnaient. La Meuse, déroulant son ruban bleu, traversait une ville de petites dimensions, la place forte de Sedan. Nous n'en étions qu'à une lieue et, dans l'atmosphère limpide du matin, nous en distinguions aisément les toits et les églises. Au loin, à droite et à gauche, trois ou quatre villages, et, par delà tout cela, à l'horizon, une rangée de collines couvertes de forêts de pins, servant, pour ainsi dire, de cadre à ce saisissant tableau : c'étaient les Ardennes et la frontière belge.

Les Français paraissaient avoir pris leurs positions sur les collines qui se trouvaient immédiatement derrière les forts, et on devinait déjà autour d'eux le mouvement enveloppant que dessinaient nos troupes. Pour le moment, on les voyait avancer sur la droite, en masses compactes ; seuls, les Bavarois étaient restés en arrière, masqués par un repli de terrain.

Sur la gauche, tout était tranquille. Vers onze heures, une fumée épaisse tourbillonnait au-

dessus des forts, qui avaient pourtant pris peu de part à l'action. Les troupes françaises derrière Sedan ripostaient par une fusillade énergique, et on entendait de temps à autre le sifflement des mitrailleuses.

C'était une brillante assemblée qui était réunie là, sur la hauteur où je me trouvais : le roi, M. de Bismarck, de Moltke, de Roon ; une multitude innombrable de princes et de grands-ducs, des généraux, des aides de camp, Koutousoff, le colonel Walker, attaché militaire anglais ; le général Sheridan et son aide de camp ; tous en uniforme, braquant leurs jumelles à l'horizon. Le roi nous recommanda de ne point former un seul groupe, mais de nous disséminer un peu pour ne pas attirer l'attention des forts.

Vers une heure, le cercle de feu dont nous enveloppons l'ennemi paraît s'être rétréci. Sur la gauche, cependant, tout continue à rester calme. Le chancelier s'est assis sur une chaise, étudiant un document de plusieurs pages. Je lui demande s'il ne veut pas boire ou manger quelque chose, car j'ai pris mes précautions en venant.

— Je ne demanderais pas mieux, me répond-il, mais le roi, lui non plus, n'a rien mangé.

Entre deux et trois heures, le crépitement de la fusillade et le sifflement des mitrailleuses parais-

sent redoubler. Le roi passe près de moi. Il regarde avec sa lorgnette les faubourgs de Sedan, puis il donne des ordres :

— Tenez, là, sur la gauche, voilà qu'ils font avancer de grandes masses de troupes. Je crains que ce ne soit une sortie.

On voyait, en effet, s'avancer quelques colonnes d'infanterie, mais elles disparurent bientôt pour faire place à une ligne de cavalerie, qui chargea plusieurs fois avec furie jusqu'à la crête de la colline, mais fut arrêtée par les salves de notre artillerie. Après chacune de ces charges, on voyait à l'œil nu le sol jonché d'objets blancs, casques des cavaliers ou chevaux. Peu après, le feu s'éteignit sur tous les points. Le vacarme assourdissant de tout à l'heure fit place à un silence relatif. La scène devint tragique.

A l'horizon, une colonne de fumée bleuâtre s'éleva en tourbillonnant dans l'air. C'était Bazeilles qui brûlait et une épaisse vapeur jaune obscurcit l'air du soir. Le soleil commença à décliner derrière la crête des montagnes, projetant ses rayons dorés sur ce tableau sinistre. Les hauteurs du champ de bataille, le ravin qui se trouvait au milieu, les villages, les maisons, les clochers de la ville, le faubourg de Torcy, le pont qui avait sauté, tout cela prit un relief saisissant,

comme si on l'avait aperçu à travers les verres sans cesse grossissants d'une lunette féerique.

Vers cinq heures, le général Hindersin vient parler au roi. Je n'entends que des débris de phrases : « Bombardez la ville... » « monceaux de ruines... » Un quart d'heure après, un officier bavarois gravit, au grand galop de son cheval, la hauteur où nous sommes et se dirige vers nous. C'est le général de Bothmer qui fait dire au roi que les Français demandent à capituler et qu'on leur a répondu qu'ils devaient se rendre sans condition.

Le roi se récrie.

— Personne n'a le droit d'entamer de pareilles négociations si ce n'est moi. Allez dire au général que le parlementaire vienne me trouver.

Le Bavarois file promptement dans la direction de la vallée. Le roi se met alors à parler à M. de Bismarck, puis tous deux confèrent avec le *kronprinz*, de Moltke et de Roon. Le grand-duc de Weimar et le duc de Cobourg sont là aussi et se tiennent tout près. Un aide de camp prussien qui survient nous dit que nos pertes, autant qu'on les connaît, ne sont pas considérables ; celles de la garde sont peu élevées ; celles des Saxons le sont un peu plus; les autres corps ont relativement peu souffert. Une faible partie de l'armée française a pu s'échapper par les bois dans la direction de la frontière

belge, où, d'ailleurs, on la poursuit. Tout le reste a été enfermé dans Sedan.

— Et l'empereur? demande le roi.

— Nous n'en avons pas de nouvelles, répond l'officier.

Vers six heures, cependant, arrive un autre aide de camp, qui annonce que l'empereur est dans la ville et qu'il va envoyer immédiatement un parlementaire.

— C'est un grand succès, dit le roi en s'adressant à sa suite.

Puis, se tournant vers le *kronprinz* :

— Je te remercie, lui dit-il, pour l'aide que tu nous as donnée.

Ce disant, il lui tendit la main, que le *kronprinz* baisa. Il la tendit également à de Moltke, qui fit de même. Il serra la main au chancelier et, l'entraînant à l'écart, se mit à causer avec lui.

A six heures et demie, après qu'un peloton de cuirassiers eut été placé près du roi comme garde d'honneur, on vit le général français Reille, le parlementaire de Napoléon III, gravir lentement la hauteur. Il descendit de cheval à environ dix mètres du roi, s'approcha de Sa Majesté, ôta son képi et tendit un pli de larges dimensions scellé d'un cachet rouge. C'était un homme de taille moyenne, de figure amincie, avec une tunique noire débou-

tonnée, des aiguillettes, un pantalon rouge et des souliers vernis. Il n'avait pas d'épée, mais portait une cravache à la main.

Tout le monde s'écarta du roi. Sa Majesté ouvrit et lut la lettre, dont on connaît aujourd'hui le contenu. Elle la communiqua ensuite à M. de Bismarck, à de Moltke, au *kronprinz* et à d'autres. Le général Reille se tenait un peu plus loin, seul, à l'écart.

Des généraux prussiens vinrent engager la conversation avec lui. Le *kronprinz*, de Moltke et le duc de Cobourg lui parlèrent aussi, tandis que le roi délibérait avec le chancelier.

On donna ensuite l'ordre à de Hatzfeldt d'aller écrire le brouillon de la réponse à adresser au message impérial. De Hatzfeldt le rapporta au bout de quelques minutes, et le roi le copia, assis sur sa chaise, tandis que le major d'Alten, à genoux devant lui, lui tenait le dos d'une autre chaise comme écritoire.

Un peu après sept heures, le général Reille s'en retournait vers Sedan, dans l'obscurité naissante, accompagné d'un officier et d'un trompette de uhlans qui portait un drapeau blanc. La ville brûlait maintenant en trois endroits différents, et des lueurs rougeâtres s'élevaient au-dessus de Bazeilles, dans le crépuscule du soir. La tragédie

de Sedan était terminée, et la nuit laissait tomber dessus son lourd et noir manteau...

Le roi retourna à Vendresse; le chancelier, le comte de Bismarck-Bohlen et moi, nous nous rendîmes au petit village de Donchery, où nous passâmes la nuit.

A 800 mètres environ du pont qui traverse la Meuse à Donchery, à droite d'une route plantée de peupliers, il y avait alors une maison isolée, demeure d'un tisserand belge. Elle était peinte en jaune, avec un seul étage et quatre fenêtres sur le devant. Les persiennes de l'entresol, ainsi que les jalousies du premier, étaient blanches; à gauche, il y avait un petit champ de pommes de terre et, à droite, quelques buissons. C'est là que se rencontrèrent le chancelier allemand et l'empereur des Français.

Je n'oublierai jamais la scène.

Sur le devant de la maison se tenaient debout des officiers supérieurs français; à peu de distance attendait une sorte de calèche à quatre places. M. de Bismarck, son cousin le comte Bohlen et deux hussards, un brun et un noir, faisaient vis-à-vis aux Français. Vers huit heures du matin, de Moltke arriva suivi de quelques officiers, puis,

après s'être arrêté quelques instants, repartit. Peu après lui, on vit apparaître un homme court et épais, avec un pardessus bordé de galons dorés et un pantalon rouge, qui s'arrêta devant la maison et parla aux officiers français, dont quelques-uns étaient assis au bord du champ de pommes de terre. Il portait des gants de peau blanche et fumait une cigarette. C'était l'empereur Napoléon III.

J'étais à quelques pas de lui et je pus distinguer nettement ses traits. Il y avait quelque chose de mélancolique et de rêveur dans le regard de ses yeux ternes. Sa coiffure penchait un peu à droite; sa tête, d'ailleurs, aussi. Ses jambes, trop courtes, n'étaient pas proportionnées au reste de son corps.

Son aspect n'avait rien de militaire ; il était trop alourdi pour l'uniforme qu'il portait. Il avait l'air bien conservé et on aurait dit un homme de cinquante ans. Il paraissait fatigué, mais point abattu.

Le chancelier nous a souvent raconté la conversation qu'il a eue avec lui ce matin-là, de même qu'il nous a souvent fait le récit de ce qui s'était passé la nuit précédente. Je voudrais en faire un tout. Je vais, d'ailleurs, fidèlement reproduire ici non pas seulement le sens de ce que m'a dit M. de

Bismarck, mais les propres expressions dont il s'est servi.

Voici le récit textuel du chancelier :

« Après la bataille du 1er septembre, de Moltke et moi, nous allâmes à Donchery, à environ cinq kilomètres de Sedan, afin de mener les négociations avec les Français. Ces négociations durèrent jusqu'à minuit sans amener aucun résultat. Outre de Moltke et moi, Blümenthal et trois ou quatre autres officiers de notre état-major général étaient présents. Le général de Wimpffen représentait la France.

« Les demandes de de Moltke furent brèves. Toute l'armée française devait se rendre comme prisonnière de guerre. Wimpffen trouva ces conditions trop dures : l'armée française méritait, selon lui, par la bravoure qu'elle avait déployée, d'être mieux traitée. Nous devions nous contenter de la laisser aller, sous condition qu'elle ne prendrait plus aucune part à la guerre et qu'elle serait immobilisée, soit en Algérie, soit en France, dans une province à notre choix. De Moltke maintint avec beaucoup de calme ses prétentions. Wimpffen parla de l'infortune de sa position. Il était revenu d'Afrique deux jours auparavant et n'avait pris le

commandement de l'armée que lorsque, à la fin de la bataille, le maréchal de Mac-Mahon avait été blessé. Et il lui fallait maintenant apposer sa signature au bas d'une pareille capitulation ! Il préférait essayer de se maintenir dans la place ou bien tenter une sortie.

« De Moltke exprima le regret qu'il lui fût impossible de tenir compte de la position personnelle du général, dont il comprenait, d'ailleurs, l'amertume. Il reconnut que les troupes françaises s'étaient bravement battues, mais il ne leur était pas possible de garder Sedan et encore moins de tenter une sortie. Il était, d'ailleurs, tout prêt à autoriser un officier général français à inspecter nos positions afin qu'il pût s'en convaincre. Wimpffen déclara alors qu'au point de vue politique il serait habile de lui accorder de meilleures conditions, que nous avions besoin, nous autres Allemands, d'une paix immédiate et permanente et que nous ne pourrions l'obtenir qu'en nous comportant généreusement. Si l'armée française était traitée avec modération, les soldats et la nation entière seraient contraints de nous devoir de la gratitude et seraient même animés de sentiments amicaux à notre égard. Des conditions trop dures mèneraient à une guerre sans fin.

« Ici, j'intervins, car j'étais sur mon terrain. Je

répondis au général de Wimpffen qu'il était possible d'avoir confiance dans la gratitude d'un prince, mais pas dans celle d'une nation, surtout quand cette nation était la nation française. La France n'avait point d'institutions permanentes; elle changeait à chaque instant de gouvernement et de dynastie, et les régimes nouveaux ne se considéraient jamais comme liés par ce qu'avaient pu faire leurs prédécesseurs. Si le trône de l'empereur Napoléon était inébranlable, il serait possible de compter sur sa gratitude en échange de conditions plus favorables. En l'état des choses, c'eût été folie de notre part de ne pas profiter complètement de nos succès. Je dis encore que la France était une nation envieuse et jalouse, qu'elle nous en voulait de notre victoire de Sadowa et qu'elle ne pouvait pas nous la pardonner, alors que, pourtant, ce n'était pas elle qui en avait souffert. Comment, malgré notre générosité, ne nous conserverait-elle pas rancune de Sedan?...

« Le général de Wimpffen ne voulut point en convenir. Il soutint que les Français avaient complètement changé dernièrement et qu'ils avaient appris, sous l'Empire, à se soucier des intérêts de la paix plus que des lauriers de la guerre. Ils étaient, d'ailleurs, prêts à proclamer la fraternité

des peuples, etc., etc. Je finis par dire que nous devions maintenir nos conditions.

« Castelnau prit alors la parole et déclara, au nom de l'empereur, que celui-ci n'avait rendu son épée, la veille, que dans l'espoir d'une capitulation honorable. Je demandai : « Quelle épée « était-ce donc? Celle de l'empereur ou celle de « la France ? » Il me répondit : « Uniquement celle « de l'empereur ! » « Eh bien, alors », déclara de Moltke, rapide comme l'éclair, avec un sourire de satisfaction qui illumina son visage d'oiseau de proie, « eh bien, alors, il ne saurait être « question d'autres conditions. » « Soit », répliqua Wimpffen, « nous recommencerons, de« main, la bataille. » « Je ferai en sorte que nous « ouvrions le feu à quatre heures du matin », dit de Moltke. Sur quoi, les Français exprimèrent le désir de se retirer. Je leur demandai de ne pas partir encore et de réfléchir un instant de plus. Le résultat fut qu'ils finirent par demander une prolongation de l'armistice, afin qu'ils pussent consulter les leurs à Sedan. De Moltke ne voulait point y consentir, mais il finit par y acquiescer sur mes instances et lorsque je lui eus démontré que cela ne pouvait point faire de mal.

« Le lendemain 2 septembre, vers les six heures du matin, le général Reille parut devant la mai-

son que j'occupais à Donchery et m'informa que l'empereur Napoléon III avait exprimé le désir de se rencontrer avec moi. Je m'habillai aussitôt et montai à cheval, épuisé, sans être lavé et couvert de poussière, pour aller à Sedan, où je pensais voir l'empereur. Je le recontrai, toutefois, sur la route, près de Fresnoy, à trois kilomètres de Donchery Il était avec trois officiers dans un landeau, trois autres officiers à cheval escortant la voiture. De ces officiers je ne connaissais que Reille, Castelnau, de la Moskowa et Vaubert. J'avais mon revolver attaché à ma ceinture, et comme je me trouvais tout seul en présence de ces six officiers, involontairement je regardai mon revolver. Peut-être même, instinctivement, y portai-je la main. Napoléon, probablement, s'aperçut de ce mouvement, car sa figure s'altéra. Il songeait peut-être que l'Histoire parfois se répète : un prince de Condé ne fut-il pas assassiné après avoir été fait prisonnier dans une bataille ?

« Je fis le salut militaire. L'empereur souleva son képi, les officiers qui l'entouraient imitèrent son geste ; sur quoi, à mon tour, je soulevai ma coiffure, quoique ce geste fût contraire aux règlements militaires.

« Il me dit en français : « Couvrez-vous donc ! »

Je gardais vis-à-vis de lui la même attitude que j'aurais eue si nous avions été à Saint-Cloud, et lui demandai ses ordres. Il désirait savoir s'il pouvait parler au roi. Je lui répondis que cela était impossible, le quartier général de Sa Majesté étant à huit kilomètres plus loin. Je n'avais nul désir qu'il vît le roi avant que nous fussions tombés d'accord sur les conditions de la capitulation. Il demanda alors où il pouvait attendre, ce qui voulait dire qu'il ne pouvait retourner à Sedan, soit qu'il y eût éprouvé, soit qu'il y redoutât quelque pénible incident. La ville était pleine de soldats ivres, ce qui était une dure épreuve pour les habitants. Je lui proposai mon quartier à Donchery, que j'étais prêt à lui abandonner immédiatement.

« Il accepta la proposition, mais, lorsque nous fûmes à quelques cents mètres de la ville, il me demanda s'il ne pouvait pas s'arrêter dans une petite maison qu'il voyait au bord de la route. J'envoyai mon cousin, qui m'avait rejoint, visiter la maison. Sur les renseignements qu'il me donna, je dis à l'empereur que c'était une bien pauvre maison. Il répondit que cela importait peu. Après qu'il se fut dirigé vers cette maison et qu'il fut revenu vers moi, ne pouvant sans doute trouver l'escalier, qui était par derrière, je

l'accompagnai au premier étage, où nous entrâmes dans une petite chambre n'ayant qu'une fenêtre. C'était la meilleure de la maison, et qui, cependant, n'avait pour tout mobilier qu'une table ronde et deux grossières chaises empaillées.

« Là j'eus avec lui une conversation qui dura environ trois quarts d'heure. Il déplora tout d'abord cette guerre fatale, qu'il n'avait pas désirée et qui lui avait été imposée par la pression de l'opinion publique.

« Je lui répondis que, en Allemagne, personne n'avait désiré la guerre, et le roi moins que personne. Nous avions considéré la question espagnole comme une affaire qui regardait l'Espagne, et non l'Allemagne, et nous étions autorisés à espérer que, grâce aux bonnes relations qui existaient entre la maison princière des Hohenzollern et lui-même, un accord s'établirait facilement avec le prince héritier. Nous engageâmes alors la conversation sur la situation actuelle. Il désirait par-dessus tout obtenir une capitulation à des conditions plus favorables. Je lui expliquai comme quoi je ne pouvais m'engager en cette question, qui était une question purement militaire, dont de Moltke seul aurait à s'occuper. D'un autre côté, nous pouvions sans inconvénient, discuter les termes éventuels de la paix. Il me fit

observer qu'il était prisonnier et n'était pas en état de prendre une décision. Je lui demandai alors qui il regardait comme compétent pour traiter, et il me répondit que c'était le gouvernement de Paris. Je lui fis remarquer que, dans ces conditions, la situation n'avait pas fait un pas depuis la veille et que nous étions contraints de maintenir nos conditions en ce qui concernait l'armée de Sedan, pour ne pas compromettre les résultats de notre victoire. De Moltke, qui était survenu sur ces entrefaites, fut de la même opinion et alla en référer au roi.

« Debout devant la maison, l'empereur fit grand éloge de notre armée et de la façon dont elle avait été conduite. Je lui dis que je savais que les Français s'étaient également bien battus. Il revint alors aux conditions de la capitulation et demanda si nous ne pouvions autoriser les troupes maintenues dans Sedan à passer la frontière belge pour y être désarmées et gardées comme prisonnières.

« Je lui répondis de nouveau que c'était là une question purement militaire, qui ne pouvait être résolue sans le concours de de Moltke. Il en convint et déclara que, d'ailleurs, lui-même, en tant que prisonnier, ne pouvait guère exercer son autorité et que des négociations de cette nature devaient

être menées avec l'officier général commandant Sedan.

« Dans l'intervalle, on s'était mis à la recherche d'un meilleur logement pour l'empereur, et les officiers de l'état-major avaient trouvé le petit château de Bellevue, près de Fresnoy, qui n'avait pas encore été réquisitionné pour les blessés. Je lui conseillai de rester là comme devant s'y trouver mieux que dans la maison du tisserand et je lui dis que nous préviendrions le roi qu'il se trouvait là. Il accepta, et je rentrai à cheval à Donchery pour changer de vêtements. Je l'accompagnai ensuite à Bellevue avec un escadron du 1er régiment de cuirassiers comme garde d'honneur. L'empereur désirait que le roi fût présent aux négociations, comptant, sans doute, sur la délicatesse de ses sentiments et la bonté de son cœur ; il demanda, d'ailleurs, aussi que j'y prisse part. Je tenais cependant à ce que les militaires seuls, qui sont faits d'une étoffe plus raide, réglassent cette affaire, et, en montant les escaliers, je glissai à l'oreille d'un officier de venir me chercher dans cinq minutes pour me dire que le roi me demandait. Napoléon fut informé qu'il ne pourrait voir le roi qu'après la signature de la capitulation. L'affaire fut, par conséquent, réglée entre de Moltke et Wimpffen, presque identiquement

dans les conditions qui avaient été formulées la veille. Après quoi, les deux monarques se rencontrèrent.

« Lorsque l'empereur sortit de cette entrevue, ses yeux étaient remplis de grosses larmes; mais, en m'adressant la parole, il se domina et garda une attitude pleine de dignité. »

Tel fut le récit de M. de Bismarck.

Le même jour, vers une heure et demie, plusieurs milliers de prisonniers prirent la route d'Allemagne. La plupart étaient à pied; quelques-uns, en voiture. Il y avait une soixantaine d'officiers et un général à cheval; des cuirassiers avec des casques d'acier, des hussards aux uniformes bleus, et des fantassins des 22e, 52e et 58e régiments de ligne. Ils étaient escortés par de l'infanterie wurtembergeoise. Vers deux heures, un second convoi suivit d'environ 2.000 prisonniers, parmi lesquels des nègres en costume arabe, et quelques vieux soldats qui portaient des médailles de Crimée et du Mexique.

Le ministre nous dit le soir que nous avions fait prisonniers 25.000 hommes sur le champ de bataille et que 40.000 s'étaient rendus à Sedan. Il nous annonça que la résidence de Napoléon en

Allemagne avait été fixée à Wilhelmshœhe et qu'il devait partir le lendemain matin.

— Nous ne savons pas encore, ajouta-t-il, s'il s'y rendra par Stenay et Bar-le-Duc ou bien par la Belgique.

— En Belgique, observa quelqu'un, il ne saurait plus être notre prisonnier.

— Eh bien, qu'est-ce que cela fait? dit M. de Bismarck. S'il prenait même une autre direction, il n'y aurait pas de mal... Je suis d'avis, moi, qu'il passe par la Belgique, et ça lui va aussi. S'il ne tient pas sa parole, cela ne nous causera aucun tort. Il est vrai qu'il serait peut-être bon de communiquer avec Bruxelles et que cela va être pour nous une perte d'au moins deux jours.

Le lendemain matin fut un jour triste, froid et pluvieux. J'assistai au défilé de longs convois de prisonniers qui traversaient le pont de la Meuse sous l'escorte de hussards. Dans un coupé hermétiquement fermé était assis le prisonnier de Sedan, qui prenait la route de Belgique pour se rendre à Wilhelmshœhe. Le général Castelnau avait pris place dans sa voiture. Derrière lui venaient l'adjudant général de Boyen, qui avait été choisi par le roi comme compagnon de voyage de l'empereur, et le prince de Lynar, qui, la veille, avait assisté à l'entrevue de Napoléon et de M. de Bismarck.

— De Boyen est tout à fait l'homme qui convient à cette mission, nous avait dit le chancelier la veille : il sait être extrêmement raide sous les dehors les plus polis...

Nous sûmes plus tard que l'empereur avait fait un coude par Donchery afin de ne pas passer par Sedan. Les hussards l'accompagnèrent jusqu'à la frontière belge. Il fut, d'ailleurs, traité avec respect par les prisonniers français qu'il rencontra sur sa route.

Seuls, les officiers emmenés en captivité eurent à essuyer des épithètes malsonnantes. On les traita, naturellement, de « traîtres », car, à cette époque, quiconque perdait une bataille était un traître. Mais ce qui parut le plus particulièrement pénible à ces officiers, ce fut de passer devant les nombreuses pièces de canon françaises qui étaient tombées entre nos mains. Boyen me raconta que l'un des aides de camp de l'empereur, le prince de la Moskowa, crut que ces canons nous appartenaient parce que leurs attelages étaient allemands. Il les regarda quelque temps, un peu étonné, apparemment frappé par quelque chose dans leur aspect. Puis il finit par demander :

— Quoi? est-ce que vous avez deux systèmes d'artillerie?

— Non, monsieur, lui répondit-on. Nous n'en avons qu'un seul.

— Mais ces canons-là?

— Ils ne sont pas des nôtres, monsieur!...

CHAPITRE VII

DE LA MEUSE A LA MARNE

Je trouve ce qui suit dans les notes que je prenais alors au jour le jour :

Reims, lundi 5 septembre. — Nous sommes arrivés à Reims dans l'après-midi. Nous sommes logés rue du Cloître, en face la cathédrale, dans une superbe maison qui appartient à un M. Dauphinot. Le chancelier est installé au premier, le bureau à l'entresol. Les rues sont remplies de soldats prussiens et wurtembergeois. Le roi a pris

ses quartiers au palais de l'archevêché. On me dit que notre propriétaire à nous est le maire de Reims.

Dîné avec le chancelier. Inutile de dire que nous avons goûté diverses sortes de champagne. Le chancelier nous a encore répété combien il s'ennuyait lorsqu'il était invité à s'asseoir à la table royale.

— Quand il y a peu de monde, nous a-t-il expliqué, je suis assis près du roi, et ça va encore. Mais quand il y a une nombreuse société, on me place entre le prince de Bavière et le grand-duc de Weimar. Et, alors, oh ! alors, la conversation est d'un fastidieux...

On a tiré, hier, un coup de fusil sur un de nos escadrons de hussards, de la fenêtre d'un café. Le ministre a donné l'ordre que la maison soit immédiatement détruite de fond en comble, et le propriétaire traduit devant une cour martiale.

Mardi 6 septembre. — Grand dîner ce soir. Le comte d'York et le comte de Brühl sont parmi les convives. Ce dernier nous apporte la nouvelle que la République vient d'être proclamée à Paris et qu'un gouvernement provisoire vient d'y être installé. Gambetta et Jules Favre en font partie.

Rochefort en est un des membres. On dit qu'ils veulent continuer la guerre contre nous. La situation n'a donc fait aucun progrès de ce côté.

Nos uhlans sont arrivés à Château-Thierry; ils ne sont plus qu'à deux jours de marche de Paris. Quant à nous, nous allons rester encore toute une semaine à Reims.

On vient d'apporter au chancelier les résultats de l'enquête au sujet du café d'où l'on avait tiré sur nos cavaliers. Le propriétaire n'y est pour rien, paraît-il. Il en sera quitte pour une amende de deux cent cinquante bouteilles de champagne dont il devra faire cadeau à l'escadron. Nul doute qu'il ne paie cette amende avec joie.

Jeudi 8 *septembre*. — Nouveau grand dîner. Parmi les convives, le grand-duc héréditaire de Mecklembourg-Schwerin, M. Stephan, le directeur général des postes allemandes, et les trois Américains. On a parlé de Bazeilles. Abeken a trouvé qu'on avait traité la ville trop durement et a dit qu'on devrait mener la guerre d'une façon plus humaine. Le général américain Sheridan, lui, est d'une opinion tout à fait différente. Il trouve qu'en temps de guerre, il faut traiter les populations avec la dernière rigueur. Il s'est exprimé comme suit : « La véritable stratégie

consiste à infliger d'abord le plus de pertes possible à l'armée ennemie et ensuite à faire souffrir tellement les habitants qu'ils demandent d'eux-mêmes la paix et forcent leur gouvernement à la faire ; il ne faut laisser aux populations que leurs yeux pour pleurer. » L'opinion]du général Sheridan paraîtra quelque peu féroce.

Dimanche 11 *septembre.* — Dans le courant de la journée, un certain M. Werlé est venu voir le chancelier. C'est un homme grand, pâle, avec un ruban rouge à la boutonnière, comme d'ailleurs tous les Français bien mis. Il fait partie de la Chambre des députés et est associé à la maison de la veuve Clicquot. Il voulait entretenir M. de Bismarck de la détresse qui règne en ville, dans les centres ouvriers, et des mesures à prendre pour y remédier, afin d'éviter des troubles. On redoute, en effet, que les classes ouvrières ne se déclarent en faveur d'une République radicale. Encore une chose que nous n'avions pas rêvée il y a un mois : des soldats allemands protégeant des Français contre les excès de la Commune !

Le chancelier est venu prendre le thé avec nous. Parlé politique.

— Lorsqu'on fait de la diplomatie, nous a dit

M. de Bismarck, il faut, avant tout, avoir les nerfs en bon état... Tenez, je me rappelle ce qui s'est passé lors du congrès de Francfort. Nous étions à Baden-Baden en même temps que le roi de Saxe, lorsque celui-ci vint trouver notre roi pour le supplier de se rendre au congrès. C'est littéralement à la sueur de mon front que j'ai dû l'en empêcher. Sa Majesté prétendait, en effet, qu'Elle ne pouvait faire autrement, puisqu'un monarque était venu comme courrier lui en apporter l'invitation. Toutes les femmes voulaient que le roi y allât : la reine douairière, la reine régnante, la grande-duchesse de Bade. J'allai trouver la douairière et je lui dis que je ne resterais pas ministre une seule minute et que je ne retournerais pas à Berlin si le roi se laissait persuader une autre opinion que la mienne. La douairière se rendit à mes raisons et promit d'user de son influence sur le roi, quoique ce fût contraire à ses idées... J'eus ensuite à lutter contre le roi de Saxe et contre Beust. Sa Majesté, ne sachant plus lequel entendre, avait fini par se coucher sur un canapé et avait une véritable crise hystérique de larmes. Moi-même, lorsque je lui eus enfin arraché la lettre de refus, je me sentis si faible et si épuisé que je pouvais à peine me tenir debout. Je chancelai derrière la porte, et j'étais si nerveux

que, en la fermant, le bouton me resta dans la main. L'aide de camp de service me demanda si je me trouvais mal. « Non, lui dis-je. Je me sens bien de nouveau *maintenant.* » Je pris, néanmoins, mes précautions et je fis garder la maison royale par un régiment afin d'empêcher qui que ce fût d'avoir accès auprès du roi et de le faire revenir sur sa détermination... Vous le voyez, messieurs, lorsqu'on fait de la diplomatie et qu'on a un système nerveux délicat, on a pas mal à supporter...

Lundi 12 *septembre.* — Nous venons de recevoir l'avis que l'Amérique nous offre ses services de médiation entre la nouvelle République française et nous. M. de Bismarck dit que, si cette offre prend corps, il ne la refusera probablement pas, parce que, tout compte fait, il la préfère à celle de n'importe quel autre État. Le chancelier est, d'ailleurs, depuis longtemps, fort bien disposé pour les Américains : il a récemment obtenu l'assurance qu'on lui permettrait d'armer des navires dans les ports américains contre les vaisseaux français. Il est probable qu'il n'obtiendra plus, de longtemps, semblable autorisation.

Mardi 13 *septembre.* — Le chancelier m'a fait appeler six fois cet après-midi. Résultat : six articles à expédier aux journaux. Deux d'entre eux étaient destinés à des feuilles françaises locales auxquelles nous communiquons quelques informations. Nous nous sommes même arrangés pour obtenir l'insertion du portrait et de la biographie du général de Blumenthal dans les journaux illustrés avec lesquels nous sommes en bons rapports. C'est une distinction qu'il a bien méritée.

— Autant que je puis voir, a dit M. de Bismarck, les journaux ne parlent pas de lui et, pourtant, il est le chef d'état-major du *kronprinz* et, après de Moltke, c'est lui qui a conduit le mieux les opérations. Il a gagné les batailles de Wissembourg et de Wœrth, celles de Beaumont et de Sedan, parce que le *kronpinz* ne fourrait pas toujours le nez dans ses plans, comme le prince Frédéric-Charles le faisait en 1866.

Mercredi 14 *septembre.* — Quitté Reims et arrivés à Meaux.

Un parlementaire est venu de Paris avant le dîner. C'est un jeune homme brun, avec un fort accent anglais. Il a eu, dans la soirée, une longue conversation avec le chancelier. Il s'appelle Ed-

ward Malet et est attaché à l'ambassade anglaise à Paris. Comme je passais dans l'antichambre, j'ai vu le domestique du chancelier qui avait l'oreille collée au trou de la serrure et écoutait la conversation. Il m'a raconté que M. Edward Malet avait apporté au chancelier une lettre de lord Lyons lui demandant d'entamer des négociations avec Jules Favre pour un armistice. M. de Bismarck, paraît-il, aurait répondu :

— Des négociations pour la paix, oui ; pour un armistice, non !...

Jeudi 15 septembre. — Reçu des nouvelles de Berlin. Dans l'entourage de la reine, on a des appréhensions pour la sécurité du roi. Depuis que la citadelle de Laon a sauté, on élève des objections sur l'entrée du roi à Paris, où l'on a peur qu'il lui arrive quelque chose. Wrangel a télégraphié en ce sens au roi, et Sa Majesté paraît disposée à attendre la suite des événements à Ferrières, où se trouve le château de Rothschild.

Le prince de Hohenlohe a dîné à notre table et la conversation a roulé sur Paris et la France. Le chancelier nous a dit que les Alsaciens avaient toujours eu le talent de se faire moquer d'eux par les Parisiens et qu'on faisait, sur eux, à Paris,

des caricatures et des bons mots comme on en fait à Londres sur les Irlandais.

— D'ailleurs, a ajouté le chancelier, il en est de même de toutes les provinces de France : elles subissent toutes le même sort. La France, jusqu'à un certain point, est divisée en deux nations : Paris et la province; la seconde est l'ilote volontaire de la première. Ce qu'il faudrait, c'est affranchir la France de la tyrannie de Paris. Lorsqu'un provincial se croit quelque avenir, il s'en va à Paris ; il ne tarde pas à y être adopté et à faire partie de la coterie dirigeante. Tenez, nous devrions examiner si, comme punition, nous ne devrions pas contraindre Paris à garder l'empereur... La France est une nation de zéros, une collection de troupeaux. Les Français n'ont pas d'individualité; ils forment une masse, quelque chose comme trente millions de Cafres qui obéiraient à des ordres venus d'en haut. La belle malice de prendre dans cette masse invertébrée une phalange capable d'opprimer le reste du pays!...

CHAPITRE VIII

M. DE BISMARCK ET JULES FAVRE A FERRIÈRES

LE CHATEAU DE ROTHSCHILD

Le 19 septembre, à midi, Jules Favre n'étant pas arrivé, on dut partir. Le chancelier laissa pour lui une lettre à la mairie et donna des ordres pour que, s'il venait, on la lui remît. A peine nous étions-nous éloignés qu'entre les villages de Mareuil et de Montry nous rencontrâmes une calèche à deux chevaux dans laquelle un officier prussien était assis avec trois messieurs en civil. L'un de ces messieurs était un homme âgé déjà; il portait une barbe grisonnante qui encadrait une lèvre inférieure en saillie. C'était Jules Favre.

Il s'était trompé de route et était arrivé au lieu du rendez-vous au moment précis où le chancelier en était parti. M. de Bismarck se montra fort mécontent de l'avoir manqué. Sans plus tarder, on choisit pour l'entrevue le petit château de Haute-Maison, qui se trouvait sur une hauteur, à dix minutes du village de Montry. On réquisitionna deux dragons wurtembergeois qu'on rencontra en route, et l'un d'eux, la carabine sur l'épaule, dut monter la garde devant la porte du château. Il y avait là aussi un brave paysan qui ne pensait point à mal, lorsque Jules Favre se mit à le haranguer dans un langage où le pathos s'alliait aux plus nobles sentiments.

— Je sais, dit-il, qu'il y a parfois des attaques inopinées, mais il faut qu'elles s'arrêtent sur ce seuil! Je ne suis pas un espion, mais un membre du nouveau gouvernement qui a entrepris de défendre les intérêts du pays et de représenter sa dignité. Au nom des lois internationales et de l'honneur de la France, vous allez, vous aussi, monter la faction autour de moi et veiller à ce que cette place soit sacrée! Il y va de mon honneur d'homme d'État aussi bien que de votre honneur de paysan.

L'homme des champs resta ahuri devant ce flot d'éloquence; il ouvrit la bouche démesurément,

croyant entendre du grec, et Keudell ne put s'empêcher d'observer :

— Si c'est ce pauvre diable qui doit nous protéger contre une surprise, eh bien, j'ai encore plus de confiance dans notre sentinelle.

Lorsque l'entrevue eut pris fin, le chancelier sortit du château et interpella à son tour le dragon.

— D'où êtes-vous ?

— De Schwæbischhall !

— Eh bien, vous pourrez dire avec fierté que vous avez monté la garde devant la maison où s'est tenue la première négociation de paix !

Le soir, à la nuit tombante, nous fîmes notre entrée dans la propriété du baron de Rothschild à Ferrières. Le roi et sa suite devaient y séjourner près de quinze jours. Le ministre fut logé dans l'aile droite du château, dont la vue donnait sur les prairies et le parc ; notre bureau fut installé à l'entresol. Le baron de Rothschild était à Paris et n'avait laissé à la garde de sa maison que trois ou quatre domestiques femmes et un gérant subalterne.

Nous nous étions à peine mis à table que le ministre reçut un message de Jules Favre lui demandant à continuer les négociations. Le chancelier mangea en hâte, et un nouveau tête-à-tête

eut lieu de neuf heures et demie à onze heures du soir. Lorsque Jules Favre sortit de ce second entretien, il avait l'air égaré, abattu, presque au désespoir.

On vint nous apprendre, en même temps, que le roi avait quitté le château et était allé en personne à Clayes pour empêcher une attaque de nos troupes. Le chancelier fit, à cette occasion, une sortie véhémente sur la façon dont nos généraux abusaient du dévouement de nos troupes.

— Oh ! je sais bien, dit-il ; ils vous disent tous, à l'état-major, que, si les 500,000 hommes que nous avons actuellement en France venaient à disparaître, il ne faudrait pas plus regretter leur perte qu'on ne regrette celle de pions, lorsqu'on prononce l' « échec et mat ». Mais c'est de la tactique facile que celle qui consiste à ne pas compter les pertes ! Tenez, savez-vous ce qu'ils sont, nos généraux? Ce sont des stratégistes de fauteuil ! Leur plan ne repose que sur l'endurance extraordinaire de nos soldats. Ce sont nos soldats qui ont gagné jusqu'ici les victoires, parce qu'ils sont plus forts que les Français, qu'ils marchent mieux, qu'ils ont plus de patience et qu'ils possèdent à un plus haut degré le sentiment du devoir. Si Mac-Mahon avait commandé des Prussiens, et Alvensleben, des Fran-

çais, c'est Alvensleben qui aurait été battu. Et il est pourtant mon ami!... Il est ridicule de vouloir faire comme lors de la guerre de Sept Ans et de diriger des armées du haut de sa selle. Les armées sont trop grandes aujourd'hui pour cela et les batailles s'engagent comme du temps d'Homère. On voit sortir des rangs quelques hommes qui commencent par se lancer des défis, qui s'excitent les uns les autres et qui finissent par se tirer des coups de fusil jusqu'à ce que l'engagement devienne général!...

Le lendemain, à table, nous eûmes un spécimen de l'hospitalité et du savoir-vivre du baron de Rothschild, qui avait l'honneur d'héberger notre roi et dont la propriété avait été, en conséquence, traitée avec le plus grand respect. M. de Rothschild, cent fois millionnaire, qui, récemment encore, avait été consul général de Prusse à Paris, refusa, par l'entremise de son gérant, de nous laisser boire, même en le payant, son vin.

Lorsque le chancelier apprit cela, il fit venir devant lui le gérant récalcitrant, ce dernier eut l'audace de persister dans son refus; il commença par jurer qu'il n'y avait pas de vin dans la maison, puis finit par avouer qu'il restait une centaine de bouteilles de bordeaux ordinaire. Après véri-

fication, ce n'est pas cent, mais dix-sept mille bouteilles que nous trouvâmes dans la cave. Le ministre, en quelques mots bien sentis, dit au gérant que la conduite de son maître était à la fois mesquine et discourtoise et qu'on ne se comportait pas ainsi lorsqu'un roi vous faisait l'honneur d'établir ses quartiers chez vous. Mais le gérant faisait toujours mine de ne rien comprendre. Exaspéré, M. de Bismarck finit par lui demander s'il savait où il y avait des bottes de paille; l'homme ne répondit pas, mais comprit à demi mot et devint blême. Le lendemain, on nous donna tout ce que nous pouvions désirer, et il n'y eut plus jamais aucun sujet de plainte.

Le chancelier entra, le jour suivant, de fort bonne heure dans la chambre de chasse du château, où nous avions installé notre bureau. Je me rappelle qu'il feuilleta un grand livre, qui se trouvait sur la table, où étaient récapitulés les tableaux de chasse et les fusils qui en avaient fourni la matière. A la date du 3 novembre 1856, on y voyait les noms de MM. de Bismarck, de Galliffet et d'autres invités. Il y avait au tableau, ce jour-là, quarante-deux têtes de gibier, à savoir quatorze lièvres, un lapin et vingt-sept faisans.

A onze heures, le chancelier eut sa troisième et

dernière entrevue avec Jules Favre. Cette entrevue fut suivie d'une conférence où assistèrent le roi, de Moltke et de Roon. On prévint Jules Favre qu'on ne pourrait lui communiquer les conditions exactes de la paix qu'après qu'elles auraient été ratifiées par une conférence de toutes les puissances de l'Allemagne. On lui laissa entendre que, d'ailleurs, aucun arrangement ne pourrait être conclu sans cession de territoire, parce qu'il était d'une nécessité absolue pour l'Allemagne d'avoir une frontière qui lui permît de se défendre dorénavant contre les attaques de la France.

Lorsqu'il entendit les mots de *cession de territoire*, Jules Favre devint terriblement excité : il se mit à pousser de profonds soupirs, leva les yeux jusqu'au ciel et versa même, paraît-il, quelques larmes patriotiques.

Le chancelier, lorsqu'il nous parla de cette entrevue et des deux autres, nous affirma pourtant que Jules Favre n'avait point pleuré.

— Il est vrai qu'il avait l'air d'avoir pleuré, expliqua M. de Bismarck, mais il n'en avait que l'air... Je l'observais, en effet, fort attentivement, tout en tâchant de le consoler, et je pus me convaincre qu'il n'avait pas versé une seule larme. Il jouait la comédie tout simplement. Il croyait me faire de l'effet, comme les avocats du barreau de

Paris en font sur le jury. Bien mieux, j'ai la conviction absolue que, à Ferrières, il s'était maquillé... Oui, je vous jure qu'il s'était maquillé! Le matin de notre deuxième entrevue, il était tout gris et il s'était mis du vert sous les yeux, afin de se donner l'apparence d'un homme qui avait cruellement souffert. Je ne dis pas qu'il n'avait pas souffert; mais, quand on souffre, on n'est pas un homme politique. En politique, il n'y a pas de place pour la pitié!

Et, après un silence, le ministre ajouta :

— Lorsque je lui parlais de Metz ou de Strasbourg, il me regardait sans cesse avec l'air de croire que je plaisantais. J'avais toujours envie de lui faire la réponse que me fit un jour, à moi, le grand marchand de fourrures d'Unter den Linden, à Berlin. J'avais été le voir pour choisir une pelisse et, comme il m'en demandait un prix très élevé, je lui dis en riant : « Allons! vous plaisantez! » « Non, me répondit-il : je ne plaisante jamais dans les affaires. »

Les Français passent leur temps à nous dépeindre sous les traits de barbares cruels; et la presse anglaise — particulièrement le *Standard*, qui nous est notoirement hostile — leur prête volontiers son assistance. Les plus basses calomnies concernant notre conduite vis-à-vis des Français

et des prisonniers sont mises en circulation presque chaque jour par ce journal, et proviennent toujours de soi-disant témoins oculaires ou d'autres bonnes sources d'informations. Ainsi, par exemple, le duc de Fitz-James a dépeint dernièrement sous des couleurs horribles les abominations dont nous nous serions rendus coupables à Bazeilles, ajoutant qu'il n'exagérait rien, et un M. L..., qui se présente comme un officier français fait prisonnier à Sedan et ayant souffert de mauvais traitements, se plaint d'un ton lamentable de l'inhumanité des Prussiens. Bernstorff a envoyé l'article en question au chef, en disant que de telles accusations devraient être réfutées. La plainte de M. L... pourrait peut-être rester sans réponse, mais celle du duc est faite pour troubler, de l'autre côté de la Manche, même ceux qui nous sont favorables.

En outre, une calomnie impudente est toujours capable de laisser quelques traces derrière elle.

En conséquence, un démenti absolu de ces honteuses diffamations a été télégraphié le 22 septembre, à quelques journaux de Londres, qui sont mieux disposés à notre égard. Comme la plus grande partie de cette communication a été dictée par le chef, elle mérite d'attirer une attention spéciale.

Voici la réponse du chancelier :

« Dans cette guerre, comme dans toute autre, un grand nombre de villages allemands aussi bien que français ont été brûlés, surtout par le feu de l'artillerie. Les femmes et les enfants qui s'étaient réfugiés dans les caves et n'avaient pas pu s'échapper à temps ont péri dans les flammes. C'est ce qui est arrivé à Bazeilles, qui fut plusieurs fois détruit par notre artillerie. Le duc de Fitz-James ne peut avoir vu que les ruines des villages après la bataille. Tout le reste de son rapport est basé sur les histoires des malheureux villageois exaspérés.

« Dans un pays, où même le gouvernement a montré un talent sans rival pour mentir systématiquement, on ne peut espérer que des paysans en colère, sur les ruines de leurs maisons, portent des témoignages véridiques contre leurs ennemis. Les rapports officiels ont établi que les habitants de Bazeilles, non pas en uniforme, mais en blouse ou en manches de chemise, ont tiré de leurs fenêtres sur nos troupes, ont blessé nos soldats et en ont tué plusieurs dans leurs maisons. Il a été également prouvé que des femmes armées de fusils n'auraient pas hésité à tirer sur des blessés et que d'autres femmes, qui n'avaient à coup sûr pas l'uniforme des gardes nationaux, avaient pris part au combat, chargeant

les fusils, et même visant l'ennemi. Tout cela n'a pas été communiqué au duc de Fitz-James par son informateur.

« Donc, dire que des femmes et des enfants ont été fusillés à bout portant est un de ces mensonges qui ont pour but d'exciter la population contre nous en la terrorisant. On réussit par là à la faire fuir à notre approche. Elle revient, il est vrai, au bout de quelques jours et s'étonne d'être parfois mieux traitée par des soldats allemands que par les troupes françaises. Quand la peur ne suffit pas à faire prendre la fuite à tous les habitants, le gouvernement envoie des hordes de gens armés, en blouse, pour dévaster les maisons afin de punir les habitants de leur manque de patriotisme.

« Quant à la lettre d'un officier prisonnier (Bouillon, 9 septembre), elle renferme également plus de mensonges que de vérités. L'Allemagne pourrait, elle aussi, faire appel au témoignage de 150.000 prisonniers dont la parole aurait plus de poids que celle de l'officier anonyme, dont l'écrit ne respire que la vengeance. C'est de cet esprit de vengeance que ressort la certitude de la nouvelle attaque à laquelle l'Allemagne est exposée, et c'est pourquoi nous n'aurons d'autre but, une fois la paix conclue, que de fortifier notre frontière.

« Il est vrai que les vivres ont fait défaut après

la reddition de Sedan, mais ce n'est pas seulement aux vaincus, c'est aussi aux vainqueurs, qui ont partagé avec les prisonniers tout ce qu'ils avaient.

« Si M. L... se plaint d'avoir été obligé de bivouaquer sous la pluie d'abord, cela prouve mieux que tout qu'il n'est pas officier et qu'il n'a pas pris part à la campagne jusqu'alors. C'est quelque écrivain à gages qui n'a jamais quitté la chambre, et cette plainte fait supposer que tout le récit de cet individu n'est qu'une invention, car s'il était officier en service, il saurait certainement que la plupart de ses camarades ont été obligés de passer dans les mêmes conditions, pour le moins trente nuits des quarante qui s'étaient écoulées depuis le commencement de la guerre. Cela est vrai, du moins des Allemands. S'il pleuvait, ils ont été obligés de bivouaquer sous la pluie, et dans la boue quand l'emplacement du camp était boueux, Quelqu'un qui n'a pas pris part à la campagne peut seul ignorer ces faits et s'en étonner. Si M. L... se vante d'avoir conservé sa bourse de cuir, c'est la preuve la plus certaine qu'il n'a pas été dévalisé. Car tout soldat, depuis des siècles, porte de la sorte son argent, et les Prussiens, s'ils avaient voulu s'en emparer, auraient certainement su où la trouver.

« Nous traitons de mensonges faits effrontément

et sciemment les assertions relatives aux mauvais traitements infligés aux prisonniers de Sedan. Une grande partie des Français, peut-être un quart d'entre eux, étaient en état d'ivresse, car au dernier moment, avant la capitulation, ils avaient pillé toutes les provisions de vin et d'eau-de-vie de la ville. Il est clair qu'il est plus difficile de manier des gens quand ils sont ivres, mais jamais, ni à Sedan ni ailleurs, grâce à la discipline prussienne, les mauvais traitements dont parle l'article ne se sont produits. Il est notoire que cette discipline a fait l'admiration des officiers français eux-mêmes. Malheureusement, nous ne pouvons pas accorder ce témoignage aux troupes ennemies, comme nous leur reconnaissons un égal courage. Il a été souvent impossible aux officiers français d'empêcher leurs subordonnés de frapper ceux qui étaient à terre, mortellement blessés. Et il faut ajouter que cela n'arriva pas seulement aux troupes d'Afrique, mais aussi aux autres, alors même que des officiers supérieurs cherchaient à défendre, au péril de leur propre vie, les blessés contre les menaces de leurs hommes. Les prisonniers allemands amenés à Metz ont été, comme on sait, conduits à travers les rues, au milieu d'une populace qui leur crachait au visage, leur jetait des pierres et les bat-

tait; et, lors de la mise en liberté de ceux-ci, des soldats d'Afrique ont formé une haie, à travers laquelle ils les ont forcés de passer à coups de bâton et de fouet, comme autrefois on faisait passer à travers les baguettes. Nous sommes à même de prouver ces faits par des documents officiels, qui sont d'une autre valeur que les lettres anonymes de M. L... »

Lorsqu'il eut fini de me dicter l'article qu'on vient de lire, M. de Bismarck ajouta :

— Vous écrirez à Bernstorff que c'est la dernière fois que j'entre en controverse avec la presse anglaise; dorénavant j'observerai le silence. L'ambassadeur agira sous sa propre responsabilité.

Au moment où nous nous mettions à table, le même soir, un envoyé de la cour vint annoncer que le *kronprinz* allait venir dîner et passer la nuit, et qu'il désirait qu'on mît à la disposition de sa suite le bureau et le grand salon attenant à la chambre à coucher du chancelier.

Le chef répondit :

— Non, nous ne pouvons donner le bureau, nous en avons besoin pour travailler.

Il proposa son cabinet de toilette et offrit de partager sa chambre à coucher avec Blumenthal et Oldenbourg, mais il dit qu'il avait besoin du salon pour recevoir les négociateurs français et les personnages princiers qui venaient lui rendre visite.

L'envoyé de la cour se retira en faisant une longue mine et, une fois dans le corridor, se mit à bougonner contre ce qu'il appelait « notre manque de courtoisie ».

On parla ensuite des discussions sur l'affaire du Schleswig-Holstein à la diète. Le comte de Bismarck-Bohlen, qui était arrivé dans l'intervalle, dit que ces débats devaient avoir été assez endormants.

— Oui, dit le chef, à Francfort, tous dormaient les yeux ouverts pendant la discussion. D'ailleurs, c'était une assemblée tout à fait terne, et qui ne se réveilla un peu qu'après mon arrivée.

Il nous raconta à ce sujet une histoire bien amusante sur le comte Rechberg, qui était alors ministre d'Autriche à la diète.

— Il me fit un jour une observation, nous dit M. de Bismarck, à laquelle je répondis en termes assez raides. Il répliqua que si je ne retirais pas mes paroles, nous serions obligés d'aller sur le Bochrenheimer Haide (endroit où l'on réglait les affaires d'honneur). « Je ne retire jamais mes pa-

roles, dis-je avec insouciance; nous le réglerons de cette manière si vous voulez, et il me semble que le jardin attenant à la maison conviendrait tout à fait pour cela. Mais, pour qu'on ne puisse pas supposer que je représente mon roi le pistolet à la main, je vais écrire immédiatement la cause de notre querelle. Vous signerez après avoir lu et vous certifierez ainsi la correction de ce que je dirai. Un de nos officiers demeurant ici me servira de témoin, et vous pouvez en choisir un des vôtres ». Je sonnai et fis appeler l'officier; puis je continuai à écrire pendant que Rechberg allait et venait dans la chambre et avalait plusieurs verres d'eau coup sur coup. Il n'avait pas peur, mais il se demandait s'il n'aurait pas dû d'abord obtenir l'autorisation de son gouvernement; pour moi, je continuais à écrire. L'officier entra et me dit qu'il me seconderait volontiers; je le priai d'attendre un moment. Rechberg me dit alors qu'il demandait à réfléchir jusqu'au lendemain, et je lui accordai ce délai. Mais comme je ne reçus rien de lui le jour suivant, je lui envoyai le ministre de Mecklembourg, le vieil Oertzen, avec une provocation formelle. On dit à Oertzen qu'il n'était pas chez lui. Il y retourna le jour suivant, mais Rechberg était toujours invisible. Il avait évidemment écrit à Vienne et attendait une réponse. A la fin, Oertzen

put le trouver et me dit que Rechberg était prêt à retirer ce qu'il avait dit et à me faire des excuses, soit écrites, soit verbales, comme je voudrais. Il devait venir me trouver à l'heure qui me conviendrait; mais j'allai chez lui et tout fut arrangé.

Une des personnes présentes demanda ensuite à M. de Bismarck la célèbre histoire des cigares.

— Quelle histoire? dit le chancelier.

— L'histoire du cigare que Votre Excellence a allumé, quand Rechberg fumait en Votre présence.

— Thun, vous voulez dire. C'est bien simple. J'étais allé le trouver pendant qu'il travaillait tout en fumant. Voyant qu'il ne m'offrait pas de cigares, j'en sortis un de ma poche et lui demandai du feu; il m'en donna avec un air très étonné... Mais il y a une autre histoire du même genre. Lorsque Rochow, représentait la Prusse dans la commission militaire, l'Autriche seule fumait. Rochow qui était un fumeur passionné, aurait bien voulu faire comme elle, mais il n'osait pas. Quand j'arrivai à l'assemblée, j'eus aussi grande envie de fumer, et, comme je n'y voyais pas d'obstacle, je demandai du feu au président,

au grand étonnement et mécontentement de ceux qui étaient présents... Ce fut un événement; la Prusse et l'Autriche fumèrent seules dans cette séance. Les autres représentants trouvèrent la chose si grave qu'ils en référèrent à leurs gouvernements. Les autorités n'étaient pas pressées; l'affaire sans doute demandait de mûres réflexions, et les deux grandes puissances continuèrent à fumer seules pendant six mois. Puis Schrenkh, ambassadeur de Bavière, voulut sauvegarder la dignité de sa position et se mit à fumer. Le saxon Nostitz avait bien envie d'en faire autant, mais n'avait sans doute pas encore reçu la permission de son ministre. Cependant, comme le hanovrien Bothmer se permit un cigare, Nostitz, qui avait des fils dans l'armée d'Autriche, dut s'entendre avec Rechberg, et, à la séance suivante ils sortirent leurs étuis. Les représentants du Wurtemberg et de Darmstadt étaient les seuls récalcitrants, n'étant pas du tout fumeurs; mais la dignité de leurs Etats demandait ce sacrifice, et, tout naturellement, à la séance suivante, le Wurtembergeois tira un cigare; je le vois encore; c'était quelque chose de long, de mince, de jaune comme de la paille sèche, et il en fuma la moitié comme un encens offert à la patrie!.. Hesse-Darmstadt fut le seul qui s'abstint, probablement parce

qu'il ne se sentait pas assez fort pour rivaliser avec les autres.

Le vendredi 23 septembre, une lettre de Jules Favre arriva, dans laquelle il rejetait toutes nos conditions. Il demandait, toutefois, qu'avant de commencer le bombardement de Paris, on en fît notification aux autorités de la ville, afin que le corps diplomatique pût s'éloigner ; il demandait, en second lieu, que la ville fût autorisée à communiquer par lettres avec l'extérieur.

A dîner, le ministre nous entretint longtemps de la décoration pleine d'ostentation du grand hall du château. Je me rappelle que ce hall, entre autres choses, contenait une sorte de trône qu'un général français avait dû rapporter de Chine dans ses bagages et avait dû vendre ensuite au baron.

— Tout ce qu'il y a ici, nous dit M. de Bismarck, est extrêmement cher, mais pas particulièrement beau et pas du tout confortable. Voyez-vous, une propriété comme celle-là ne me causerait à moi aucun plaisir. Elle aurait été faite par d'autres, pas par moi. Il peut s'y trouver de belles choses, mais le propriétaire n'a eu le plaisir ni de les créer ni de les changer... Et puis c'est tout à fait différent d'être là à se demander si

on peut mettre 5,000 ou 10,000 francs à améliorer ceci ou cela ou bien de n'avoir pas à se préoccuper du prix. Cela doit devenir fastidieux d'avoir toujours assez et plus qu'assez d'argent!...

La conversation glissa ensuite sur les juifs. Voici en quels termes le chancelier les apprécia :

— Ils n'ont pas de vraie patrie ; ils sont internationaux, européens, cosmopolites, nomades. Leur vraie patrie, c'est Sion, c'est Jérusalem. En dehors de là, ils sont citoyens du monde entier. Il y a parmi eux de braves et honnêtes gens, comme, par exemple, celui qui est chez moi, en Poméranie, où il se livre au commerce des peaux. Ses affaires ne prospéraient guère, et il fit banqueroute. Il me supplia de ne point le presser pour sa dette et promit de me payer par fractions, comme il pourrait. Fidèle à ma vieille habitude, j'acceptai, et, à l'heure qu'il est, il m'a tout remboursé. Il m'envoyait encore des mensualités lorsque j'étais ministre au Bundestag, à Francfort. J'ai certainement moins perdu avec lui que ses autres créanciers. Mais celui-là était un juif des champs : il est certain qu'on n'en rencontre pas beaucoup de pareils dans les villes...

Le 27 septembre, Bölsing, d'après les instruc-

tions du chef, me montra la réponse de celui-ci à la lettre de Favre. M. de Bismarck disait simplement qu'il n'était pas d'usage dans la guerre d'annoncer le commencement d'une attaque, et que d'ailleurs une forteresse assiégée n'était pas une résidence convenable pour des diplomates. Il ajoutait qu'on laisserait néanmoins passer les lettres ouvertes qui ne contiendraient rien de répréhensible, et qu'il fallait espérer que le corps diplomatique serait d'accord sur ce point. Tous ses membres pourraient fort bien se rendre à Tours, où le gouvernement français avait l'intention de se fixer.

Cette réponse fut commencée en allemand par Bernstorff, et M. de Bismarck la fit continuer dans cette langue.

— Autrefois, m'expliqua Bölsing, la plupart des secrétaires des affaires étrangères d'Allemagne appartenaient à la colonie française; presque tous les conseillers écrivaient en français; même le registre des dépêches était tenu en français, et les ambassadeurs se servaient de cette langue. Mais maintenant on n'emploie plus la langue de l' « impertinent Gaulois », comme le comte Bohlen appelle le français, que dans des cas exceptionnels, par exemple pour correspondre avec des gouvernements et des ambassades dont

on ne connaît pas la langue maternelle. Depuis des années, les registres sont tenus en allemand.

Le 28 septembre, à dîner, nous montrant une tache de graisse sur la table, le chancelier nous dit :

— De même que cette tache de graisse s'étend de plus en plus, de même le sentiment qu'il est beau de mourir pour son pays, même sans récompense, s'enfonce profondément dans l'âme du peuple... Cela vient du restant de foi qui sommeille au fond de son cœur; cela vient de ce que chacun sait qu'il y a Quelqu'un qui le voit combattre et mourir, si son lieutenant ne le voit pas.

Un sceptique demanda :

— Croyez-vous réellement, Excellence, que les soldats fassent de pareilles réflexions ?...

— Ce ne sont pas des réflexions, répliqua le chancelier : c'est une sensation, c'est l'ébauche d'une pensée, c'est un instinct. Lorsqu'ils réfléchissent, ils perdent même cette sensation... Non, voyez-vous, je ne comprends pas comment des hommes peuvent vivre, comment ils peuvent accomplir leur devoir et laisser les autres l'accom-

plir s'ils n'ont pas la foi dans une religion révélée, dans un Dieu qui veut ce qui est bien, dans un Juge suprême et dans une vie future.

Et le ministre continua de la sorte pendant plus d'un quart d'heure, s'échauffant peu à peu et répétant la même idée sous d'autres formes :

— Si je cessais d'être chrétien, je ne servirais pas mon roi une heure de plus ! Si je ne plaçais pas ma confiance en Dieu, je ne la placerais pas dans un maître terrestre ! Mais, regardez donc, moi qui vous parle, j'avais assez pour vivre, j'occupais même une situation assez élevée. Pourquoi est-ce que je travaillerais et peinerais sans relâche sur cette terre? Pourquoi est-ce que je m'exposerais aux vexations et aux souffrances si je ne sentais pas que je remplis mon devoir vis-à-vis de Dieu?... Si je ne croyais pas en une divine Providence, qui a destiné cette nation allemande à quelque chose de bon et de grand, j'abandonnerais immédiatement ma charge d'homme d'État... que dis-je? je ne l'aurais même pas acceptée. Les ordres et les titres ont peu d'attrait pour moi. C'est parce que je crois résolument en une vie après la mort que je suis royaliste ; autrement, je serais républicain... Oui, je suis républicain par nature : il n'y a qu'à voir la lutte que, depuis plus de dix ans, j'ai entrepris contre toutes les absur-

dités de la cour pour comprendre combien, pour être royaliste, ma foi chrétienne a dû être forte! Enlevez-moi cette foi et vous m'enlèverez l'amour de ma patrie. Sachez bien que, si je n'avais pas été aussi bon chrétien, vous n'auriez pas eu un si grand chancelier de la Confédération. Si je n'avais pas été aussi bon chrétien, j'aurais tourné le dos à toute la cour, et, si demain, vous me trouvez un successeur qui soit meilleur chrétien que moi, je me retirerai sur-le-champ. Si vous saviez comme je m'en irais volontiers! J'aime tant la vie de campagne, les bois et la nature! Arrachez-moi le lien qui m'unit à Dieu, et je deviendrai un homme qui, demain, fera ses paquets pour Varzin et s'en ira cultiver ses terres... S'il n'y avait pas un ordre de Dieu, pourquoi me subordonnerais-je à ces Hohenzollern?... Ils sont d'une famille de Souabe qui n'est pas plus noble que la mienne!

Telle fut la conversation que nous tint un soir M. de Bismarck à propos d'une tache sur la nappe. Il nous raconta aussi, un des soirs suivants, quelques anecdotes sur le vieux Rothschild, de Francfort, que je demande la permission de répéter pour finir ce chapitre :

— La première fois que je vis Rothschild, nous dit-il, il causait avec un marchand de blé qui venait lui acheter du froment. Le marchand

lui faisait observer qu'un homme aussi riche ne devrait pas vendre aussi cher son froment. « Qu'est-ce que ma richesse a à faire là-dedans? » s'écria le vieux Rothschild. « Mon froment est-il moins bon parce que je suis riche?... » Il donnait des dîners qui faisaient, d'ailleurs, honneur à son opulence. Je me rappelle qu'une fois, le roi actuel, alors prince de Prusse, était à Francfort et que je l'invitai à dîner. Rothschild l'avait invité le même soir. Le prince lui dit qu'il devrait tâcher d'arranger cela et qu'il aurait, d'ailleurs, autant de plaisir à dîner avec lui qu'avec moi. Rothschild vint me demander de lui céder mon royal convive. Je refusai. Il eut la naïveté de me proposer de m'envoyer son dîner chez moi, parce qu'il ne pouvait pas le manger!... Je crois bien : il ne mangeait que des plats préparés à la façon juive!... Je refusai, naturellement, aussi cette proposition, quoique, sans aucun doute, son dîner fût meilleur que le mien...

CHAPITRE IX

LA MAISON DE MADAME JESSÉ, A VERSAILLES

Nous quittâmes Ferrières le 5 octobre, à sept heures du matin, à destination de Versailles. Les châteaux, les parcs, les maisons, les villages que nous rencontrâmes sur la route, tout était désert : on ne voyait, pour ainsi dire, que des soldats allemands. Un pont avait été jeté sur la Seine, que l'on avait pavoisé aux couleurs prussiennes.

A partir du village de Villeneuve-le-Roi, j'étais suspendu à la portière de la voiture, espérant, à chaque détour du chemin, voir au loin

Paris. Mais une interminable chaîne de collines nous masquait impitoyablement la vue.

Enfin, au débouché d'une vallée, nous aperçûmes soudain une ligne bleuâtre d'où émergeait une grande coupole : c'était le Panthéon et Paris!

Un piquet bavarois stationnait là, surveillant la route qui continuait sur la capitale. On nous fit prendre, à gauche, un grand chemin pavé, passer une grille dorée, traverser quelques rues, enfiler une grande avenue déserte plantée d'arbres, puis, finalement, nous nous arrêtâmes devant une maison, qui était notre quartier général à Versailles.

Elle le resta pendant cinq longs mois; elle fut le théâtre d'importants événements. C'est pourquoi je demanderai la permission de la décrire en quelques mots.

Elle appartenait à une Mme Jessé, qui était la veuve d'un riche marchand de draps et qui s'était enfuie en Picardie avec ses deux fils peu de jours avant notre arrivée. Seuls, le jardinier et sa femme étaient restés à la garde de l'immeuble.

Elle était située 14, rue de Provence, une des rues les plus tranquilles de Versailles, à proximité de l'avenue de Saint-Cloud et du boulevard de la Reine. Elle se composait de trois étages, dont le troisième n'était, d'ailleurs, qu'un galetas. A l'entresol, se trouvaient la salle à manger, qui donnait

sur le jardin, le salon, le billard et une salle de lecture. Il y avait sur la table du salon une pendule antique, surmontée d'une tête de Satan en bronze, qui mordait son pouce. Cette affreuse tête grimaça son sourire diabolique pendant toutes les négociations qui furent menées dans ce salon : traités avec l'Allemagne du Sud, proclamation de l'empire d'Allemagne, capitulation de Paris, préliminaires de paix, le démon assista à tous ces événements historiques du haut de son socle, muet et railleur.

L'escalier conduisait à un second hall, assez mal éclairé par un étroit vitrage, et à une série de chambres qui donnaient accès sur le hall. Là se trouvaient les deux pièces que s'était réservées le chancelier : l'une lui servait à la fois de chambre à coucher et de cabinet de travail; l'autre, de salon de réception. Pendant les négociations de la capitulation de Paris, la dernière fut mise à la disposition de Jules Favre pour ses méditations et sa correspondance. Le petit parc qui se trouvait derrière la maison servait de lieu de promenade à M. de Bismarck, et, pendant les belles nuits d'automne, on pouvait voir la grande figure et la casquette blanche du chancelier émerger brusquement de l'ombre des bosquets et se profiler sur les allées, éclairées par une lune pâle.

Pendant le jour, le calme idyllique dont il a été tant parlé par les correspondants de journaux était assez illusoire. Je laisse de côté les tambours et les clairons des troupes qui, toute la journée, défilaient sous nos fenêtres; le tumulte des jours de sortie, lorsque les assiégés tentaient une pointe dans notre direction; le fracas des heures de bombardement. A tout cela, nous étions, d'ailleurs, accoutumés. Mais je veux surtout parler des innombrables visites de toute sorte, pas toujours les bienvenues, reçues par le chancelier pendant ces mois historiques. La maison était comme un perchoir où venaient se poser des étrangers de toute race et de toute condition. Il y avait les messagers et les « écouteurs », qui venaient de Paris, suivis plus tard par les négociateurs officiels, en la personne de Jules Favre et de Thiers; il y avait les visiteurs princiers de l'hôtel des Réservoirs; il y avait même les hauts dignitaires de l'Église : archevêques, évêques et autres prélats; les députations du Reichstag, les leaders de partis, les banquiers de Berlin, les ministres de tous les coins de l'Allemagne, des généraux américains, des membres du corps diplomatique de Paris, des émissaires du parti bonapartiste, enfin, et, pardessus tout, des correspondants de journaux anglais. C'est miracle qu'après avoir reçu et écouté

tout ce monde, le chancelier eût encore assez d'activité et de patience pour pouvoir s'asseoir à sa table de travail et écrire durant de longues heures; c'est miracle surtout qu'il eût conservé à la fois sa santé et sa bonne humeur dont, chaque soir, à table, il nous donnait des preuves nouvelles dans des conversations tout ensemble sérieuses et humoristiques.

Chaque jour, en effet, le chancelier avait quelque hôte illustre à dîner et je connus ainsi les hommes les plus répandus et les plus célèbres du monde politique et intellectuel. Jules Favre s'assit plusieurs fois à notre table; les premières fois, ce fut un peu à contre-cœur.

— Je ne puis oublier, s'écriait-il, que là-bas, derrière les murs, il y a mes compatriotes qui meurent de faim!

Il cédait tout de même à nos avis et à nos exhortations et, comme les autres, il finissait par rendre justice aux douceurs de la cuisine et de la table. Thiers, avec sa figure si éveillée et si intelligente, fut aussi une fois un de nos convives. Il n'est pas jusqu'au *kronprinz* qui ne fît au chancelier l'honneur d'accepter son invitation.

Mme Jessé, notre propriétaire, fit son apparition quelques jours avant notre départ. Je dois dire qu'elle ne nous produisit pas une bonne impres-

sion. Je sais que, depuis lors, elle nous a accusés, dans des journaux français, qui n'étaient pas les moins respectables, de lui avoir emporté, entre autres choses, sa vaisselle et son linge de table. En outre, M. de Bismarck l'aurait contrainte à lui donner une pendule de valeur, la fameuse pendule du salon!

La première de ces assertions est simplement absurde; quant à la pendule, sa véritable histoire est tout à fait différente de celle qu'a mise en circulation Mme Jessé. Mme Jessé offrit au chancelier, à un prix exorbitant, la pendule en question, sous prétexte qu'elle avait été témoin des négociations importantes conclues dans le salon. Autant que je puis me rappeler, elle en demanda 5,000 francs. Mais elle fut sa propre dupe, et son offre fut repoussée.

— Je supposais, nous expliqua plus tard le chancelier à Berlin, que l'horrible tête de Satan qui surmontait la pendule et qui faisait une aussi vilaine figure devait lui être chère, comme un portrait de famille, et pour rien au monde je n'aurais voulu l'en priver!...

CHAPITRE X

LES DÉBUTS DE L'AUTOMNE A VERSAILLES

Je reprends mon journal quotidien :

Jeudi 6 octobre. — On vient de raconter au chancelier qu'une partie des princes qui sont descendus à l'hôtel des Réservoirs y vit aux frais de la ville. Le chancelier en est indigné.

— Comment? s'est-il écrié, ces gens-là laissent la municipalité les nourrir alors qu'ils sont venus en simples curieux! Cela est particulièrement mesquin de la part du duc de Cobourg, qui est un

homme riche, dont le revenu annuel dépasse un million! Une telle lésinerie mériterait d'être racontée dans les journaux. Il est honteux qu'un prince se fasse entretenir par une ville aussi appauvrie.

Le chancelier est encore revenu là-dessus dans la soirée.

— Le train de la maison royale, nous a-t-il dit, est facile à établir: le roi paye pour le *kronprinz;* le *kronprinz*, pour les autres princes, et ainsi de suite! Mais il est regrettable que le *kronprinz* aide à mettre à sac une ville.

J'ai demandé au ministre, une fois que nous étions seuls, si je devais véritablement raconter dans la presse la conduite des princes.

— Et pourquoi pas? s'est écrié le chancelier. Vous pouvez même donner le nom du duc de Cobourg... pas toutefois dans nos propres journaux!

J'ai, en conséquence, envoyé un entrefilet à Metzler, à Berlin, afin de le faire passer dans la *Gazette de Cologne*.

Vendredi 7 *octobre*. — Le nouveau maire de Versailles, M. Rameau, vient d'obtenir une audience du chancelier. Le ministre nous a dit qu'il l'avait engagé à contracter un emprunt.

— « Cela est dans l'ordre des choses possibles, « a répondu M. Rameau, mais il faut alors m'ac- « corder l'autorisation d'aller à Tours, afin que « j'obtienne le consentement du gouvernement. » Je n'ai pas pu lui donner cette autorisation, a ajouté le chancelier, et je doute, d'ailleurs, qu'à Tours ils eussent consenti à un emprunt. Ils doivent penser que c'est le devoir des Versaillais de crever de faim afin que nous crevions de faim avec eux. Ils oublient que nous sommes les plus forts. Ces gens-là n'ont absolument aucune idée de ce que c'est que la guerre.

Mardi 11 *octobre*. — On nous a donné comme à peu près certain, à dîner, qu'une assemblée des princes allemands allait se réunir en congrès à Versailles. On espère que le roi de Bavière viendra. Delbrück voudrait que, dans ce cas, on mît à sa disposition un des appartements historiques du palais, par exemple la chambre à coucher de Louis XIV. Etant donné son caractère, il serait ravi d'un tel arrangement et ne regarderait pas au confort.

Mercredi 13 *octobre*. — Burnside est arrivé

pendant que nous prenions le thé. Il veut aller à Bruxelles chercher des appartements pour sa femme qui est en ce moment à Genève. Il nous a dit que Sheridan était déjà parti pour la Suisse et l'Italie. Il paraît que les Américains ne peuvent plus rien faire pour les négociations. Le général a demandé à voir encore le chef ce soir, mais je l'en ai dissuadé en lui expliquant que, à cause de sa prédilection pour les Américains, le chancelier le recevrait sans doute, mais que cela le dérangerait beaucoup dans son travail. En effet, le chef m'avait dit le matin :

— Comme vous connaissez Burnside, je vous serai reconnaissant de lui expliquer combien je suis occupé; mais faites-le de telle façon qu'il ne puisse pas supposer que je vous en ai parlé. Il ne finit jamais ce qu'il veut dire, et garde toujours quelque chose pour une autre fois. Il faut qu'il apprenne que je suis un homme d'action. J'ai un certain faible pour ces Américains, et ils le savent, mais ils devraient avoir quelques égards pour moi... Dites-lui que je n'ai pas beaucoup de temps à perdre, même avec les têtes couronnées. Il me faut six ou sept heures chaque jour pour mon travail, et je suis obligé de le prolonger tard dans la nuit.

Vendredi 14 octobre. — Le général Boyer, le bras droit du maréchal Bazaine, vient d'arriver de Metz afin d'entamer des négociations avec nous. Le chancelier ne paraît pas en train, toutefois, de discuter sérieusement avec lui aujourd'hui. Il est venu dans notre bureau et a demandé :

— Quel jour du mois est-ce aujourd'hui ?

— Le 14 octobre, Excellence.

— Ah ! ah ! c'est l'anniversaire de Hochkirch et de Iéna, jours de désastre pour la Prusse. Nous ne devons pas travailler aujourd'hui.

A dîner, M. de Bismarck, après avoir réfléchi un moment, nous a dit, en souriant :

— Vous ne savez pas, j'ai une idée excellente pour la conclusion de la paix. C'est de nommer un tribunal international et de faire un procès à tous ceux qui ont été les instigateurs de cette guerre : journalistes, députés, sénateurs et ministres.

Abeken a fait observer que Thiers serait, alors, indirectement compris dans les poursuites, à cause de son *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

— Pas seulement Thiers !... mais l'empereur aussi ! a répliqué le chancelier. Il n'est pas aussi innocent qu'il veut en avoir l'air !... Mon idée serait que chacune des grandes puissances : l'Amérique, l'Angleterre, la Russie, etc., se fasse

représenter par un nombre égal de juges et que nous fassions fonctions de ministère public... Seulement, il y a un malheur : c'est que l'Angleterre et la Russie n'accepteraient jamais cela, de telle sorte que le tribunal ne se composerait, somme toute, que des deux nations qui ont le plus souffert de la guerre : la France et l'Allemagne.

Le chancelier m'a encore dit :

— Je viens de lire l'article de l'*Indépendance belge*, que Gramont doit avoir écrit. Il nous blâme de n'avoir pas mis Napoléon en liberté à Sedan, et il n'est pas content que nous marchions sur Paris au lieu de nous contenter d'occuper l'Alsace et la Lorraine comme gage. J'avais d'abord pensé que cet article devait nous venir de Beust ou d'un de nos bons amis d'Autriche, mais je suis maintenant convaincu qu'il a dû être écrit par un Français.

Le chancelier m'a donné les raisons de son opinion, puis a ajouté :

— Le raisonnement de Gramont serait correct si nous ne voulions pas l'Alsace, mais simplement une indemnité. Mais, comme nous voulons l'Alsace, il vaut encore mieux avoir Paris pour gage. Quand ce qu'on veut est important, le gage n'a jamais trop de valeur.

Boyer a fait sensation dans la ville, où l'uni-

forme de général français n'avait pas été vu depuis longtemps. Un rassemblement s'est formé dans la rue, et il a été salué des cris de « Vive la France! » Il a alors déclaré que l'armée de Metz restait fidèle à l'empereur et ne voulait rien avoir à faire avec la République des avocassiers parisiens.

Samedi 15 *octobre.* — Le chancelier paraît être gêné dans sa politique par des influences qui s'exercent en sens contraire. Il vient de nous dire à table :

— C'est véritablement assommant d'être toujours obligé de discuter chaque plan que je forme avec cinq ou six personnes qui, en règle générale, n'y entendent rien. Je suis obligé d'écouter leurs objections et de les réfuter poliment. Dernièrement, j'ai ainsi perdu trois jours à une affaire que j'aurais arrangée en cinq minutes. C'est comme si, moi, j'allais donner mon opinion à un officier d'artillerie sur l'emplacement de sa batterie et si lui, avant d'ouvrir le feu, était obligé de répondre à mes arguments!

M. de Bismarck nous a ensuite raconté ce qui suit :

— De Moltke et de Roon étaient hier avec moi, et je leur exposais mes idées. De Roon, qui con-

naît les usages parlementaires, resta silencieux et me laissa parler, puis acquiesça à ce que je dis. De Moltke, dont le profil ressemble chaque jour de plus en plus à celui d'un oiseau de proie, avait aussi l'air de me suivre. Mais, lorsque j'eus fini, il se mit à me parler de choses tout à fait différentes, et je vis qu'il n'avait pas écouté le premier mot de ce que je disais et qu'il avait continué à suivre le fil de ses propres idées, sans se soucier des miennes... De Moltke est un homme très capable, et je suis sûr que, lorsqu'il applique son attention à une chose, il la fait bien. Mais, depuis des années, son esprit n'est tourné que vers un seul sujet, la guerre, et il ne faut pas vouloir l'en sortir, car, en dehors de ça, il ne prend d'intérêt à rien... Cela m'a mis dans tous mes états de voir que j'avais parlé à un sourd, mais je pris ma revanche. Au lieu de lui répéter mes explications, je me tournai vers de Roon : « Vous m'avez « donné votre opinion, lui dis-je, vous devez donc « avoir suivi ce que je vous ai dit. Voulez-vous « maintenant avoir l'obligeance de le répéter? »

Dimanche 16 octobre. — Reçu, ce matin, une lettre du banquier Bamberger, qui se trouve à Lausanne. Il pense que M. de Bismarck pourra

faire ce qu'il veut, à condition qu'il suive une politique vraiment allemande et qu'il établisse un État solidement uni.

« En Allemagne, écrit-il, tout le monde est convaincu que la solution dépend du chancelier de la Confédération et que, s'il y a de l'opposition à resserrer les liens qui unissent les divers États, cette opposition vient du comte de Bismarck. »

En terminant, Bamberger demande s'il peut venir à Versailles. Le chancelier, auquel je montre sa lettre, me dit qu'il sera enchanté de le voir, d'autant plus que sa connaissance approfondie de Paris nous sera très utile lorsque nous serons dans la capitale.

— C'est curieux qu'ils croient tous là-bas que je ne désire pas voir une Allemagne unie, a ajouté le ministre. Si l'idée d'unité n'a pas fait plus de progrès, la faute en est aux tergiversations de la Bavière et du Wurtemberg et au roi Louis, dont on ne connaît pas exactement la pensée.

Lundi 17 *octobre*. — Dans la soirée, on nous a donné l'ordre de faire nos malles et on a fait placer nos voitures avec celles du roi, en face de la préfecture, parce que l'on s'attend à une alerte de nuit. Il se pourrait qu'il y eût une sortie.

Mercredi 19 *octobre.* — Le grand-duc de Weimar *a donné l'ordre* au chancelier de venir le voir ce soir, parce qu'il a à l'entretenir de plusieurs affaires. Réponse textuelle du chancelier : « Dites-lui que je suis retenu par ma santé et par les affaires de l'État. »

Waldersee nous raconte que, pendant l'incendie du palais de Saint-Cloud, quelques jeunes princes ont *sauvé* du feu quelques souvenirs divers, tels que vases, bijoux et livres, qu'ils réservaient à leur usage particulier; mais ils ont été forcés de tout rendre, par ordre du *kronprinz*.

Jeudi 20 *octobre.* — Le grand-duc de Weimar s'est montré furieux de ce que le chancelier ne soit point venu le voir lorsqu'il l'a demandé. Sur quoi le chancelier s'est tourné vers Keudell et lui a dit :

— Faites donc savoir à Sa Gracieuse Altesse que je suis indigné de voir l'usage qu'Elle fait de mon temps et de ma santé et que je regrette qu'Elle ait une idée aussi fausse des devoirs qui m'incombent.

Puis il s'est mis à déblatérer sur le compte du grand-duc.

— Il est possible qu'il nous ait rendu quelques

services en 1866. Mais il nous avait donné auparavant du fil à retordre, lorsqu'il voulait être empereur d'Allemagne et qu'il s'était mis à la tête d'une société secrète de tir. A cette époque, j'eus sérieusement l'intention de le faire enlever par un régiment de hussards et de le faire enfermer à Magdebourg; j'avais déjà soumis ma proposition au roi... C'est un homme qui est dévoré par la vanité. Il a voulu, un jour, se faire faire son portrait en vainqueur de la bataille d'Eckernfœhrde, avec un grand cheval qui se cabrait et un obus qui faisait explosion à ses pieds, alors qu'en fait son héroïsme avait consisté à se tenir à une distance respectable des canons, ce qui était déjà fort beau pour lui!...

Vendredi 21 *octobre*. — Nous avons entendu, ce matin. une violente canonnade, qui a été en augmentant pendant toute la journée. Entre une heure et deux heures, la fusillade s'entendait distinctement dans les bois qui se trouvent au nord de la ville. Le feu de l'artillerie faisait rage. Les coups se succédaient de minute en minute, et le sifflement des mitrailleuses était incessant. On avait l'impression qu'une bataille régulière se livrait à peu de distance de nous. Le chancelier

a fait seller son cheval et est parti au galop.

Nous nous sommes, de notre côté, portés dans la direction du combat. Nous avons vu de nouveau les petits nuages blancs qui accompagnent les détonations. On se battait ferme sur notre gauche, dans les bois qui bordent la route des Jardies à Vaucresson. Le combat a duré jusqu'à quatre heures; après quoi, on n'a plus entendu que quelques décharges isolées du mont Valérien, et, bientôt, tout s'est tu. Comme de juste, une grande agitation n'a cessé de régner, durant l'après-midi, à Versailles; les habitants s'étaient rassemblés devant leurs portes et s'attendaient à chaque instant, en voyant la fusillade se rapprocher, à ce que nos troupes fussent en pleine déroute et que l'armée de Paris fît son apparition.

Dans la soirée, le chancelier a émis l'avis qu'on devrait empêcher dorénavant les gens de se rassembler ainsi dans les rues les jours d'engagement. Il a dit que les habitants devraient, en pareil cas, rester derrière leurs portes, et qu'on devrait prescrire aux patrouilles de faire feu sur le premier qui désobéirait.

Dimanche 23 *octobre*. — M. de Kératry, préfet de police de Paris, vient d'arriver à Madrid pour

soumettre deux propositions au général Prim. La première consiste à ce que la France et l'Espagne contractent une alliance offensive et défensive. L'Espagne enverra au secours de la France une armée de 50,000 hommes. Le but de l'alliance sera la défense commune des nations de race latine contre la suprématie des races allemandes. Prim ayant décliné cette offre étrange, l'envoyé français a demandé alors qu'un décret soit rendu qui autorise l'importation des armes en France. Cette seconde proposition n'a pas eu plus de chance que la première.

La reddition de Metz est attendue sous peu. Le prince Frédéric-Charles désire, paraît-il, une capitulation dans les mêmes conditions que Sedan et Toul ; mais le chancelier, pour des raisons politiques, veut traiter la garnison avec ménagement. Le roi hésite entre ces deux opinions.

Le chancelier a dit, aujourd'hui, au maire de Versailles :

— Pas d'élections, pas de paix ! A Paris, ils ne veulent pas comprendre cela. Les généraux américains qui ont été à Paris sont revenus en me disant qu'ils ne voulaient pas entendre parler d'élections. Ils ne veulent même pas soumettre au pays la question des négociations de paix. Nous

finirons par être obligés de faire un compromis avec Napoléon et de l'imposer de nouveau à la France.

Le maire n'a jamais voulu le croire et a dit que ce serait la plus grande insulte qu'on pourrait faire au pays.

M. de Bismarck lui a répondu :

— C'est l'intérêt du vainqueur de laisser la nation vaincue sous un régime qui repose uniquement sur l'armée, parce qu'alors il lui est impossible de songer à une nouvelle guerre. Ne commettez pas l'erreur de croire que Napoléon n'a plus de prise sur le peuple. Napoléon a l'armée pour lui ; le général Boyer est venu négocier avec moi au nom même de l'empereur. Quant au gouvernement de Paris, c'est une question à étudier de savoir s'il a tellement la confiance de la population.

Le maire de Versailles a fait part au chancelier de ses vues relativement aux conditions de la paix : démolition de nos forteresses et des forteresses françaises, désarmement des deux pays, qui ne conserveraient qu'une armée en rapport avec la population, etc.

M. de Bismarck nous a rapporté tout cela et a terminé en disant :

— Comme je l'ai déjà dit, ces gens n'ont pas la moindre idée de ce que c'est que la guerre.

Le *Nouvelliste* est maintenant le seul journal de Versailles, et c'est nous qui en avons la direction. Il évite naturellement de heurter les sentiments patriotiques des Français. Nous en vendons un certain nombre d'exemplaires : de trente à quarante. Hier, nous en avons vendu jusqu'à cent cinquante. Comme les frais sont peu élevés, nous n'y perdons pas beaucoup.

Delbrück m'a dit que, pendant les négociations préliminaires pour la réorganisation de l'Allemagne, la Bavière a demandé à participer conjointement avec la Prusse à la représentation des États fédéraux dans les pays étrangers. La conception bavaroise était que, lorsque l'ambassadeur ou le ministre prussien s'absenterait de son poste, le représentant bavarois prendrait la direction des affaires. Le chancelier a dit à ce sujet :

— Je n'accepterai jamais cela! Tout ce qu'ils veulent, excepté cela! La question n'est pas de savoir quel ambassadeur nous aurons, mais quelles instructions il recevra, et si on appliquait un pareil système, il faudrait avoir deux ministres des affaires étrangères pour l'Allemagne.

Lundi 24 *octobre*. — Reçu d'étranges nouvelles de Marseille. Il paraît que les radicaux ont la

haute main là-bas. Esquiros, le nouveau préfet des Bouches-du-Rhône, a supprimé la *Gazette du Midi* et expulsé les jésuites; un décret de Gambetta a révoqué le préfet et rapporté les décrets qu'il avait pris; mais le préfet est toujours en place, la *Gazette du Midi* toujours supprimée et les jésuites toujours expulsés. Le chancelier nous a dit à ce sujet :

— Il est hors de doute que l'on va à une guerre civile, et je ne serais pas étonné si, d'ici peu, nous avions une République du midi de la France.

Mardi 25 *octobre*. — Le ministre lisait ce matin dans le *Pays* un article qui évaluait à 3 milliards et demi l'indemnité que nous exigerions.

— C'est idiot, a dit le ministre. Je demandai bien plus que ça!

Deux exemplaires du *Nouvelliste* sont affichés chaque jour, à différents endroits de la ville. Il y a toujours quelques petits groupes qui stationnent devant, lisent les articles et les commentent. Lorsqu'un Allemand vient à passer, on entend des exclamations comme « Mensonge! » ou « Impossible! » Un des subalternes de Stieber, le chef de la police, a pris sur le fait un ouvrier qui était en train d'écrire le mot « *Blague* » sur un des exem-

plaires affichés près de la préfecture. L'ouvrier va, paraît-il, être déporté en Allemagne.

Vendredi 28 *octobre*. — De Moltke vient d'envoyer un télégramme au chancelier lui annonçant que la capitulation de Metz a été signée à midi quarante-cinq. L'armée française faite prisonnière s'élève à 173.000 hommes, comprenant 16.000 malades ou blessés.

A dîner, le chancelier nous a raconté qu'il venait de recevoir un émissaire de Gambetta, qui était venu lui demander si l'Allemagne était disposée à reconnaître la République française.

— Certainement oui, a répondu M. de Bismarck, sans la moindre hésitation!... Pas seulement la République, mais si vous le voulez, la dynastie de Gambetta! Il faut seulement qu'on nous garantisse les avantages d'une paix tranquille. Si on nous garantit ces avantages, nous reconnaîtrons n'importe quelle dynastie, même celle de Bleichrœder ou de Rothschild!...

Le *Nouvelliste* cesse de paraître; il est remplacé par un journal de format plus grand, qui s'appelle le *Moniteur officiel de Seine-et-Oise* et qui sera publié aux frais du gouvernement.

Samedi 29 octobre. — Grande animation à dîner par suite de notre triomphe de Metz.

— Cela double le nombre de nos prisonniers, a fait observer M. de Bismarck. Nous avons maintenant en Allemagne l'armée que Napoléon avait en campagne lors des batailles de Wissembourg, de Wœrth et de Sarrebrück — avec les morts en moins! Les troupes qui restent en France sont des troupes nouvellement arrivées d'Alger et de Rome. Nous avons aussi presque tous leurs généraux.

Le chancelier nous a ensuite raconté que Napoléon III avait demandé que les maréchaux Bazaine, Lebœuf et Canrobert, qui s'étaient rendus à Metz, lui fussent envoyés à Wilhelmshœhe.

— Je n'y ai pas d'objection, a ajouté le chancelier. Ils sont quatre. Ça fera une partie de whist!... Je dirai au roi de leur accorder cela!

Dans le courant de la soirée, le prince Albrecht est venu rendre visite à notre chef. Le vieux soldat revient d'Orléans, où il a battu tout le pays avec sa cavalerie. Il nous dit que l'engagement de Châteaudun a été *horrible*. Il a demandé au chancelier des nouvelles de la comtesse de Bismarck.

— Elle se porte tout à fait bien maintenant, a répondu le ministre. Elle souffre pourtant encore de sa haine féroce contre les Gaulois. Elle vou-

drait les voir tous morts, jusqu'aux enfants en bas âge, qui ne peuvent pourtant s'empêcher d'avoir d'aussi abominables parents!...

Dimanche 30 *octobre.* — A table, quelqu'un a parlé du combat du Bourget et a dit qu'une grande partie des 1.200 prisonniers que nous avions faits étaient des francs-tireurs.

— Des francs-tireurs prisonniers! s'est écrié le chef, qui semblait très en colère. Pourquoi continuer à faire des prisonniers? On aurait dû fusiller les 1.200 les uns après les autres.

On a ensuite parlé du décret du ministre de la guerre ou du commandant de la ville, ordonnant de publier la liste de tous les objets de valeur trouvés dans les maisons abandonnées et de les confisquer au profit du trésor de la guerre, s'ils n'étaient pas réclamés au bout d'un certain temps. Le ministre a approuvé ce décret et a ajouté :

— A la vérité, ces maisons devraient être brûlées, mais cela pourrait porter préjudice aux gens raisonnables qui sont restés chez eux, et c'est pourquoi on ne peut pas le faire, malheureusement.

Après une pause, le chef a fait la remarque sui-

vante, qui n'avait sans doute aucun lien avec ce qu'il venait de dire :

— Après tout, à proprement parler, la guerre est la condition naturelle de l'humanité.

Écrit le soir un article contre l'intervention de Beust dans notre querelle avec la France, que le chef m'avait donné l'ordre de juger très sévèrement. Voici cet article :

« Quand deux puissances luttent l'une contre l'autre, et quand une des deux est près de succomber, personne ne peut révoquer en doute que, si une troisième puissance, neutre jusqu'alors, conseille de signer un armistice, cela ne veut pas dire qu'elle désire le bien des deux parties belligérantes, ni qu'elle prend l'intérêt de la plus faible, mais bien qu'elle se déclare ouvertement en faveur de la puissance qui succombe. En effet, cet armistice ne peut que favoriser le vaincu et non lui être défavorable. De plus, si cette troisième puissance s'efforce d'engager d'autres à agir de concert avec elle, afin de donner plus de force à sa voix et plus de poids à son conseil, cette puissance sort encore plus de la neutralité. Son conseil partial prend la forme d'une pression partiale.

Son procédé devient une machination et a l'air d'une menace.

« L'Autriche-Hongrie se trouve évidemment dans le cas que je viens d'indiquer si, comme le proclament les feuilles officielles, elle a engagé les puissances neutres à intervenir pour faire conclure un armistice entre le vainqueur et le vaincu. La conduite du comte de Beust devient encore plus injurieuse quand on songe que cette conduite a été tenue à l'instigation de M. Chaudordy, le vicaire de Jules Favre à Tours, et après que le cabinet de Vienne se fut entendu avec la délégation du gouvernement provisoire. Par cette façon d'agir on voit encore mieux que l'Autriche a le dessein de se mêler d'une façon hostile à nos affaires, surtout quand on considère le langage avec lequel l'ambassadeur d'Autriche à Berlin appuie les remontrances de l'Angleterre. Le ministre anglais des affaires étrangères a toujours tenu un langage désintéressé et bienveillant pour l'Allemagne ; l'Italie aussi ; la Russie s'est abstenue complètement jusqu'ici de se mêler à nos affaires. Ces trois puissances, à Tours, se sont efforcées de faire envisager la situation sans préjugés et avec indulgence. Au contraire, le télégramme que M. de Wimpffen a lu à Berlin s'exprime sur un ton qui est tout, excepté

amical. Nous ne savons rien de la façon dont l'Autriche a pu se conduire à Tours. Ce télégramme essaye de faire croire qu'à Vienne, on parle encore d'intérêts européens et dit que l'histoire pourra bien condamner les puissances neutres si elles assistent indifférentes à la catastrophe imminente de Paris. Il se permet de nous infliger un blâme amer et injurieux quand il dit que l'humanité réclame que l'on facilite aux vaincus la conclusion des traités, mais que nous ne permettons pas de laisser arriver aux vaincus une autre voix que celle du vainqueur. Un air d'ironie règne dans ce télégramme si différent, à son désavantage, des télégrammes anglais.

« Bref, les intentions du comte de Beust nous paraissent aussi malveillantes que celles de Lord Granville nous semblent pleines de bon vouloir. Mais le chancelier de Vienne a-t-il mûrement considéré les résultats éventuels de ses procédés? Après la chute de Metz, il est peu probable que les tentatives faites à Vienne d'empêcher la conclusion d'une paix solide soient couronnées de succès. Mais, la paix conclue, nous n'oublierons pas les tentatives qu'on a faites pour entraver notre marche. La bonne impression causée par la neutralité observée d'abord par l'Autriche sera donc effacée alors, et le rapprochement intime de

l'Allemagne et de l'Autriche, rapprochement entrepris déjà, sera interrompu pour longtemps. Mais supposons que, grâce aux intrigues du comte de Beust, nous soyons obligés de diminuer nos exigences, pense-t-il vraiment que nous ne serons pas disposés alors à nous faire indemniser par le Sud des pertes que le Sud nous aurait fait faire à l'Ouest?

« Le comte de Beust croit-il vraiment que nous attendrons que la France se soit relevée pour régler notre compte avec l'Autriche? Croit-il que nous attendrons tranquillement que la France ait repris ses forces pour qu'elle serve d'alliée à l'Autriche et lui rende le service que cette nation viendra de lui rendre elle-même? »

CHAPITRE XI

THIERS

ET LES PREMIERS POURPARLERS D'ARMISTICE

Le 30 octobre, lorsque, un peu après dix heures, j'entrai au bureau, j'appris que Thiers était arrivé à Versailles dans la matinée, mais était reparti presque immédiatement. Il était simplement venu demander un sauf-conduit pour traverser nos lignes et se rendre à Paris. Hatzfeldt, qui avait déjeuné avec lui à l'hôtel des *Réservoirs* et qui l'avait ensuite mis en voiture, me dit qu'il n'avait point changé et que « c'était toujours le même petit vieillard, étincelant d'esprit, mais faible comme un enfant ». Hatzfeldt l'avait de suite

reconnu lorsque, le matin, il était venu sonner à la porte du chancelier, et il l'avait aussitôt fait entrer dans le salon, tandis qu'on prévenait en hâte le chef. M. de Bismarck, qui procédait à sa toilette, était immédiatement descendu. L'entretien des deux hommes d'État n'avait, d'ailleurs, duré que quelques minutes : Thiers, aussitôt après avoir salué le chancelier, lui avait déclaré qu'il n'était point venu pour le voir, mais simplement pour obtenir l'autorisation de se rendre à Paris. Le chancelier, de son côté, s'était contenté de donner l'ordre à Hatzfeldt de faire le nécessaire pour le départ de Thiers.

A déjeuner, le ministre demanda à Hatzfeldt si, pendant qu'il était avec Thiers, il lui avait parlé de la capitulation de Metz.

— J'espère que non, fit-il.

— Je ne lui en ai pas dit un mot, répondit Hatzfeldt ; lui non plus ne m'en a pas parlé, et, pourtant, il la connaissait à coup sûr !

Hatzfeldt ajouta que, tout le temps du déjeuner, Thiers avait été charmant avec lui, mais que, cependant, il n'était pas encore parvenu à se défaire de sa vieille vanité d'enfant gâté.

— Il m'a raconté, nous dit Hatzfeldt, que, peu de jours auparavant, il avait rencontré un paysan auquel il avait demandé s'il aimerait à voir enfin

la paix conclue : « Pour sûr! » lui avait répondu le paysan. « Eh bien, savez-vous qui je suis? » avait alors demandé Thiers. « Non, je n'en sais rien. » Et le paysan était allé s'en informer auprès du plus ancien notable du village, qui lui dit que *ça devait être un député*... Je n'ai pas besoin de vous dire, conclut Hatzfeldt, que Thiers n'avait pas l'air content du tout de voir qu'il était si peu connu.

Le séjour de Thiers à Paris ne fut pas de longue durée, car, dès le lendemain, il était de retour à Versailles. Il déclara à Hatzfeldt que les négociations qu'il avait entamées avec les membres du gouvernement provisoire avaient duré de dix heures du soir à trois heures du matin; il s'était levé à six heures et avait reçu, jusqu'à deux heures, des visiteurs de toute sorte. Après quoi, il était revenu à Versailles.

Thiers demanda à Hatzfeldt s'il lui serait possible d'avoir une entrevue, le lendemain, avec le chancelier. Il raconta qu'il y avait eu des troubles, la veille, à Paris, mais, lorsqu'il vit l'air étonné de Hatzfeldt, il changea immédiatement de sujet.

L'entrevue désirée eut lieu le jour suivant, 1er novembre, dans la matinée, entre M. de Bismarck et Thiers. Elle était relative à la négociation d'un armistice et dura trois longues heures.

Le chancelier nous annonça le soir, à table, qu'il ne croyait pas pouvoir arriver à une entente sur les bases proposées par son adversaire.

— Au cours de la conversation, nous dit le ministre, Thiers se mit à me parler des approvisionnements qui se trouvaient à Paris. Je l'interrompis et lui dis : « Pardon, mais nous connaissons ça mieux que vous! Vous n'avez été à Paris que pendant un jour. Ils ont des vivres pour jusqu'à la fin de janvier. » Lorsque je lui dis cela, Thiers eut un regard d'étonnement. J'avais parlé au hasard, mais son regard m'apprit ce que je voulais savoir : Paris n'a pas pour trois mois de vivres!...

Quant à Thiers lui-même, le chancelier le jugea en ces termes :

— C'est un homme aimable et habile, spirituel et brillant, mais ce n'est pas un diplomate : il est trop sentimental pour cela... Il est incontestablement plus fin que Jules Favre, mais il se laisse, lui aussi, *bluffer* trop facilement. Je lui tire, comme je veux, les vers du nez!... Et puis il a une regrettable manie : il fait durer les négociations dont il est chargé en y introduisant des questions qui n'ont rien à y voir. Il se met à vous raconter ce qui s'est passé ou ce qui aurait pu se passer dans tel ou tel cas, il s'informe de l'atti-

tude de telle ou telle personne, il s'enquiert des résultats de telle ou telle mesure, etc... C'est ainsi qu'il m'a rappelé une conversation que j'ai eue avec le duc de Bauffremont, en 1869, et au cours de laquelle j'ai dit au duc que Napoléon III n'avait pas su tirer parti de sa position en 1866... La conversation est, d'ailleurs, très exacte, et je me la rappelle parfaitement. C'était dans les jardins des Tuileries. L'orchestre était en train de jouer. Je dis au duc que, selon moi, l'empereur avait *manqué de courage*. Lorsque, dans l'été de 1866, nous avons attaqué l'Autriche, il devait immédiatement occuper une ville quelconque en Belgique et la garder comme gage. L'Angleterre n'aurait pas bougé et nous n'aurions rien pu faire. Puis, si le *coup* réussissait, il se mettait dos à dos avec nous et nous encourageait à poursuivre notre attaque!... Mais tout cela n'empêche pas que Thiers fait trop durer les pourparlers!...

Les négociations entre les deux hommes d'État continuèrent le lendemain. M. de Bismarck offrit un armistice de vingt-cinq jours, basé sur le *statu quo* des opérations militaires : chacun des deux belligérants conserverait ses positions respectives. Thiers, lui, demanda un armistice de vingt-huit jours, afin que l'on pût procéder aux élections et à la convocation de l'Assemblée nationale. Il

insista pour que les provinces de l'est, alors occupées, pussent prendre part aux élections. Il exigea, en outre, que Paris et les autres places assiégées eussent le droit de se ravitailler proportionnellement au chiffre de leur population et de leur garnison.

Dans un memorandum qu'il soumit au chancelier, il évaluait la population de Paris et de ses faubourgs à 2.800.000 habitants, en y comprenant 400.000 hommes de troupes qui s'y trouvaient. Il demandait, en conséquence, que, par quatre voies ferrées à déterminer, Paris, pendant la durée de l'armistice, pût s'approvisionner des vivres suivants : 34.000 bœufs, 80.000 moutons, 8.000 porcs, 5.000 veaux, 100.000 quintaux de blé, 8.000.000 de quintaux de foin ou d'avoine pour le bétail en question, 200.000 quintaux de farine, 30.000 quintaux de légumes secs, 100.000 tonnes de charbon et 500.000 mètres cubes de bois à brûler.

Le chancelier céda aux deux premières demandes de Thiers : extension de la durée de l'armistice à vingt-huit jours et autorisation pour les provinces occupées à prendre part aux élections. Mais il ne voulut jamais consentir au ravitaillement de Paris et des autres places. Il déclara que c'était réduire à néant les avantages de l'armée

allemande et, du reste, en contradiction absolue avec le maintien du *statu quo*.

Au cours de la conférence que les deux hommes d'État eurent ensuite ensemble, le 3 novembre, M. de Bismarck demanda brusquement à Thiers « s'il était sûr d'avoir l'autorité nécessaire pour continuer les négociations ».

— Il eut un geste d'étonnement, nous raconta le chancelier. Sur quoi, je lui dis que le bruit avait couru à nos avant-postes qu'une révolution avait éclaté à Paris depuis son départ et qu'un nouveau gouvernement avait été proclamé. Il fut visiblement bouleversé à cette nouvelle. Cela prouve bien qu'il regarde une victoire du radicalisme comme possible, et que la position de Jules Favre et de Trochu n'est pas à l'abri de tout danger !

Le matin suivant, Thiers s'empressa d'envoyer son compagnon, M. Cochery, à Paris, afin d'avoir des nouvelles, et il reçut la réponse que le gouvernement du Quatre-Septembre existait toujours. On apprit en même temps que Jules Favre et ses autres collègues avaient lancé une proclamation, où ils affirmaient ne vouloir entendre parler à aucun prix de cession de territoire et où ils annonçaient qu'on allait organiser la résistance à outrance.

— Alors, fit le chancelier lorsqu'on lui dit cela,

nous n'avons plus besoin de continuer à négocier avec Thiers.

Le lendemain, 5 novembre, Thiers obtint, néanmoins, d'avoir une entrevue avec Jules Favre et Ducrot, sur le pont de Sèvres; il revint ensuite à Versailles et conféra pendant une longue heure, de huit heures et demie à neuf heures et demie avec le chef. Favre et Ducrot avaient déclaré que nos conditions pour un armistice étaient inacceptables; ils avaient cependant demandé à consulter leurs collègues et promis d'apporter une réponse définitive à Thiers, le lendemain, 6 novembre.

Le 7, le chancelier me fit appeler à la première heure et me dicta la dépêche suivante pour Londres :

« Dans les négociations avec M. Thiers, qui ont duré pendant cinq jours, on lui a offert un armistice de vingt-huit jours, sur les bases du *statu quo* des opérations militaires, afin qu'il pût faire procéder aux élections; on lui a même accordé que les élections auraient lieu dans les parties du territoire français alors occupées par les troupes allemandes. Après avoir eu deux entrevues, aux avant-postes, avec les membres du gouvernement de Paris, M. Thiers n'a pas été autorisé à accepter

les offres qui lui étaient faites. Il a demandé la permission de ravitailler Paris sans faire, en échange, aucune offre militaire équivalente. Les Allemands n'ont pu accepter une pareille proposition, et M. Thiers a reçu, hier, des ordres de Paris pour rompre toute négociation. »

Il convient d'ajouter à cette dépêche quelques détails. Les ordres de Paris, dont il y est parlé à la fin, avaient la forme d'une courte missive de Jules Favre à Thiers : l'avocat exprimait à l'historien son désir de le voir se rendre à Tours.

Thiers partit effectivement le soir même.

— Il avait l'air très abattu, me dit le chancelier. La folle obstination de Paris l'avait profondément découragé, car il la désapprouvait. Jules Favre et Picard, paraît-il, désirent ardemment la paix; mais ils sont trop faibles pour l'emporter sur les autres. Quant à Gambetta et à Trochu, ils ne veulent point entendre parler d'élections, parce qu'ils sentent bien que ce serait la fin de leur domination.

Une grave question restait à résoudre après le départ de Thiers, et elle défrayait presque toutes nos conversations : c'était le bombardement de Paris. L'avis du chancelier était très net sur ce point :

— Je sais, disait-il, que plusieurs journaux me

rendent responsable de ce que Paris n'a point encore été bombardé. C'est absurde! On finira par me rendre responsable des pertes que nous avons subies depuis le siège! Il est vrai que ces pertes sont considérables, et que nous avons laissé plus d'hommes dans des engagements isolés que ne nous en aurait coûté une attaque générale. Mais je n'y puis rien. J'ai demandé dès la première heure que la capitale soit détruite de fond en comble, ou bien qu'on la laisse de côté et que nous continuions notre marche en avant... Seulement, l'autorité militaire est toujours là à tergiverser!... Je passe mon temps à dissiper ses scrupules, et elle passe le sien à faire des préparatifs et à réclamer des renforts de munitions. A Strasbourg, elle a demandé beaucoup plus qu'il n'était nécessaire, et les deux tiers des munitions n'ont jamais servi.

Le chef eut plusieurs fois l'occasion de s'exprimer de la sorte, et nous sûmes, d'ailleurs, plus tard, que c'était à des influences féminines, notamment à celles de la reine et de la princesse royale, qu'on devait la remise du bombardement.

Il n'y eut rien de bien saillant comme événement pendant les journées qui suivirent la rupture des négociations pour l'armistice. Le chancelier, comme à son ordinaire, continua de se

montrer fort expansif avec nous. Un soir, au thé, il nous dit en riant :

— J'ai passé toute ma journée, aujourd'hui, à faire l'éducation de princes.

— Comment cela, Votre Excellence?

— J'ai dû expliquer à ces *messieurs* de l'hôtel des Réservoirs ce qui était convenable et ce qui ne l'était pas... Par exemple, j'ai tâché de faire comprendre au duc de Saxe-Meiningen qu'il n'avait pas le droit de se servir du télégraphe de campagne pour donner des instructions chez lui au sujet de son potager ou de son théâtre. Quant au duc de Cobourg, c'est encore pire. Espérons que le Reichstag va mettre une fin à tout cela.

Hatzfeldt demanda :

— Votre Excellence a-t-elle vu que les Italiens sont entrés au Quirinal?

— Oui, fit le chancelier, et je suis curieux de savoir ce que le pape va faire. Quitter le pays? Mais où ira-t-il? Il nous a déjà priés de demander aux Italiens s'ils le laisseraient partir avec les honneurs qui lui sont dus. Nous l'avons demandé, et on nous a répondu qu'il serait traité avec les plus grands égards.

— Mais, observa Hatzfeldt, ce serait pourtant l'intérêt des Italiens qu'il restât à Rome.

— Parfaitement, répliqua le chancelier. Mais il peut tout de même être obligé de s'en aller. Et, alors, où ira-t-il? En France? Il y a Garibaldi qui y est, en ce moment! En Autriche? Ça ne lui dit guère! Il ne lui reste que la Belgique... ou l'Allemagne. Et, de fait, il m'a déjà demandé si nous consentirions à lui accorder asile. Je n'y ai pas d'objection : nous avons Cologne ou Fulda. Ce serait peut-être bizarre, mais, après tout, pas si inexplicable! Et quel profit! Nous montrerions aux catholiques que nous sommes les seuls capables de protéger le chef de leur Église. Stofflet et Charette, avec leurs zouaves, pourraient retourner à leurs affaires. Nous aurions pour nous les Polonais; l'opposition des ultramontains cesserait aussitôt en Bavière... Seulement, il y a le roi! Il ne voudra jamais y consentir. Il a une peur du diable! Il croit que toute la Prusse va être pervertie et que lui-même va être obligé de se faire catholique... Je lui ai expliqué que non, que certaines imaginations ardentes, notamment celles des femmes, pouvaient verser dans le catholicisme à cause de la splendeur de ses pompes lorsque le pape était assis sur son trône et distribuait d'en haut sa bénédiction. Mais, là, en Allemagne, il n'y aura pas le moindre danger. Il sera assis au milieu de nous comme un *bon vieux* qui vient

demander une petite place, qui mange et boit tranquillement, qui prend sa prise de tabac et même, au besoin, fume son cigare! Et puis, quand bien même quelques personnes se feraient catholiques (vous pouvez être sûr que ce ne sera pas moi!) où serait le mal? Ce qui importe, ce n'est pas la secte : c'est la croyance! Il faut être plus tolérant que cela!

Et, après s'être égayé encore quelque temps à la pensée de l'émigration du pape et de ses cardinaux vers Fulda, M. de Bismarck conclut :

— Évidemment, le roi ne peut pas voir le côté humoristique de l'affaire! Mais, si seulement le pape me reste fidèle, je me charge bien de Sa Majesté!...

CHAPITRE XII

FORMATION DE L'EMPIRE D'ALLEMAGNE

Mercredi 9 *novembre*. — Entendu des histoires amusantes. Hatzfeldt a raconté que le duc de Cobourg était tombé de cheval, mais sans se faire de mal. Cela a amené le chef à raconter les accidents analogues dont il a été victime.

— Je crois, nous a-t-il dit, ne pas être au-dessous de la vérité en disant que j'ai dû tomber de cheval plus de cinquante fois dans ma vie. Ce n'est rien d'être jeté à terre, mais c'est quand le cheval reste couché sur vous que cela devient ennuyeux. La dernière fois que cela m'est arrivé,

c'est à Varzin, quand je me suis cassé trois côtes. Je croyais bien que tout était fini. Et vous voyez pourtant que je n'en suis pas mort... Mais c'est surtout quand j'étais jeune que j'ai eu un accident terrible et qui montre bien à quel point notre pensée est intimement liée à notre cerveau. Je rentrais à cheval, un soir, avec mon frère, et nous galopions tous deux à bride abattue. Soudain, mon frère, qui était en tête, entendit un bruit effroyable : c'était ma tête qui venait de cogner contre la route. Mon cheval avait eu peur de la lanterne d'une voiture qui venait en sens opposé, et il se cabra si bien qu'il tomba à la renverse avec moi sous lui. Je perdis d'abord connaissance; mais ce qu'il y eut de curieux, c'est que, lorsque je revins à moi, ma pensée était très claire sur certains points et tout à fait obscure sur d'autres. J'examinai ma bête et je vis que la sangle s'était rompue : j'appelai mon groom et je rentrai à la maison sur son cheval. Là, les chiens se mirent à aboyer, mais, moi, je ne les reconnus pas; je ne sais pourquoi je me figurais qu'ils ne m'appartenaient pas. Je racontai ensuite que mon groom était tombé de cheval et je donnai des ordres pour qu'on le ramène sur un brancard, et je me mis dans une colère effroyable en voyant qu'on ne se dépêchait pas. Je n'avais plus conscience d'être moi-même,

ou, plutôt, je croyais être à la fois moi-même et le groom!... Le lendemain, après avoir bien dormi toute la nuit, il n'y paraissait plus. Mais, c'est égal, c'était tout de même un étrange cas.

Mis en verve par son récit, le chancelier poursuivit :

— Ce n'est pas la seule fois que ma vie a été en danger. Tenez, je me rappelle qu'en 1852, avant que le chemin de fer du Semmering fû complètement terminé, j'allais, avec quelques amis, examiner la voie, et nous passâmes sous un tunnel. Naturellement, il y faisait complètement noir. Je marchais en avant avec une lanterne. Au milieu du tunnel, il y avait un peti ravin qui n'avait pas encore été comblé et qui pouvait bien avoir 15 pieds de profondeur. On avait jeté une planche dessus, afin de traverser. Je m'engageai donc avec précaution sur cette planche, mais elle devait être pourrie ou avoir été sciée, car, lorsque je fus arrivé au milieu, elle se brisa en deux et je tombai ; mais je n'allai pas jusqu'au fond, et je restai accroché par mes habits à une barre de fer qui se trouvait là comme par hasard et qu'on avait dû mettre pour soutenir la planche. Ma lanterne s'était éteinte dans la chute. Mes amis se penchaient anxieusement sur le ravin et demandaient : « Êtes-vous encore en

vie? » Je leur répondis : « Oui, je suis là! » Et ils furent tout étonnés de voir que la voix ne partait point des profondeurs de l'abîme. Enfin, tout finit par s'arranger. Notre guide alla chercher de la lumière; en m'aidant des pieds et des mains, je parvins à grimper le talus; on remit une autre planche et nous pûmes continuer notre chemin. Mais cela montre combien alors tout était mal organisé en Autriche... Je ne puis, en effet, supposer que cet accident ait été préparé. On ne me haïssait pas alors à Vienne comme on m'y hait aujourd'hui... Au contraire!

Mercredi 16 *novembre.* — Les négociations entamées avec les États de l'Allemagne du Sud pour la formation d'un grand empire viennent de subir un arrêt. Le chancelier est très préoccupé. Ses dissentiments avec les autorités militaires s'accentuent chaque jour. Il se plaint aujourd'hui qu'on ne l'informe jamais des décisions importantes qu'on a prises.

— Ce n'est qu'après des réclamations réitérées, me dit le chef, qu'ils me communiquent les dépêches qu'ils envoient aux journaux allemands. Ah! ça ne se passait pas comme ça en 1866!... J'assistais à tous les conseils et mon avis y préva-

lait presque toujours. C'est moi, par exemple, qui fis renoncer à la marche directe sur Vienne et qui fis concentrer nos troupes sur les frontières de Hongrie. Et ça doit être ainsi! Cela est indispensable! Il faut bien qu'on m'informe des opérations militaires, afin que je sache exactement quand le moment de conclure la paix est arrivé.

Quelqu'un raconte qu'on vient de découvrir à Bougival, dans une cave, un vin de premier ordre et que, selon les lois de la guerre, on l'a confisqué. Bismarck-Bohlen, le cousin du ministre, se plaint qu'on n'en ait pas envoyé quelques bouteilles au chancelier. Il fait observer, comme de juste, que nous sommes toujours les plus mal logés et les plus mal traités.

— C'est vrai, dit le chancelier, et c'est pure impertinence de la part de ces militaires! Quand je pense que je me suis donné tant de mal pour eux à la Diète! Mais n'ayez pas peur, je commence à me transformer. Quand je suis parti au début de la campagne, j'étais un militaire ardent; quand je reviendrai, je serai un parlementaire convaincu. Je trouverai bien moyen de les repincer alors sur les budgets de la guerre!

Jeudi 17 *novembre.* — Le roi vient d'envoyer

par dépêche au chancelier le résumé d'une déclaration de lord Granville en réponse à la dénonciation du traité de Paris par la Russie. Le chancelier nous lit ce résumé. Lord Granville dit qu'en dénonçant certaines clauses du traité de 1856, la Russie dénonce le tout et que c'est un droit qui n'appartient que collectivement à toutes les puissances signataires. L'Angleterre ne saurait tolérer une méthode aussi arbitraire : il y a là une menace pour la validité de tous les traités. On peut s'attendre à des complications futures...

Le chancelier s'est interrompu de lire pour rire à son aise :

— Des complications futures!... Oui, des speeches au Parlement! Allez, il n'y a pas de danger! Ça n'est que dans le futur! C'est toujours le ton qu'on prend quand on a l'intention de ne rien faire. Il n'y a pas plus à craindre maintenant de l'Angleterre qu'il y a quatre mois il y avait à en attendre. Si, au commencement de la guerre, l'Angleterre avait dit à Napoléon III : « Il ne faut pas qu'il y ait de guerre », il n'y en aurait pas eu.

Puis, après avoir réfléchi un instant, le ministre ajouta :

— C'est égal, dans cette affaire, Gorstchakoff n'a pas suivi une vraie politique russe, ou, tout

au moins, une politique qui soit dans les vrais intérêts de la Russie. Il a suivi une politique agressive et violente. La plupart des gens se figurent que la diplomatie russe est adroite et rusée, pleine d'artifices et de stratagèmes. Eh bien, elle ne l'a pas montré cette fois-ci! Si ces gens de Saint-Pétersbourg avaient été vraiment forts, ils n'auraient jamais fait une déclaration comme celle-là : ils auraient tout tranquillement, sans bruit, relevé leurs fortifications et reconstruit leurs vaisseaux de la mer Noire; puis ils auraient attendu. Le jour où on leur aurait demandé quelque chose, ils auraient dit qu'ils ne savaient rien, qu'ils allaient s'informer immédiatement, etc... et ils auraient fait traîner les choses en longueur. Ça aurait continué ainsi des années et des années, si bien qu'à la fin, personne ne leur aurait plus rien demandé parce que tout le monde s'y serait habitué...

Un autre télégramme nous annonce l'élection du duc d'Aoste comme roi d'Espagne. Le chef dit :

— Je le plains, et je les plains; d'autant plus qu'il est élu par une petite majorité; il n'a pas eu les deux tiers des suffrages que l'on exigeait à l'origine; il a eu 190 voix et il y en avait 115 contre lui.

Alten s'est fort réjoui de voir les sentiments monarchiques des Espagnols gagner du terrain.

— Ah! ces Espagnols! s'est écrié le chef; ils ne se rendent pas compte de ce qui est honorable ni même de ce qui est convenable! Ils l'ont montré dès le début de la guerre. Y a-t-il un seul de ces Castillans, qui se piquent si fort de point d'honneur, qui ait seulement exprimé son indignation au sujet de la cause de la guerre actuelle, l'intervention de Napoléon dans leur élection, comme si ce dernier avait le droit de s'occuper de leur choix et de les traiter comme des vassaux!... Tous ces Espagnols ressemblent à Angelo de Mirandas, qui était à l'origine un filou, mais qui devint le confident de Prim, et probablement même du roi.

Une des personnes présentes a dit que c'en était fait de la candidature du prince de Hohenzollern.

— Oui, a répondu le chef, mais seulement parce qu'il le veut bien. Il y a deux semaines, je lui ai dit qu'il était encore temps, mais il n'en avait plus envie.

Samedi 19 *novembre*. — Le chancelier paraît plus content. Ses premières paroles, en entrant dans la salle à manger, ont été :

— Eh bien, nous allons probablement avoir un traité avec la Bavière!

Bismarck-Bohlen raconte qu'on en a déjà télégraphié la nouvelle aux journaux de Berlin. La bonne humeur du chancelier s'évanouit à cette annonce.

— Tant pis! fait-il. C'est prématuré.... Voilà ce que c'est que d'avoir autour de soi une kyrielle de princes qui n'ont rien à faire! Il n'y a pas moyen de garder un secret.

Encore parlé du bombardement de Paris. M. de Bismarck nous dit que, la veille, il en a entretenu le roi.

— Je lui ai dit qu'il était grand temps de le commencer. Il n'a pas fait d'objections et m'a répondu simplement qu'il en avait déjà donné l'ordre, mais que les généraux s'y étaient opposés... Je connais ces généraux et je sais quelles sont les considérations qui les font agir... C'est la reine d'Angleterre qui ne veut pas qu'on bombarde Paris. Elle a influencé sa fille, la princesse royale qui, à son tour, a influencé son mari, le *kronprinz*, et les généraux s'opposent au bombardement parce que tel est le désir du *kronprinz*, le futur roi, qui disposera un jour du ministère de la guerre, des commandements de corps d'armée et des dignités du maréchalat. Voilà pourquoi on ne bombarde pas Paris!

Mercredi 23 *novembre.* — Bucher m'apprend, le matin, une grosse nouvelle : sauf incident imprévu, les traités avec la Bavière seront signés aujourd'hui même, dans la soirée. C'est la formation de l'unité allemande!

— Vous ne pouvez vous figurer, me dit Bucher, à combien peut tient parfois la rupture des négociations les plus importantes. Savez-vous ce qui, il y a deux jours, a arrêté les pourparlers avec la Bavière. Une question de cols et d'épaulettes!... Le roi de Bavière voulait garder pour ses troupes le col bavarois. Le roi de Prusse voulait le remplacer par le col prussien. Le chancelier, n'y tenant plus, a fini par dire au roi de Bavière : « Eh bien, Votre Majesté, si ce traité n'est pas conclu maintenant et si, dans dix ans, nous nous trouvons face à face avec les Bavarois dans une bataille rangée, Votre Majesté en portera la responsabilité devant l'histoire, et l'on dira que c'est pour des cols de capote que nos négociations ont été rompues!... »

L'après-midi de cette journée historique s'est passé dans l'attente anxieuse d'un résultat. A l'heure du thé, je suis descendu dans la salle à manger. Bohlen et Hatzfeldt étaient là tous deux, assis, sans rien dire. D'un geste, ils me désignèrent le salon où le chancelier était en train

de conférer avec les trois plénipotentiaires bavarois. Je m'assis, à mon tour, en silence, et attendis.

Au bout d'un quart d'heure, la porte s'entr'ouvrit, et M. de Bismarck apparut. Il tenait en main un verre vide et avait l'air rayonnant.

— Messieurs, nous dit-il d'une voix tremblante encore d'émotion, le traité bavarois est signé, l'unité allemande est assurée, et notre roi devient empereur d'Allemagne !

Personne ne souffla mot pendant un moment. Je rompis le premier le silence en demandant au chancelier si je pouvais prendre la plume avec laquelle il avait signé un pareil document.

— Pardieu ! fit-il, prenez-les toutes les trois !

Je me précipitai dans le salon et ramassai les trois plumes, qui avaient été jetées sur la table, à côté du manuscrit. Deux d'entre elles étaient encore tout humides d'encre. Il y avait aussi sur la table deux bouteilles de champagne vides.

Le chancelier sonna le domestique.

— Apportez une autre bouteille, commanda-t-il.

Il s'assit à table avec nous et dit :

— C'est un grand événement.

Puis il se mit à réfléchir quelques minutes et reprit :

— Les journaux ne vont pas être contents. Peut-être même celui qui écrit l'histoire critiquera-t-il

notre traité. Il dira, en parlant de moi : « Cet imbécile aurait dû demander davantage : il l'aurait obtenu parce qu'on aurait été obligé de le lui accorder. » Celui qui dira cela aura peut-être raison, mais il ne se rendra pas compte que ce à quoi j'attachais le plus d'importance était que mes partenaires fussent contents de moi. Les traités ne sont rien quand les gens qui les signent le font contraints et forcés! Et moi, je sais que ces gens-là sont partis contents. Je n'ai pas cherché à les mettre dedans! Leur traité peut avoir des défectuosités, mais c'est ce qui le rendra encore plus durable. Le temps en fera disparaître les défauts... Le roi non plus n'était pas satisfait. Je n'ai emporté son adhésion qu'en lui faisant craindre l'intervention de l'Angleterre. Il trouvait qu'un tel traité n'avait pas beaucoup de valeur. Ce n'est pas mon opinion. Je considère, moi, que c'est le résultat le plus considérable que nous ayons atteint dans ces dernières années... Quant au titre d'empereur, je n'ai réussi à le faire accepter aux plénipotentiaires qu'en leur montrant combien il serait plus aisé et plus agréable pour leur souverain d'accorder certains privilèges à l'empereur d'Allemagne au lieu de les accorder à son voisin le roi de Prusse...

Samedi 26 *novembre*. — Les craintes exprimées, il y a trois jours, par M. de Bismarck au sujet du peu de succès de son traité avec la Bavière n'étaient pas vaines. Le *kronprinz* lui-même a fait des reproches au chancelier. Il a trouvé que la Prusse avait obtenu fort peu de choses. Après les succès qu'elle avait remportés, elle avait le droit de demander davantage.

— C'est vrai, Votre Altesse, a répondu le chancelier. Nous aurions pu demander plus; mais comment nous y serions-nous pris pour l'obtenir?

— Eh bien, mais en les y forçant!

— Dans ce cas, monseigneur, je ne puis que recommander à Votre Altesse Royale de commencer par désarmer les troupes bavaroises qu'Elle a sous ses ordres!...

CHAPITRE XIII

JOURNÉES D'ATTENTE A VERSAILLES

Dimanche 27 *novembre.* — Le général de Werder, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, est venu dîner avec nous. La conversation a roulé sur le train de vie de Saint-Pétersbourg.

— Combien chaque visite au tsar vous coûte-t-elle? a demandé le chancelier.

J'ai oublié quelle fut la réponse du général de Werder. Mais le ministre reprit :

— Moi, c'était chaque fois une grosse dépense pour moi, particulièrement à Tsarskoïé-Sélo. J'avais toujours à débourser de 20 à 25 roubles,

suivant que l'empereur m'avait invité ou non. Dans le premier cas, c'était toujours plus cher : il fallait que je donne un pourboire au cocher et au valet de pied qui m'avaient amené, un autre pourboire au majordome qui me recevait et un quatrième pourboire à l'huissier qui me conduisait aux appartements de l'empereur. Celui-là ne me volait pas ses 5 roubles, parce qu'il y avait à traverser le château dans toute sa longueur : plus de 600 mètres!... Et je n'avais jamais le même cocher au retour qu'à l'aller!... Voyez-vous, nous autres, Prussiens, nous sommes trop mal payés. 25.000 thalers d'appointements quand on n'a que 8.000 thalers de revenu, c'est insuffisant... Si encore j'avais eu une maison grande et propre! Mais toutes les fournitures étaient vieilles, usées, fanées. Pour faire des réparations, il aurait fallu dépenser 9.000 thalers par an : il aurait fallu que je prenne sur mes revenus! Aussi je me tirai d'affaire en ne réparant rien du tout!...

— Mais, dit le général de Werder, vous deviez être chauffé gratis : c'est l'usage à Pétersbourg, et, au bout de l'année, ça finit par faire encore une certaine économie.

— Pardon, interrompit le chancelier, mais je n'étais pas chauffé du tout gratis : je payais bel et bien mon bois, et je le payais fort cher, grâce aux

habitudes des fonctionnaires de là-bas... Tenez, je me rappelle qu'une fois je vis une surperbe charretée dans une péniche. J'interpellai les paysans et leur demandai ce que coûtait cette charretée. Ils me répondirent un prix très raisonnable. Je leur proposai de me la vendre. Ils me demandèrent alors si c'était pour le compte du Trésor impérial. Je leur dis que non, que ce n'était pas pour le compte du Trésor impérial, mais pour le compte de la légation royale de Prusse, et je m'en allai. Lorsque je revins, un peu plus tard, pour chercher mon bois, ils avaient disparu. Ils avaient cru que le ministre de Prusse devait être un des subalternes du tsar et ils s'étaient dit : « Quand viendra le moment de régler, il dira, selon l'usage, que nous avons volé le bois et il nous fera coffrer jusqu'à ce que nous le lui donnions pour rien !... »

Lundi 28 *novembre*. — Je ne sais plus à quel propos on a prononcé à table le nom du général Reille et fait allusion à la lettre de Napoléon III qu'il était venu apporter au roi le soir de Sedan.

— Sa conduite, a déclaré le chef, a été des plus dignes et des plus correctes. Je lui ai parlé pendant que le roi écrivait la réponse. Il me dit

qu'il ne fallait point imposer des conditions trop dures à une grande armée qui s'était bravement battue. Je haussai les épaules. Il ajouta que tous, à Sedan, préféreraient faire sauter la place. « Eh bien, lui répliquai-je, faites sauter! » Quant au roi, il n'avait pas compris exactement la portée de la lettre de Napoléon III. « Sedan ne suffit pas, me dit-il : il faut qu'il rende aussi Metz! » Je fis observer à Sa Majesté que nous ne savions pas si son autorité était encore entière sur ses troupes. Le fait est que Napoléon, au lieu de se rendre simplement prisonnier, aurait pu alors faire la paix avec nous. Les généraux l'auraient suivi...

Mardi 29 *novembre*. — Toujours l'éternelle question du bombardement.

Le chancelier prétend que c'est la faute de l'évêque Dupanloup si Paris ne s'est point encore rendu.

— Dupanloup, déclare-t-il à qui veut l'entendre, a influencé Augusta... Il m'a écrit, à moi, une pile de lettres. Dès que nos gens seront à Orléans, il faudra l'expédier quelque part, pour qu'il ne mette pas dedans von der Thann...

Le ministre a ajouté :

— Ce qui me préoccupe le plus en ce moment,

c'est ce qu'on va faire à Villacoublay[1]. Lorsque, dernièrement, j'ai voulu parler du bombardement au *kronprinz*, il m'a arrêté en me disant : « Je préférerais abandonner mon commandement. » J'avais sur la langue de lui répondre : « Votre Altesse, je suis prêt à le prendre. » Et, en effet, confiez-moi, seulement pendant vingt-quatre heures, le commandement de l'armée : je me charge de tout. Je ne donnerai qu'un seul ordre, et ce sera : « Commencez le bombardement ! »

Bucher me raconte que, n'y tenant plus, M. de Bismarck est allé en personne trouver le roi afin de le supplier de hâter le bombardement. La nouvelle est exacte. Le soir, en effet, le chancelier nous a déclaré brusquement :

— Le roi m'a dit aujourd'hui un mensonge. Je lui ai demandé si le bombardement n'allait pas bientôt commencer. Il m'a répondu qu'il en avait donné l'ordre. Mais j'ai tout de suite compris que ce n'était pas vrai. Je le connais... Il ne sait pas mentir ou, en tout cas, il ne sait pas s'y prendre. Ainsi, là, il a immédiatement changé de couleur. Je l'ai regardé bien en face, dans les yeux : il n'a pas pu soutenir mon regard et a détourné la tête.

1. Villacoublay était un endroit près de Versailles où toute l'artillerie de siège allemande avait été rassemblée.

Puis le ministre s'est mis à réfuter, une fois de plus, les assertions des généraux.

— Lorsqu'ils disent qu'ils ne veulent pas commencer le feu parce qu'ils n'ont pas assez de munitions, c'est faux ! Ils ne veulent pas ouvrir le feu parce que le prince héritier ne le veut pas, et le prince héritier ne le veut pas parce que sa femme et sa belle-mère s'y opposent... Ils ont, en réalité, trois cents canons, cinquante ou soixante mortiers et de quoi tirer cinq cents coups par pièce. Ça doit pourtant suffire ! J'ai causé avec des artilleurs, qui m'ont dit qu'ils n'avaient pas dépensé à Strasbourg, en fait de munitions, la moitié de ce qu'ils ont dépensé ici. Et Strasbourg était un Gibraltar comparé à Paris ! Il serait facile d'ouvrir le feu sur les baraques du mont Valérien, et, si les forts d'Issy et de Vanves étaient proprement canonnés, il ne resterait plus que l'enceinte, c'est-à-dire peu de chose. Je suis sûr qu'au bout de cinq ou six jours, Paris se rendrait. Je sais bien que ce sont les quartiers riches de la capitale qui se trouvent de ce côté, mais c'est ça qui est égal aux gens de Belleville... Je suis même certain que ça leur ferait plaisir !...

Et, comme conclusion, M. de Bismarck a déblatéré sur le compte des Hohenzollern.

— La caractéristique des Hohenzollern, s'est-il

écrié, c'est qu'ils se laissent mener par leurs femmes !... Il n'est pas jusqu'au prince Charles, qui est loin d'être un bon mari et que sa femme conduit pourtant par le bout du nez... Quant au roi et au *kronprinz*, c'est une autre affaire. Ils aiment à être loués. Ils aiment qu'on dise dans la presse anglaise et dans la presse française qu'ils sont grands et généreux. Ils ont assez des louanges des journaux allemands...

Mercredi 30 *novembre.* — Conversation amusante, le soir, à dîner. Le chancelier a raconté qu'une seule fois dans sa vie il avait essayé de faire servir sa connaissance des secrets de l'État à des spéculations de Bourse et que cet essai avait été plutôt malheureux.

— On m'avait chargé à Berlin, nous a-t-il dit, de la mission de parler à Napoléon III au sujet de Neuchâtel. Ça devait être au printemps de 1857. J'avais pour tâche de m'informer de l'attitude qu'il comptait prendre dans cette question. Je savais d'avance que sa réponse serait favorable et que nous marchions à une guerre avec la Suisse. En conséquence, sur ma route, je m'arrêtai à Francfort et j'allai voir Rothschild, avec qui j'entretenais de très bonnes relations. Je lui dis que je vou-

lais vendre un certain nombre de valeurs que je possédais et qui n'avaient aucune tendance à monter. « Ne faites pas ça, me conseilla Rosthschild. Les valeurs dont vous me parlez ont de la marge : elles vont grimper. » « Si vous connaissiez le but de mon voyage, lui répondis-je, vous ne diriez pas cela. » Bref, je ne pus pas arriver à le convaincre, et c'est contre son gré que je vendis mes valeurs. Une fois à Paris, je vis Napoléon, qui fut fort aimable et empressé. Il ne voulut pas consentir — et il ne le pouvait guère à cause de l'agitation que cela aurait créé en France — à ce que nos troupes traversassent l'Alsace et la Lorraine; mais, sur tous les autres points, il tomba d'accord avec moi et me déclara même qu'il serait particulièrement heureux de voir nettoyer ce repaire de démocrates. Jusque-là, tout allait donc bien... Mais j'avais compté sans mon souverain ! Ne voilà-t-il pas qu'il se mit à négocier derrière mon dos et à bouleverser tous mes plans ! Il cessa toute réclamation, il ne voulut plus entendre parler de guerre, et mes valeurs se mirent à grimper, mais à grimper de telle façon que je ne m'en consolerai jamais...

C'était d'ailleurs, chez M. de Bismarck, une conviction absolue que, pour spéculer à la Bourse, la connaissance des événements politiques importait peu. Il avait pour théorie que ces événements

n'influençaient les cours qu'une fois qu'ils s'étaient produits et que personne ne pouvait savoir exactement quand ils se produisaient.

— Je sais bien, disait-il, qu'on peut les précipiter quand on est au pouvoir et amener une baisse ; mais ça, c'est déshonorant. Odo Russel m'a raconté que c'est ce qu'a fait Gramont. Il est ainsi arrivé à doubler sa fortune, et on dit même qu'il a poussé à la guerre dans un but de spéculation... Moustiers également se livrait à cette sorte de trafic, pas pour son compte, mais pour celui de sa maîtresse. On l'a découvert, et il a dû s'empoisonner... Non, ce que je comprends encore, c'est qu'on s'arrange pour avoir les cours de toutes les Bourses du monde par des fonctionnaires officiels qui vous les expédient avec les dépêches politiques. Les dépêches politiques passent toujours avant les télégrammes de Bourse : vous arrivez ainsi à gagner vingt minutes ou une demi-heure, vous avez sous la main un juif agile qui vous réalise prestement vos bénéfices, et vous pouvez de la sorte vous faire de 1,500 à 15,000 francs par jour. Au bout de l'an, ce n'est pas mal ! Mais ce n'est pas propre tout de même. Il y a des gens qui le font ; j'en connais. Moi, mon fils ne pourra jamais dire que c'est de la sorte que je l'ai enrichi.

Comme on parlait argent, la conversation est

naturellement tombée sur les traitements que touchent nos agents à l'étranger, sur les ambassades que nous y entretenons et sur les sommes qu'elles nous coûtent.

— L'hôtel de l'ambassade de Paris est beau et bien situé, a dit le chancelier. Il représente une somme considérable d'argent, si bien que je me demande parfois si nous ne ferions pas mieux de le vendre et de payer l'intérêt du capital à l'ambassadeur. Il a 100,000 francs pour tout traitement; si on lui ajoutait le revenu de 2 millions et demi, ça ferait une petite somme assez rondelette... Il est vrai qu'on verrait alors l'ambassadeur d'une grande puissance habiter dans une maison louée, obligé de donner congé à son propriétaire quand il quitte et déménager les archives de son ambassade dans un fiacre... Ce serait un peu mesquin !...

Jeudi 1er *décembre*. — Le chancelier est allé ce matin visiter l'hôpital militaire. Il se trouvait dans les appartements de Marie-Antoinette, au palais, lorsqu'il eut l'idée d'aller voir comment se portaient les blessés qu'on avait installés dans une aile du royal édifice. L'homme qui lui servait de guide ayant un passe-partout, M. de Bismarck entra par une petite porte de derrière. Sa première

question fut pour demander aux infirmiers ce que les malades avaient à manger. Les pauvres diables n'avaient pas grand'chose : un peu de soupe, un morceau de pain et quelques grains de riz, qui n'étaient même pas bouillis.

— Et du vin? demanda le ministre. Ont-ils du vin ou de la bière ?

— Ils ont un demi-verre de vin par jour, répondit le chef infirmier.

Le chancelier voulut se rendre compte par lui-même. Il s'informa auprès d'un blessé, qui, naturellement, n'en avait jamais bu une goutte, puis auprès d'un autre qui n'en avait pas bu depuis trois jours ; il interrogea quelques soldats polonais qui se trouvaient là et qui ne comprirent pas un mot de ce qu'il leur demanda, mais dont le visage blème s'éclaira d'un sourire en voyant qu'on prenait intérêt à eux. Tous grelottaient de froid, car il était défendu de faire du feu dans les pièces du palais, à cause des tableaux suspendus aux murs. Les lampes elles-mêmes — de mauvaises lampes à l'huile — ne restaient allumées que jusqu'à onze heures du soir, après quoi les hommes demeuraient dans l'obscurité jusqu'au lendemain matin.

Le chancelier se montra indigné de tant de négligence.

— Comme si, s'écria-t-il, la vie d'un seul de nos soldats n'a pas plus de valeur que tous ces méchants tableaux !

Il continua ensuite son enquête. Un ambulancier bavarois finit par prendre son courage à deux mains et par lui avouer qu'on avait bien commandé de la bière et du vin, mais que la moitié en avait été interceptée en route ; il en était de même de la nourriture et des cadeaux.

Le ministre se fit alors immédiatement conduire auprès du médecin en chef :

— Comment, demanda-t-il, les blessés sont-ils nourris ? Ont-ils assez à manger ?

— Voici leur menu, fit le médecin.

— Leur menu ! grogna le chancelier, leur menu... en papier ! Mais ils ne mangent pas du papier !... Ont-ils du vin ?

— Un demi-litre par jour.

— Ce n'est pas vrai... Je viens de les questionner, et je ne puis croire qu'ils aient menti quand ils m'ont dit qu'ils n'avaient rien eu à boire.

— Je prends Dieu à témoin, gémit le médecin, que tout a été fait pour le mieux et conformément aux ordres donnés. Que Votre Excellence se donne la peine de me suivre : je vais interroger les hommes en sa présence...

— C'est inutile... Je les ferai interroger par un

magistrat, et on vérifiera s'ils ont reçu ce qui avait été commandé pour eux.

A ces mots, une pâleur de mort se répandit sur le visage du médecin, une pâleur qui fit ressortir une vieille cicatrice qu'il portait au front.

— Tout me retombera dessus, murmura-t-il, accablé.

— Je l'espère bien, fit impitoyablement le chancelier, et je ferai en sorte que l'enquête soit rapidement menée.

L'enquête a eu lieu, en effet, mais elle n'a donné que des résultats partiels. Il a été simplement prouvé que les vivres, pour les blessés, étaient en quantité insuffisante. Je n'en ai pas moins cru devoir reproduire cet épisode afin de montrer quels étaient les sentiments d'humanité et de justice qui animaient le chancelier.

Le bien-être des soldats a toujours été une de ses préoccupations. Récemment encore, il s'inquiétait de savoir si nos propres sentinelles étaient confortablement logées. Il apprit qu'elles occupaient la remise de Mme Jessé, où il n'y avait ni cheminée ni feu. Il donna aussitôt l'ordre au jardinier de vider la moitié de la serre et d'y installer les sentinelles.

— Mais les plantes de madame vont toutes geler, pleura la femme du jardinier.

— Le grand malheur! s'écria le ministre. Il vaudrait bien mieux, n'est-ce pas, que ce soient mes soldats qui gèlent?

Dimanche 4 décembre. — Voici deux mois, jour pour jour, que nous sommes à Versailles.

— A l'exception de Francfort et de Saint-Pétersbourg, nous dit le chancelier, il n'y a pas de ville dans le monde entier où je sois demeuré aussi longtemps que celle-ci. Nous allons passer la Noël à Versailles; nous y serons même vraisemblablement encore à Pâques. Cela nous donnera le plaisir de voir verdir de nouveau les arbres. Si nous avions su, nous aurions pu planter des asperges dans le jardin...

Nous avons exprimé l'espoir que la capitulation de Paris ne saurait tarder et que les négociations de paix étaient proches.

— Les difficultés sont proches, elles aussi, a fait le chancelier. Favre et Trochu vont me dire : « Nous ne sommes pas le gouvernement! Nous en avons fait partie, mais, maintenant que nous nous sommes rendus, nous ne sommes plus que de simples particuliers. Moi, je suis le citoyen Favre. Et moi, le citoyen Trochu. » Seulement, s'ils me disent cela, j'exercerai une légère pres-

sion sur les Parisiens. Je leur dirai : « Je vous tiens là tous, les deux millions d'individus, responsables chacun pour soi. Et je m'en vais vous faire crever de faim pendant vingt-quatre heures, à moins que vous ne vous soumettiez à nos demandes ! »

Et le ministre nous a fait part du système baroque que, dans leur « sollicitude insensée » pour les Parisiens, nos généraux viennent d'adopter. Ils ont fait venir des quantités de provisions de Londres et de Belgique afin de ravitailler Paris dès qu'il aura capitulé. Ces provisions sont à l'intérieur de nos lignes ; ce sont nos soldats qui montent la garde autour : ils peuvent les regarder mais pas y toucher. C'est un supplice de Tantale d'un nouveau genre.

Le chancelier, à cette pensée, s'arrache les cheveux de désespoir.

— Quand je pense, gémit-il, que c'est ma faute ! Oui, c'est ma faute ! C'est moi qui, dans des conversations avec les diplomates, ai été assez stupide pour parler de la famine qui allait suivre la capitulation. Alors, on a ouvert l'œil ; mais sans ça, personne n'y aurait jamais songé !

Lundi 5 *décembre*. — Abeken revient à l'ins-

tant de chez le roi. Sa Majesté fait dire au comte de Bismarck qu'il serait bon d'écrire de nouveau à l'empereur de Russie et de lui faire part de nos vues relativement à la circulaire Gortschakoff.

Ce n'est pas l'avis du chancelier.

— Nous avons déjà bien assez écrit là-dessus, vient-il de me dire. Ils savent, à Saint-Pétersbourg, ce que nous en pensons. En tout cas, si nous écrivons, il faut le faire aussi courtoisement, aussi amicalement que possible... Ah ! si c'était l'Angleterre !... Mais c'est la Russie. Le jour où nous n'en aurons plus besoin, nous aurons bien le temps d'être de nouveau grossiers !...

Mardi 6 *décembre.* — Je viens d'écrire un article où j'exprime avec modération ma surprise de voir le duc de Gramont rappeler au monde qu'il existe en collaborant au *Gaulois*. Au lieu de tâcher de se faire oublier ou bien de racheter ses fautes en allant se battre, il essaye encore de faire parler de lui et prétend diriger la politique extérieure de la France.

Avant d'expédier mon article, j'ai voulu le montrer au chancelier. Il l'a trouvé trop doux.

— Gramont, s'est-il écrié, c'est un impudent, un pleutre, une brute!... Ne vous gênez pas quand vous parlez de lui et n'ayez pas peur d'employer des termes énergiques!...

CHAPITRE XIV

M. DE CHAUDORY ET M. D'HAUSSONVILLE
LA DÉPÊCHE D'EMS
BOMBARDEMENT DE PARIS

Vendredi 16 *décembre*. — Un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères à Tours, M. de Chaudordy, dénonce notre conduite dans une circulaire qu'il adresse aux puissances neutres. C'est un tissu de calomnies qui viennent s'ajouter à celles dont nous sommes l'objet depuis plusieurs mois dans la presse française. Étant donné le caractère officiel de cette circulaire, je crois bon de la résumer ici et de donner la réfutation qu'y oppose le chancelier.

M. de Chaudordy prétend que nos réquisitions sont excessives et que, dans les villes et les communes occupées, nous abusons de notre force pour arracher aux habitants des contributions impossibles. Il nous accuse, en outre, de nous être emparés de propriétés privées, d'avoir incendié des villes et des villages dont les habitants nous avaient opposé de la résistance ou avaient, de quelque façon, contribué à la défense de leur pays. Notre accusateur écrit : « Des officiers supérieurs ont donné l'ordre de piller et d'incendier une ville afin de punir les actes individuels de citoyens dont le seul crime avait consisté à résister aux envahisseurs. Chaque maison dans laquelle un franc-tireur a été caché ou a reçu un aliment a été incendiée. Comment peut-on concilier tous ces actes avec le respect dû à la propriété privée? » La circulaire ajoute qu'en bombardant des villes ouvertes, nous avons introduit des procédés inconnus jusque-là en temps de guerre. Enfin, par-dessus tout cela, nous avons emmené des otages avec nous en chemin de fer, afin de nous garantir contre des déraillements ou des surprises possibles.

Voici la réponse du chancelier :

« Si M. de Chaudordy comprenait quoi que ce soit à la guerre, il ne se plaindrait pas des sacri-

fices que nos opérations ont coûtés aux populations françaises : il serait, au contraire, surpris de leur excessive modération. Les soldats allemands ont respecté partout les propriétés privées. Mais on ne saurait pourtant s'étonner qu'après de longues marches et de durs combats, après avoir souffert du froid et de la faim, ils aient cherché à s'assurer des cantonnements aussi confortables que possible et, lorsque les habitants avaient fui, à se procurer les vivres indispensables pour boire et manger. Non seulement ils ne se sont jamais emparés de propriétés privées, comme le prétend M. de Chaudordy, mais encore ils ont sauvé fréquemment, au péril de leur vie, des œuvres d'art ou des objets précieux qui étaient exposés au feu des canons français.

« Si nous avons brûlé des villages, notre accusateur sait-il quels sont les motifs qui nous y ont poussés? Ne sait-il pas que, dans ces villages, des francs-tireurs avaient tiré sur nos hommes et que les habitants les y avaient aidés? A-t-il jamais entendu dire que nous ayons fait ce que les troupes françaises ont fait le 11 décembre dernier, quand, sur 800 prisonniers allemands qui devaient être amenés à Lille, 200 seulement sont arrivés? Beaucoup d'entre eux étaient blessés, et, au lieu de leur porter secours, les populations se

sont amusées à leur jeter des boules de neige. Mais il y a mieux. Le 2 décembre, un sergent allemand, du nom de Steinmetz, sur l'ordre d'un officier de troupes garibaldiennes, a écrit une lettre à son lieutenant, à Mirecourt, pour le prévenir que, si jamais nous exercions des représailles contre Vittel ou quelque autre place, on couperait les oreilles de 40 prisonniers prussiens qui étaient tombés entre les mains des garibaldiens.

« Si, dans bien des cas, nous n'avons pas traité les volontaires comme des soldats, c'est qu'ils ne se comportaient pas comme des soldats. Et comment l'auraient-ils fait lorsqu'on voit de hauts fonctionnaires français, comme le préfet de la Côte-d'Or, M. Luce Villard, leur donner des instructions que je n'ai pas à qualifier?

« Voici un passage de la circulaire que, récemment, ce préfet adressait, par l'entremise des maires, à tous les paysans de son département :

« Le pays, écrivait M. Villard, ne demande pas
« que vous vous rassembliez en masses compactes
« et que vous résistiez ouvertement à l'ennemi;
« il demande que, chaque matin, trois ou quatre
« hommes résolus, parmi vous, quittent leurs vil-
« lages et choisissent une bonne position, d'où
« ils puissent faire feu sur les Prussiens sans
« courir aucun danger. Vous devez, par-desus

« tout, viser les cavaliers ennemis et, lorsque « vous prenez leurs chevaux, les amener aussitôt « au chef-lieu de canton. Je prends l'engagement « de vous faire distribuer des récompenses, et, si « jamais vous êtes tués, vos morts héroïques « seront publiées dans tous les journaux de la « province aussi bien que dans le *Journal offi-* « *ciel.* »

« M. de Chaudordy prétend encore que nous avons bombardé des villes ouvertes, comme Orléans, mais ignore-t-il que ces villes étaient occupées par l'ennemi ? A-t-il oublié que, de leur côté, les Français ont bombardé les villes ouvertes de Sarrebrück et de Kehl ? Enfin, quant aux otages qui ont été obligés d'accompagner les convois de chemin de fer, on ne les a pas pris pour se prémunir contre des attaques héroïques, mais bien pour mettre une fin à des attentats criminels. Les convois de chemin de fer n'emportaient pas seulement des soldats, des armes, des munitions et du matéreil de guerre, soumis aux violences de la lutte : ils portaient aussi un grand nombre de blessés, de médecins, d'infirmiers et d'autres êtres inoffensifs. Eh bien, nous demandons si un paysan ou un franc-tireur a le droit de mettre en danger de pareilles vies, en enlevant des rails sur la voie ou en y mettant des pierres. C'est tout ce

que nous avons à répondre aux accusations de M. de Chaudordy. Les cabinets européens savent l'humanité avec laquelle l'Allemagne a, jusqu'ici, conduit les opérations, et ils feront aisément justice de semblables insinuations. D'ailleurs, la guerre est la guerre, et on ne la fait pas avec des gants de velours. Nous emploierions moins souvent des gants de fer si le gouvernement de la Défense nationale n'avait pas organisé un soulèvement général de toutes les forces du pays et ne l'avait pas substitué à la lutte habituelle des armées régulières.

« Il convient également d'ajouter qu'un petit nombre d'officiers français, faits prisonniers sur parole, n'ont pas tenu l'engagement d'honneur qu'ils avaient contracté. Nous pourrions citer plus de cinquante cas qui nous ont été signalés à la chancellerie. Il y a même trois généraux parmi la liste : les généraux Ducrot, Cambriels et Barral. Après la bataille de Sedan, nous aurions pu rendre inoffensive l'armée qui se rendait en la détruisant. L'humanité et la confiance que nous avions dans la parole donnée nous en ont empêchés. La plupart des officiers faits prisonniers, nous le reconnaissons volontiers, ont tenu leur parole, mais un certain nombre ont cru pouvoir s'y soustraire. Et ce qu'il y a de plus grave, c'est

que le gouvernement provisoire a approuvé leur conduite, et qu'il a réintégré ces officiers dans leurs anciens régiments. Il n'y a pas un cas où il ait refusé de les admettre de nouveau dans les rangs de l'armée française; il n'y a pas un cas où un officier français quelconque ait protesté contre la réintégration d'un de ses camarades dans son corps. Comment donc pourrions-nous avoir confiance dans une promesse quelconque du gouvernement actuel, et comment pourrions-nous nous dispenser d'exiger des garanties pour l'avenir? »

Après avoir reproduit la réponse que le chancelier fait à la circulaire de M. de Chaudordy, je crois bon de mentionner un pamphlet qui vient de paraître sous la signature de M. d'Haussonville et qui a pour titre : *la France et la Prusse devant l'Europe*. M. d'Haussonville y fait preuve d'un amour médiocre de la vérité et d'une connaissance peu exacte des faits; tout son pamphlet est creux et superficiel. C'est une suite d'exagérations ou d'erreurs, et je n'y aurais même pas fait attention s'il ne s'y était glissé quelques énormités, qui ne sauraient être dues au patriotisme de l'écrivain. C'est ainsi que, selon M. d'Haussonville, le roi Guillaume était sur le trône de Prusse pendant la guerre de Crimée!... Mais il y a plus fort : M. d'Haussonville a trouvé moyen de dénaturer

une proclamation adressée aux Français, en août dernier, par le roi de Prusse, et on comprend d'autant moins qu'il ait pu se livrer à un pareil travail, que la proclamation a paru en français aussi bien qu'en allemand.

Voici ce que M. d'Haussonville fait dire au roi : « *Je ne fais la guerre qu'à l'empereur et nullement* « *à la France.* » Or, jamais phrase pareille n'a paru dans la proclamation royale ; voici littéralement ce qui y était dit :

« L'empereur Napoléon ayant attaqué par terre et par mer la nation allemande, qui désirait et désire encore vivre en paix avec le peuple français, j'ai pris le commandement des armées allemandes pour repousser l'agression et j'ai été amené, par les événements militaires, à passer les frontières de la France. *Je fais la guerre aux soldats et non aux citoyens français.* Ceux-ci continueront, par conséquent, à jouir d'une complète sécurité pour leurs personnes et pour leurs biens, aussi longtemps qu'ils ne me priveront eux-mêmes, par des entreprises hostiles contre les troupes allemandes, du droit de leur accorder ma protection. »

Nous croyons pouvoir affirmer qu'il y a une légère différence entre la citation de M. d'Haussonville et la proclamation originale.

Lundi 19 *décembre.* — La conversation est tombée, à table, sur les événements qui se sont déroulés à Ems avant que la guerre n'éclate. Abeken, qui se trouvait à cette époque de service auprès du roi, nous raconte qu'après avoir envoyé au chancelier la dépêche célèbre où il rendait compte de son entrevue avec Benedetti, le souverain s'écria devant son entourage :

— Eh bien, j'espère que Bismarck va être enfin content de nous !

Abeken, se tournant vers le chef, lui dit :

— Vous avez dû, effectivement, être content ?

— Heu ! répondit le chancelier en riant, vous pourriez bien vous tromper. J'ai été tout à fait content de vous, mais je n'ai pas été aussi content de Notre Gracieuse Majesté. Je n'en ai même pas été content du tout, oh ! mais là, du tout !... Il aurait dû agir avec plus de dignité et, surtout, avec plus de résolution...

Le chancelier réfléchit un instant en silence, puis il continua :

— Je me trouvais à Berlin, et j'attendais un télégramme d'un instant à l'autre. J'avais invité, ce soir-là, de Moltke et de Roon à dîner avec moi, afin de causer de la situation, qui prenait un air de plus en plus menaçant. Pendant que nous

étions à table, un long télégramme arriva. Il pouvait avoir environ deux cents mots. Je le lus à haute voix, et la physionomie de de Moltke changea brusquement; son corps se voûta; il eut l'air vieux, cassé et infirme. Il ressortait clairement du télégramme que Sa Majesté cédait aux prétentions de la France. Je me tournai vers de Moltke et lui demandai si, en tout état de choses, nous pouvions espérer être victorieux. « Oui », me répondit-il. « Eh bien », lui dis-je, « attendez une minute ! » Je m'assis à une petite table, je pris le télégramme royal et je condensai les deux cents mots de la dépêche en une vingtaine, mais sans rien y altérer ni y ajouter. C'était le même télégramme que celui dont vient de vous parler Abeken. Il était seulement plus court, conçu en termes plus déterminés et moins ambigus. Je le tendis, ainsi rédigé, à de Moltke et à de Roon et je leur demandai : « Et, comme cela, comment ça va-t-il ? » « Ah ! comme cela », s'écrièrent-ils, « ça va dans la perfection ! » Et de Moltke parut ressusciter. Sa taille se redressa, il redevint jeune et frais : il avait sa guerre, il allait pouvoir enfin vaquer à ses affaires... Et la chose réussit en effet.

Les Français furent exaspérés du télégramme condensé qui parut dans les journaux, et

quelques jours plus tard, ils nous déclarèrent la guerre...

Mardi 20 *décembre*. — Le *kronprinz* est venu dîner ce soir avec son aide de camp. Il portait les aiguillettes de maréchal de camp, sa nouvelle dignité militaire. Il s'est assis en haut de la table, ayant le chef à sa droite et Abeken à sa gauche. On a parlé de Gambetta et on a annoncé que, d'après des renseignements venus de Londres, il ne croyait plus à la possibilité de prolonger la défense avec succès et qu'il était disposé à conclure la paix sur la base de nos demandes. Trochu allait être par suite le seul des gouvernants français qui voudrait continuer la lutte à outrance.

M. de Bismarck a dit en parlant de lui :

— Il paraît qu'il a fait approvisionner le Mont-Valérien pour deux mois, afin de s'y retirer avec des troupes régulières, quand il faudra rendre la ville... Je commence d'ailleurs à croire que la France, qui est déjà divisée en plusieurs *partis* ne va pas tarder à être divisée en plusieurs *parties*. Autant de contrées, autant d'opinions; en Bretagne, ils sont légitimistes; dans le sud, ils sont socialistes; ailleurs, ils sont modérés; et l'armée, ou tout au moins la majeure partie des officiers

qui la commandent, sont restés fidèles à l'empereur. Il pourrait donc fort bien se faire que chaque région suive ses propres convictions, et que l'on vît une France républicaine, une France bourbonienne, une France orléaniste et une France où il y aurait quelques dictateurs créés par Napoléon, comme autrefois, dans l'empire romain, on avait le Tétrarque de Judée, le Tétrarque de Galilée et ainsi de suite...

Le *kronprinz* demanda s'il était exact que Paris eût des communications souterraines avec l'extérieur.

— Cela ne serait pas impossible, répondit le chancelier; ce n'est pas par là qu'ils pourraient recevoir des vivres, mais ça pourrait bien être par là qu'ils reçoivent des nouvelles. J'ai même étudié, à ce sujet, la question de savoir s'il ne serait pas bon d'inonder les catacombes avec de l'eau de Seine, parce qu'il paraît qu'elles s'étendent fort loin sous Paris!...

La conversation est ensuite tombée sur le prince Charles de Bavière. Il paraît qu'il est tout ce qu'il y a de plus antiprussien, mais il est tellement vieux et infirme que cela offre peu d'inconvénients.

— Oui, il est tout à fait gâteux, a dit M. de Bismarck. Il me rappelle le vieux comte Adler-

berg chez lequel tout était artificiel : les cheveux, les dents, les mollets et même un œil. Quand il se levait le matin pour s'habiller, tout cela était épars sur les tables, sur les chaises, sur le tapis de la chambre. C'était comme la nouvelle mariée dont il est question dans les *Fliegende Blätter;* lorsque, pour la première fois, elle se déshabilla devant son mari, elle mit ses cheveux d'un côté, ses dents de l'autre, et... le reste ailleurs. Et l'époux était navré. « Mais, sapristi ! gémissait-il, qu'est-ce qui va donc me rester ?... »

Le chef a ensuite raconté que, il y a peu de temps, la sentinelle qui montait la garde devant la porte du *kronprinz* n'avait pas voulu le laisser passer. Heureusement, c'était un Polonais. M. de Bismarck lui parla en polonais, et l'homme, touché, leva la consigne.

— Vous n'avez aucune idée, déclara le chancelier, du plaisir qu'ils éprouvent à voir qu'on connaît leur langue maternelle... Dernièrement, à l'hôpital, j'ai rencontré comme cela quelques pauvres diables... Lorsque je leur ai parlé polonais, j'ai vu immédiatement leur face blême s'éclairer d'un sourire... C'est dommage que leur général en chef ne connaisse pas leur langue.

Ce reproche indirect s'adressait au *kronprinz*

en personne qui avait les troupes polonaises sous ses ordres.

Il releva, en riant, la pointe du chancelier :

— Je vous reconnais bien là, Bismarck, fit-il, vous en revenez toujours au même point. Mais je crois vous avoir dit pourtant plusieurs fois que je n'aime pas cette langue et que je ne veux pas l'apprendre...

— Les Polonais sont pourtant de bons soldats, Monseigneur, répliqua M. de Bismarck, et de bons garçons, lorsqu'on est arrivé à les convaincre de la nécessité de se débarbouiller la figure...

— Oui, mais ils ne nous aiment pas, et dès qu'ils ont quitté leur capote de soldats, ils redeviennent juste ce qu'ils étaient auparavant.

— Non, Monseigneur; ce sont seulement les ecclésiastiques et les nobles qui, parmi eux, nous sont hostiles. Mais les paysans, par exemple, ne font pas cause commune avec les prêtres... Je me rappelle que près de chez moi, en Poméranie, il y eut un jour une dispute générale sur la place du marché. Un Allemand avait refusé de vendre sa vache à un Polonais sous prétexte qu'il était Polonais. Celui-ci avait très mal pris la chose : « Ah ! tu dis que je suis Polak ?... Eh bien ! attends un peu... Je suis Prussak aussi bien que toi ! » Et tout le monde étant accouru, les coups de pleu-

voir et la mêlée de devenir générale entre Polonais et Allemands !...

Le *kronprinz* rit, mais il ne fut pas convaincu.

— Tout cela est bel et bien, mais je n'apprendrai pas le polonais... Qu'ils apprennent, eux, l'allemand !...

Cela mit fin à la discussion.

Après le dîner, le *kronprinz* et le ministre se rendirent avec les conseillers au salon pour prendre le café. Un peu plus tard, on est venu tous nous chercher pour nous présenter à notre futur souverain. Nous avons eu à attendre un bon quart d'heure parce que le chancelier était engagé avec le *kronprinz* dans une conversation qui paraissait fort sérieuse. Le *kronprinz* était dans un coin du salon, entre le piano et la fenêtre et le chef lui parlait à voix basse, les yeux baissés, tandis que le prince l'écoutait avec un visage sérieux et presque sombre.

Jeudi 12 *décembre.* — Nous n'avons eu personne à dîner. Le chef était d'excellente humeur.

On a parlé de la sortie d'hier et le chef nous a dit :

— Les Français sont sortis hier avec trois divisions tandis que nous n'avions que quinze com-

pagnies, et avec cela, nous avons fait près de mille prisonniers. Avec leurs sorties tantôt par-ci, tantôt par-là, les Parisiens me font l'effet du maître de danse français qui conduit un quadrille :

Ma commère, quand je danse,
Mon cotillon va-t-il bien ?
— Il va de-ci, de-là,
Comme la queue de notre chat...

Vendredi 23 *décembre.* — La conversation est tombée à table sur Napoléon III et le chef a déclaré que c'était un homme médiocre.

— Il est meilleur qu'on ne le croit, nous a-t-il dit, mais il est moins fort qu'on ne le suppose.

— Oui, dit Lehndorff, un brave homme, mais un imbécile !...

— Non, répliqua le chef sérieusement, malgré tout ce qu'on peut penser de son coup d'Etat, c'est un homme bon, sensible, sentimental, mais son intelligence ne va guère plus loin que son instruction. C'est surtout en géographie qu'il n'est pas fort et il a pourtant été élevé en Allemagne et y a été à l'école. Mais il vit dans un monde d'idées fantastiques. Au mois de juillet, il a passé trois jours à hésiter sans pouvoir prendre un parti, et encore à présent il ne sait pas ce qu'il veut. Ses

connaissances sont telles que, chez nous, il ne serait pas capable de subir l'examen de référendaire. On n'a pas voulu me croire, mais je l'avais déjà dit il y a longtemps. En 1854 et 1855, je le disais déjà au roi. Il n'avait pas la moindre idée de l'état de nos affaires. Quand je fus devenu ministre, j'eus un entretien avec lui à Paris. Il me dit qu'il n'y en avait plus pour longtemps, qu'il y aurait une insurrection à Berlin et la révolution dans tout le pays, et que dans un plébiscite, le roi aurait toute la nation contre lui. Je lui dis alors que chez nous le peuple ne faisait pas de barricades, qu'il n'y avait que les rois qui fissent des révolutions en Prusse, qu'il suffirait que le roi prît en patience pendant deux ou trois ans l'émotion des esprits, qui en ce moment était réelle, et assurément l'aversion momentanée du public était quelque chose de désagréable et d'incommode, mais qu'enfin il resterait maître de la partie. S'il ne se lassait pas, et s'il ne m'abandonnait pas, il n'y avait pas de danger que je tombe. Et si on faisait appel au peuple, et qu'on le fît voter, il aurait pour lui les neuf dixièmes des voix. L'empereur a dit, en parlant de moi à cette époque: *Ce n'est pas un homme sérieux* (1). Je me suis

(1) En français, dans le texte.

bien gardé de lui rappeler ce propos dans la bicoque de Donchery.

Samedi 24 *décembre.* — Le chef m'a fait appeler tard le soir et m'a donné l'ordre de faire un ou deux articles sur la façon de combattre des francs-tireurs. Le chef m'a fourni lui-même l'esquisse de ces articles. La voici :

« Il n'y a presque pas de jour où la convention de Genève ne soit violée ; on dirait que les Français n'en reconnaissent et n'en invoquent les dispositions que lorsqu'elles leur sont avantageuses. Il convient de mentionner les cas où l'on a tiré sur les parlementaires, maltraité et dépouillé les médecins, les brancardiers, les infirmiers des ambulances ; il convient de rappeler l'abus fait par les francs-tireurs du brassard de Genève, l'emploi de balles explosibles, comme dans le cas de Beckedorff, enfin la violation du droit des gens, en ce qui concerne les navires et les équipages de la marine marchande de l'Allemagne, emmenés par les croiseurs français.

« La conclusion est que la responsabilité de tout cela incombe en grande partie au gouvernement français actuel. C'est lui qui a excité le peuple à prendre part à la guerre, et qui, mainte-

nant, ne peut plus refréner les passions déchaînées qui se sont mises en dehors des règles du droit des gens et des usages de la guerre. C'est sur lui avant tout que retombe la responsabilité de la dureté avec laquelle, bien contre notre désir, et, comme le montre la manière dont nous nous sommes comportés dans le Schleswig et en Autriche, bien contre notre caractère et nos habitudes, nous sommes obligés de faire, en France, usage des droits de la guerre. »

Dimanche 25 *décembre*. — Aujourd'hui, jour de Noël, point d'étrangers à dîner. Rien d'intéressant n'a été dit, sauf peut-être ceci :

En parlant de je ne sais quel sujet, Abeken a raconté que je tenais un journal très exact de ce qui se passait quotidiennement. Bohlen a confirmé la chose et ajouté avec son ironie coutumière :

— Oui, il y met par exemple : « Aujourd'hui, à trois heures quarante-cinq minutes, M. le comte ou M. le baron un tel ou un tel m'a dit ceci ou m'a dit cela... » On dirait absolument qu'il est en train de déposer devant un tribunal, sous la foi du serment.

— Ce journal, fit Abeken, sera peut-être un jour

une source où puisera l'histoire... Si, au moins, on était encore au monde pour pouvoir le lire?...

— Oui, bien sûr, répondis-je, ce sera une source pour l'histoire, et une source parfaitement sûre, mais pas avant une trentaine d'années d'ici!

M. de Bismarck a souri et conclu en disant :

— Oui, on se rapportera à son livre et on dira : « Voyez *Conferas Buschii*, chapitre III, page 20 ».

Mardi 27 *décembre.* — Ce jour est le premier du bombardement de Paris. Le désir du chancelier est, enfin, exaucé. Rien ne ferait pressentir qu'un si important événement vient de se produire, car le feu n'est pas particulièrement violent. C'est la partie Est de la ville que l'on a commencé à canonner. Dans l'après-midi, les coups se succèdent avec plus de rapidité. Nous ne tardons pas à nous y accoutumer, et le travail de la chancellerie continue comme d'habitude.

La neige a fait son apparition dans la matinée ; le froid est dur. Le chancelier est malade et garde la chambre. Il m'a fait appeler et m'a remis une lettre amusante qu'il vient de recevoir, écrite en français et datée du 25 décembre, jour de Noël. Je la transcris telle quelle :

« Comte de Bismarck, jouissez autant que pos-

sible du climat frais de Versailles, car, un jour, vous aurez à supporter des chaleurs infernales pour tous les malheurs que vous avez causés à la France et à l'Allemagne. — UNE AMÉRICAINE. »

Mardi 3 *janvier* 1871. — La *Gazette Nationale* vient de publier l'article suivant qui reflète entièrement les vues du chancelier et qui a été en partie dicté par lui :

« En abandonnant Dijon et en refusant d'occuper Tours, dont un détachement du 10e corps avait, comme on sait, atteint les portes, les Allemands indiquent peut-être quelle sera leur ligne de conduite pendant le reste de la guerre. Il est permis d'espérer qu'après la prise de Paris la France cessera toute résistance et acceptera les conditions allemandes. Mais on ne peut y compter avec certitude et il faut s'attendre à tout. Quoi qu'il en soit, après la chute de Paris, il n'y aura pas de suite en France un gouvernement reconnu et appuyé par une représentation nationale, avec lequel on pourra conclure une paix offrant quelques chances de durée. Si donc la guerre continue, notre plan ne pourra être de faire la conquête d'un pays aussi vaste que la France. Nos armées continueront, certes, comme par le

passé, à remporter partout la victoire et à disperser les troupes ennemies; mais cela ne suffira pas; il s'agira d'organiser également dans les territoires conquis une administration civile et de se faire obéir des populations. Déjà, dans la partie de la France qui s'étend entre la Manche et la Loire, nos troupes ont eu de la peine à assurer les communications, et à protéger dans chaque ville et chaque village l'administration étrangère, à éviter les attaques traîtreusement méditées, et à percevoir les impôts, ainsi que les réquisitions et les impositions indispensables en temps de guerre. Étendre ce réseau à l'infini dépasserait non seulement nos forces militaires, à quelque valeur que nous les estimions d'ailleurs, mais nous obligerait aussi à nous passer chez nous de trop de fonctionnaires. Si donc la paix n'est pas conclue sous peu, ceux qui dirigent la guerre auront à nettement définir le but qu'ils poursuivent. Ils auront à fixer leurs regards sur une partie déterminée du territoire français, mais une partie telle que nous puissions l'occuper étroitement et que nous tiendrons si bien entre nos mains, qu'il nous sera loisible de la garder pendant un certain temps. Cette partie de la France renfermera la capitale, ainsi que les provinces les plus enclines à la résistance : elle aura naturellement à sup-

porter tous les frais de la guerre, jusqu'à ce qu'il y ait un parti de la paix, assez puissant pour imposer ses volontés aux détenteurs actuels du pouvoir. Les limites de la partie à occuper devront être fixées de manière à la pouvoir facilement défendre. Quant aux pays dont l'Allemagne a besoin pour protéger sa frontière, on les annexera dans l'intervalle sans attendre la signature de la paix. »

Lundi 9 janvier. — Il ne s'est rien passé de particulier ces jours derniers. Le bombardement continue et fait des progrès. Je viens d'écrire sur ses résultats un long article, qu'avant d'expédier j'ai soumis au chancelier. Il a biffé, de sa main, un passage où il était dit que nos projectiles étaient tombés dans les jardins du Luxembourg.

— Supprimez cela, a fait le chancelier : c'est impolitique !...

Mercredi 11 janvier. — M. Clément Duvernois, ancien ministre de Napoléon III, demande à venir à Versailles pour négocier la paix avec nous au nom de l'impératrice Eugénie. L'impératrice

admet le principe de la cession de territoires ; elle propose que les départements annexés aient la superficie de la Savoie et de Nice, annexées sous l'Empire ; elle consent également au payement d'une indemnité de guerre et à l'occupation par nos troupes d'une partie de la France jusqu'à complet payement ; elle prend, en outre, l'engagement de n'entamer aucune négociation de paix avec une puissance autre que l'Allemagne.

M. Duvernois est d'avis que, quoique l'impératrice ne soit pas populaire en ce moment, elle pourrait néanmoins nous offrir plus de garanties qu'aucun homme politique élu par les représentants du pays ne le pourrait, car il dépendrait forcément de ses électeurs. Il ajoute qu'il a assisté au ravitaillement de Paris, qu'il sait que la ville sera contrainte de se rendre sous peu et que c'est pourquoi il a hâte d'entamer des négociations avec nous.

Jeudi 12 *janvier.* — Le bruit court que Paris est en feu. On aperçoit, en effet, à l'horizon, de larges colonnes de fumée qui s'élèvent au-dessus de la capitale.

— Ça ne suffit pas, vient de dire le chancelier. Il faut que nous sentions le roussi d'ici. Quand

Hambourg a brûlé, ça sentait à plus de cinq lieues à la ronde...

Le bruit court que le gouvernement de Paris se plaint que nous visons spécialement les hôpitaux. On le dit au chancelier. Il répond :

— Nous ne le faisons pas exprès. Ce n'est pas notre faute s'ils ont des hôpitaux près du Panthéon et du Val-de-Grâce. Il est impossible qu'en visant ces deux points quelques projectiles ne tombent pas à côté...

Lundi 16 *janvier*. — Le dégel arrive. Il y a un brouillard épais que ne parvient pas à chasser le vent, qui souffle du sud-ouest. Il est impossible de voir au loin, et on n'entend plus aucun coup de canon. Le bombardement se serait-il arrêté?

Le bruit que j'ai rapporté, il y a deux jours, au sujet de réclamations adressées par le gouvernement français était fondé. Le général Trochu vient d'adresser une lettre à de Moltke dans laquelle il se plaint que plusieurs de nos projectiles soient tombés sur des hôpitaux, au sud de Paris, alors que des drapeaux hissés au sommet indiquaient clairement la nature des édifices. Il pense que cela ne peut pas être le résultat d'un accident et il attire l'attention du commandement en chef de

l'armée allemande sur les traités internationaux qui déclarent inviolables les ambulances et les hôpitaux.

C'est moi qui ai été chargé de porter et de lire à de Moltke la lettre de Trochu. De Moltke a été péniblement impressionné à la pensée qu'on avait un seul instant pu croire que le bombardement des hôpitaux ayait été intentionnel. Il m'a dicté sa réponse. Il a commencé par rappeler la façon humaine dont la guerre, jusqu'ici, avait été conduite. Il a déclaré que nous devrions être au-dessus de pareils soupçons, et il a ajouté qu'aussitôt que l'atmosphère se serait éclaircie et qu'il nous serait possible de reconnaître la croix de Genève flottant sur les édifices en question, jamais pareil accident ne se reproduirait.

CHAPITRE XV

JULES FAVRE ET LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le 14 janvier 1871, M. de Bismarck recevait une lettre de Jules Favre dans laquelle le ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire exprimait le désir de se rendre à la conférence de Londres pour prendre part à la discussion des traités de 1856 et demandait à traverser les lignes allemandes. Il annonçait qu'il serait accompagné par ses deux filles, l'une mariée, l'autre pas, son gendre et un secrétaire, ce qui fit dire au chancelier :

— Jules Favre est tellement pressé d'emmener

sa famille qu'on doit supposer qu'elle ne se trouvait pas très bien là où elle était!...

Le chef n'en donna pas moins l'ordre aux avant-postes qu'on le laissât passer. Bucher fut même chargé de lui écrire pour lui conseiller de prendre la route de Corbeil comme étant la plus pratique et celle où il n'aurait point à changer de voiture. Mais toute latitude pour un autre chemin lui était, d'ailleurs, laissée : il suffisait qu'il prévînt auparavant les autorités militaires.

Ceci se passait le samedi 14 janvier. Mais, le surlendemain, lundi 16, M. de Bismarck changea brusquement d'avis et écrivit à Jules Favre pour le prévenir que tout sauf-conduit lui était refusé.

La raison de ce revirement est intéressante à connaître. Elle se trouve tout entière dans les documents particuliers qui vont suivre et qui ne sont tombés dans mes mains, pour la plupart, que bien des années après.

Jules Favre, en sa qualité de ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire, fut informé, le 17 novembre 1870, dans une dépêche de M. de Chaudordy datée de Tours du 11 du même mois, que le bruit courait à Vienne que le gouvernement russe ne se considérait plus

comme lié par les clauses du traité de 1856.

Jules Favre répondit immédiatement. Tout en recommandant la plus expresse réserve jusqu'à ce qu'on eût une confirmation officielle de la nouvelle, il conseilla de ne perdre aucune occasion d'insister sur le droit de la France de prendre part aux délibérations internationales que pourrait provoquer la déclaration russe.

Des négociations furent alors entamées, verbalement et par écrit, entre le gouvernement provisoire français et les diverses puissances. A Paris, on annonce dans les sphères officielles que les représentants de la France « auraient le devoir de faire discuter en même temps au congrès une autre question que celle des traités de 1856 ». La délégation de Tours fut de cet avis, mais elle insista pour que toute invitation faite par l'Europe fût acceptée, même si aucune promesse n'était faite préalablement à la France.

Le 31 décembre, Gambetta écrit à Jules Favre : « Il faut vous préparer à quitter à Paris et à vous rendre à la conférence de Londres, si l'Angleterre réussit à vous avoir un sauf-conduit. »

Dans une dépêche qui arrive à Paris le 8 janvier, M. de Chaudordy, de son côté, informe Jules Favre que c'est lui que le gouvernement provisoire a chargé de représenter la France à la con-

férence. Cette communication est confirmée par une lettre de lord Granville à Jules Favre, datée du 29 décembre et arrivée à Paris seulement le 10 janvier.

Voici cette lettre :

« M. de Chaudordy a informé lord Lyons que Votre Excellence a été désignée pour représenter la France à la conférence de Londres. Il m'a en même temps demandé de procurer à Votre Excellence un sauf-conduit qui lui permette de traverser les lignes prussiennes. J'ai immédiatement demandé au comte de Bernstorff de vous obtenir ce sauf-conduit et de vous l'envoyer par un officier parlementaire allemand. J'ai été avisé, hier, par le comte de Bernstorff qu'un sauf-conduit sera à la disposition de Votre Excellence lorsqu'elle en fera la demande au quartier général allemand par l'entremise d'un officier parlementaire français, mais qu'aucun passeport ne pourra vous être délivré par un officier allemand aussi longtemps que satisfaction n'aura pas été donnée à l'officier prussien qui, récemment, a essuyé des coups de feu alors qu'il était porteur d'un drapeau parlementaire. Je prie Votre Excellence de m'autoriser à saisir cette occasion pour lui exprimer la satis-

faction que j'ai d'entrer en relations personnelles avec elle, et je la prie de me croire, etc... »

Jules Favre vit dans la dernière phrase de cette lettre une reconnaissance du gouvernement provisoire alors existant et une invitation tacite à entretenir les puissances à Londres d'affaires françaises.

Dans une circulaire du 12 janvier qu'il adressa aux agents de la France à l'étranger, il écrivit ce qui suit :

« Le gouvernement, directement invité par la dépêche de lord Granville, ne peut pas, sans abandonner les droits de la France, refuser l'invitation qui lui est faite. On objectera peut-être que, pour discuter la neutralisation de la mer Noire, l'heure n'est pas heureusement choisie. Mais le fait que les puissances européennes sont ainsi entrées en relations avec la République française au moment décisif où la France combat seule pour son honneur et son existence prend une signification singulière. C'est un commencement tardif de justice ; cela permet à la nation, qui, malgré ses blessures, est encore libre de paraître sur la scène du monde et d'y jouer un rôle indépendant, de rester

face à face avec l'empereur déchu, qui l'a conduite à sa ruine et les prétendants qui veulent la réduire en sujétion.

« Et, d'ailleurs, qui ne sent que la France, admise à prendre place parmi les représentants de l'Europe, a un droit incontestable à élever la voix dans ce conseil? Qui pourrait l'empêcher, soutenue par les voix immuables de la justice, de défendre les principes qui assurent son indépendance et sa dignité? Elle n'abandonnera aucun de ces principes. Son programme n'a pas changé, et l'Europe, qui adresse des invitations à l'homme qui a élaboré ce programme, sait parfaitement qu'il le défendra jusqu'au bout. Il ne saurait donc y avoir aucune hésitation, et le gouvernement aurait commis une grave erreur s'il avait décliné les ouvertures qui lui étaient faites.

« Cependant, et tout en reconnaissant ce fait, le gouvernement considère, d'accord avec moi, que le ministre des affaires étrangères ne saurait quitter Paris pendant le bombardement de la capitale par l'ennemi, à moins que de graves intérêts ne soient en jeu. »

Suivait une longue lamentation sur les dommages causés par la rage de l'agresseur en jetant des bombes sur les églises, les hôpitaux, etc. Puis le document reprenait :

« Notre brave population parisienne sent son courage croître avec le danger. Exaspérée et indignée, mais animée de viriles résolutions, elle ne cédera pas. Le peuple de Paris est plus déterminé que jamais à combattre et à vaincre, et nous aussi. *Je ne puis songer à me séparer de lui pendant cette crise.* Il est probable que, bientôt, à la suite des protestations adressées à l'Europe et aux membres du corps diplomatique présents à Paris, tout cela aura une fin. *Mais l'Angleterre comprendra que jusque-là, ma place est au milieu de mes concitoyens.* »

C'est la même idée que, deux jours auparavant, Jules Favre avait exprimée dans la réponse qu'il avait faite à la dépêche de lord Granville. Voici quelle était cette réponse :

« *Je ne me reconnais point le droit de me séparer de mes compatriotes au moment où ils sont victimes d'une pareille agression.* Au reste, les communications entre Paris et Londres sont, par la faute du commandant en chef de l'armée d'investissement, si lentes et si peu sûres que, malgré la meilleure volonté du monde, je ne puis me rendre à votre invitation dans les délais voulus. Vous m'avez fait savoir que la conférence se réunirait

le 5 février et s'ajournerait probablement ensuite à huitaine. Prévenu le 10 janvier au soir, je ne pourrais point user à temps de votre invitation.

« D'un autre côté, M. de Bismarck, en me l'envoyant, n'y a point ajouté de sauf-conduit. Il exige qu'un officier français se rende au quartier général afin de l'y chercher, et il se fonde pour cela sur ce qu'au 25 décembre un parlementaire allemand aurait eu à se plaindre de nos procédés. M. de Bismarck ajoute que, tant qu'il n'aura pas obtenu de réparation, le commandant en chef interdira toute communication parlementaire avec nous. Je ne recherche point si une telle décision, contraire aux lois de la guerre, n'est pas la négation des droits d'ordre supérieur qui, par nécessité et par humanité, ont toujours été maintenus. Je me contente de faire observer à Votre Excellence que le gouverneur de Paris a ordonné une enquête sur les faits auxquels le comte de Bismarck fait allusion et que cette enquête a prouvé que bien plus fréquemment les sentinelles allemandes se sont rendues coupables de faits du même genre, sans que pour cela nous ayons cherché un prétexte afin d'interrompre les communications parlementaires. M. le comte de Bismarck paraît reconnaître, au moins en partie, la justesse de ces observations, car il m'a informé, par l'ambassadeur

des États-Unis, qu'il consentait à avoir de nouveau recours aux parlementaires.

« Il n'est donc pas nécessaire qu'un officier français se rende au quartier général, et je me mettrai en rapports avec l'ambassadeur des Etats-Unis afin de recevoir le sauf-conduit que vous avez obtenu pour moi. Dès qu'il me sera parvenu et *que la situation de Paris me le permettra*, je prendrai la route de Londres, persuadé d'avance que ce ne sera pas en vain qu'au nom de mon gouvernement je ferai appel, devant l'Europe, aux principes de droit et de morale. »

Telle était la lettre que, le 10 janvier, Jules Favre adressait à lord Granville. Le lendemain et le surlendemain, la situation de Paris ne s'était guère modifiée, les protestations adressées à l'Europe n'avaient point encore mis fin à la crise, et, le 13 janvier, trois jours après sa lettre à lord Granville, le jour même de sa circulaire aux agents de la France à l'étranger, Jules Favre adressait au chancelier de la Confédération la dépêche suivante :

« Monsieur le comte,

« Lord Granville vient de m'informer, dans sa dépêche du 29 décembre, arrivée ici dans la soirée

du 10 janvier, que Votre Excellence, à la demande du cabinet anglais, veut bien mettre, pour traverser les lignes prussiennes, un sauf-conduit à la disposition du plénipotentiaire français chargé de se rendre à la conférence de Londres. Comme je suis désigné pour cette mission, j'ai l'honneur de solliciter de Votre Excellence de vouloir bien faire établir le sauf-conduit en mon nom et de me l'envoyer le plus rapidement possible. »

Je reproduis toute cette correspondance pour bien montrer la différence caractéristique qui existe entre la manière d'agir de Jules Favre et celle de M. de Bismarck. Il est intéressant de comparer les documents qui nous viennent de Jules Favre avec ceux qui portent la griffe du chancelier. Dans les premiers, ce n'est qu'indécision, équivoque, affectation, belles phrases se terminant par une demande qui est juste le contraire de ce qui, deux jours auparavant, avait été emphatiquement proclamé. Dans les seconds, au contraire, c'est la décision, la simplicité, une manière naturelle et franche de traiter les affaires publiques.

Le 16 janvier, le chancelier répondit comme il suit à Jules Favre :

« Votre Excellence suppose que, sur la proposition du gouvernement de la Grande-Bretagne, un sauf-conduit est à sa disposition dans le but de lui permettre de se rendre au congrès de Londres. Cette supposition n'est point fondée. Je ne puis consentir à ce que le gouvernement de la Défense nationale agisse au nom de la France tant que ce gouvernement n'aura pas été reconnu par la nation française.

« Il est possible que les chefs de nos postes eussent autorisé Votre Excellence à traverser les lignes prussiennes si vous en aviez demandé l'autorisation au commandant en chef de l'armée d'investissement. De cette manière, on n'aurait pas eu besoin de prendre en considération le but politique de votre voyage, et cette autorisation, accordée par les autorités militaires, aurait laissé à l'envoyé de Sa Majesté le roi toute liberté pour juger si vos déclarations au congrès devaient être considérées comme les déclarations de la France.

« Au lieu de cela, Votre Excellence m'a adressé une demande officielle m'indiquant officiellement le but de son voyage. Les considérations politiques que j'ai énoncées m'empêchent donc de satisfaire au désir de Votre Excellence touchant l'envoi du sauf-conduit.

« Mais, alors même qu'on eût trouvé le moyen

de vous accorder votre demande, je me permets de vous demander s'il serait prudent pour Votre Excellence de quitter son poste de membre du gouvernement, afin de prendre personnellement part à une conférence sur la mer Noire, au moment où, à Paris, se trouvent en jeu des intérêts qui ont bien plus d'importance pour la France et l'Angleterre que l'article 11 du traité de 1856. Anssi bien Votre Excellence abandonnerait-elle à Paris les agents et les nationaux des pays neutres qui y sont restés ou plutôt qui y ont été retenus (car ils ont depuis longtemps obtenu l'autorisation de traverser les lignes ennemies), et qui ont, par cela même, un besoin tout spécial de la sollicitude du ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire.

« Je ne puis donc guère admettre que Votre Excellence voudra laisser échapper l'occasion de résoudre la situation critique *à laquelle elle a contribué pour une si large part* et dont elle porte en partie la responsabilité. »

C'est en français, contrairement à son habitude, que le chancelier écrivit cette dernière lettre. Il désirait d'abord que n'importe qui pût la comprendre si elle était ouverte dans les lignes françaises, avant de parvenir à son destinataire. Il

voulait ensuite bien marquer par là qu'elle avait un caractère privé.

La première fois, en effet, que, à Ferrières, le chancelier avait parlé à Jules Favre, c'était en français. Mais il avait eu soin de le prévenir :

— Vous savez, lui avait-il déclaré, que, si je vous parle en français, c'est que je ne vous considère pas comme un personnage officiel.

Jules Favre s'était mis à rire. Sur quoi, le chancelier lui avait dit :

— Attendez !... Lorsque nous négocierons pour de bon la paix, vous verrez si je ne vous parlerai pas en bon allemand...

CHAPITRE XVI

DERNIÈRE SEMAINE DU SIÈGE DE PARIS

Samedi 14 janvier. — Le chancelier vient de me dicter en partie l'article suivant destiné à paraître dans le *Moniteur*. Il a trait aux difficultés de ravitailler Paris.

En voici le texte :

« Nous trouvons dans le *Journal officiel* l'article suivant :

LE RAVITAILLEMENT DE PARIS

« Il résulte d'une dépêche venant de Bordeaux
« que le gouvernement de la Défense nationale

« a rassemblé des masses considérables de vivres
« en vue de ravitailler Paris. Indépendamment
« des vivres à fournir par marchés, ceux qui sont
« prêts à être expédiés au premier signal et qui
« se trouvent en dehors du cercle d'opérations de
« l'ennemi, consistent dans plus de quinze mille
« têtes de bétail, plus de quarante mille mou-
« tons, plus de trois cent mille quintaux de subs-
« tances alimentaires de toute nature; ces masses
« de vivres ont uniquement été rassemblées dans
« le but de ravitailler Paris. »

« Envisagée à un point de vue pratique, cette tentative de ravitaillement comporte de sérieuses difficultés. L'assertion du *Journal officiel*, disant que les magasins sont en dehors de la portée de l'ennemi, est inexacte; il faut admettre pour le moins une distance de quarante kilomètres. Mais l'état des voies ferrées, détériorées par les Français eux-mêmes, est tel qu'il faudrait pour le moins plusieurs semaines pour amener à Paris les vivres dont il s'agit. Il ne faut pas davantage oublier qu'outre la population affamée de Paris, il y aura l'armée allemande qui aura bien le droit de se servir des chemins de fer pour compléter ses propres approvisionnements; si bien qu'avec la

meilleure volonté du monde, les autorités allemandes ne pourront mettre à la disposition du gouvernement français qu'une partie du matériel. Il résulte de là que si les Parisiens, comptant sur les grandes quantités de vivres qu'ils trouveront une fois l'affaire terminée, attendent pour se rendre qu'ils aient mangé leur dernière bouchée de pain, ils pourront éprouver une amère déception. Puisse le gouvernement de la Défense nationale envisager sérieusement la situation et mettre au-dessus du principe de la défense à outrance la terrible responsabilité qu'il assume! La distance des armées levées en province et attendues si impatiemment à Paris va toujours en croissant. Des rapports mensongers ne sauraient sauver Paris. Attendre jusqu'au dernier moment en comptant que ni l'ennemi, ni la province ne pourront laisser en proie aux angoisses de la faim une ville d'un million et demi d'habitants, cela pourrait bien se trouver être un faux calcul, grâce à des impossibilités matérielles, et le moment de la capitulation de Paris pourrait, ce dont Dieu nous préserve, devenir le prélude d'un grand malheur. »

Mercredi 18 *janvier.* — Jour historique et

jour de fête. Dans la galerie des Glaces du palais de Versailles, entre midi et une heure et demie, a eu lieu la proclamation de l'empire d'Allemagne et la remise des décorations. Le roi a été officiellement salué du titre d'empereur. La cérémonie a été imposante : elle a été entourée d'un grand apparat militaire. Tous ceux qui y ont assisté disent que c'est un spectacle inoubliable.

Le chef n'a pas dîné avec nous : il a été retenu à la table de l'empereur. Sa Majesté lui a changé son titre de ministre en celui de chancelier de l'empire.

Jeudi 19 *janvier*. — Temps sombre. La poste n'a pas été délivrée, et le bruit court que la ligne de chemin de fer qui passe à Vitry-la-Ville, près de Châlons, a été détruite pendant la nuit.

A dix heures du matin, nous commençons à entendre une vigoureuse canonnade, à laquelle se mêlent des détonations d'artillerie de campagne. Renseignements pris, cette canonnade provient d'une grande sortie que tentent les troupes assiégées dans la direction de Bougival et de la Celle-Saint-Cloud. Paris a réuni vingt-quatre bataillons et ce qui lui restait de pièces. Vers deux heures, le sifflement des mitrailleuses

est incessant ; on l'entend distinctement, et l'artillerie française ne doit pas avoir pris ses positions à plus de quatre kilomètres de Versailles. Le chancelier monte à cheval et part au galop dans la direction de Marly, où se trouvent déjà l'empereur et le *kronprinz*.

Une grande agitation règne pendant ce temps à Versailles. Toutes les troupes bavaroises sont sur pied ; elles sont formées en masses serrées sur la place d'Armes et sur l'avenue de Paris. Quant aux Français, ils sont adossés, au nombre de 60.000 environ, au mont Valérien et se sont déployés dans les plaines qui se trouvent à l'est. Un officier d'état-major nous apprend qu'ils se sont emparés de la redoute de Montretout et qu'ils défendent Garches, qui n'est pas à plus de trois quarts de lieue d'ici. Le bruit court que nous allons peut-être être obligés de quitter Versailles.

La tranquillité ne renaît que lorsque le chancelier et l'état-major rentrent, le soir, en ville.

Vendredi 20 *janvier*. — Ce n'est pas 60.000, mais 80.000 hommes que les Français ont déployés contre nous hier. La lutte a été terrible. La redoute de Montretout est restée dans leurs mains

pendant plusieurs heures, ainsi qu'une partie de Garches et de Saint-Cloud. Les pertes ennemies sont énormes : on dit que, dans leur furieuse attaque, les Français ont laissé plus de 1.200 morts et de 4.000 blessés.

Le chancelier nous a annoncé que la capitulation ne saurait tarder.

— Je crois, nous a-t-il dit, que Paris se rendra la semaine prochaine. Aussitôt après la capitulation, nous ravitaillerons, bien entendu, la capitale ; mais, auparavant, il faudra qu'on nous délivre sept cent mille fusils et quatre mille canons ou, sans cela, nous ne donnerons pas un morceau de pain et nous ne laisserons sortir personne. Nous occuperons les forts et l'enceinte et nous mettrons les Parisiens à la diète jusqu'à ce qu'ils aient conclu avec nous une paix qui nous satisfasse. Après tout, il y a encore assez de gens intelligents à Paris pour que nous puissions arriver à nous entendre avec eux.

Sur ces entrefaites, l'aide de camp du *kronprinz* est venu à l'improviste annoncer à M. de Bismarck que le comte *** était arrivé à Versailles pour demander, au nom de Trochu, un armistice de deux jours afin d'emporter les blessés et d'enterrer les morts de la veille. Le chef a répondu qu'il ne fallait pas faire droit à la demande des Fran-

çais. Quelques heures seraient bien suffisantes pour enlever les blessés et enterrer les morts.

— Et, d'ailleurs, a ajouté le chancelier, ces derniers se trouvent aussi bien sur la terre que dessous.

L'aide de camp s'en est allé là-dessus. Il est revenu peu après et a annoncé que l'empereur allait venir en personne. Un quart d'heure après, en effet, Sa Majesté est arrivée, accompagnée du *kronprinz*. Ils sont entrés tous les deux dans le salon et ont eu une assez longue discussion avec le chancelier. Après quoi, on a rédigé la réponse destinée à l'envoyé de Trochu. Suivant le désir du chancelier, cette réponse était un refus.

Lundi 23 *janvier*. — Le bombardement continue à faire des progrès. Le fort de Saint-Denis a été réduit au silence ; un commencement d'incendie a éclaté à Saint-Denis et au nord de Paris. Toutes nos batteries sont entrées en action ; le canon tonne de toutes parts.

Un lieutenant de hussards vient de venir. Il apporte une lettre de Jules Favre pour le chancelier.

A sept heures du soir, Jules Favre arrive en personne, et le chancelier a une entrevue avec lui

qui dure plus de deux heures et demie. C'est la première fois que Jules Favre vient à Versailles. Il s'est fait accompagner par son gendre, qui est en même temps son secrétaire ; c'est un peintre de portraits qui s'appelle Martinez del Rio. Il est resté dans le salon en bas pendant toute la durée de l'entretien. Favre et lui ont déjeuné en hâte avec ce qu'on a pu leur trouver : des côtelettes, des œufs brouillés, du jambon, etc... A dix heures, ils sont partis tous deux, accompagnés par Hatzfeldt. Un logement leur a été assigné dans une maison du boulevard du Roi, qui, par un curieux hasard, se trouve en même temps être celle où cantonne la police militaire. Jules Favre avait l'air complètement abattu.

Aussitôt après leur départ, vers dix heures et demie du soir, le chancelier s'est rendu auprès de l'empereur. Il est rentré au bout de trois quarts d'heure. Sa figure était rayonnante. Il vint nous trouver dans la salle à manger, où nous prenions le thé. Il s'assit près de moi, avala quelques bouchées de pain, puis, se tournant vers son cousin :

— Connais-tu cela? demanda-t-il.

Et il se mit à siffler un air, l'air du chasseur quand il a abattu son cerf.

— Oui, fit Bohlen : c'est le signal de la mort.

— Non, pas tout à fait...

Et il siffla de nouveau.

— C'est l'hallali!... Je crois bien que, cette fois, l'affaire est dans le sac...

Bohlen remarqua que Favre avait l'air absolument écrasé.

— C'est vrai, dit M. de Bismarck. Il est devenu plus gris qu'il n'était à Ferrières; il est devenu aussi plus épais. Il a l'air d'un homme qui a beaucoup souffert et auquel tout est devenu indifférent. Il m'a parlé avec franchise. Il m'a avoué que tout allait mal à Paris. Trochu a été renversé; il paraît que c'est Vinoy qui commande maintenant la capitale.

Bohlen raconta que Martinez del Rio, le gendre, s'était montré extrêmement réservé. On n'avait, d'ailleurs, pas cherché à le faire parler, mais, une seule fois, on lui avait demandé ce qui se passait à la villa Rothschild, au bois de Boulogne, où Thiers nous avait dit que l'état-major général était installé. Del Rio avait répondu sèchement qu'il n'en savait rien. On avait alors changé de conversation et on s'était entretenu des bons restaurants de Paris.

Hatzfeldt, qui avait été conduire les deux Parisiens à leur logement, rentra peu après. Il nous dit que Jules Favre avait été content d'arriver dans l'obscurité et qu'il avait l'intention de ne point se

montrer demain dans le jour, afin d'éviter toute manifestation de la population versaillaise.

Mardi 21 *janvier*. — Quoique Jules Favre eût exprimé l'intention de ne point sortir de la journée, il est venu vers une heure et demie à la maison de Mme Jessé. Il est resté en conférence, pendant près de deux heures, avec le chancelier. Il est ensuite reparti pour Paris, accompagné par Bismarck-Bohlen jusqu'au pont de Sèvres. Il paraît qu'au cours de l'entretien, il s'est de nouveau plaint que nous tirions sur les malades et sur les aveugles, c'est-à-dire sur l'asile des aveugles.

— Je ne sais pas, lui a répondu le chancelier, de quoi vous vous plaignez. Vous en faites bien d'autres, vous qui tirez sur des gens sains et bien portants !...

Le chef, quand il nous a raconté cela, a ajouté, en riant :

— Je suis sûr qu'il va dire que je suis un barbare !...

CHAPITRE XVII

LA CAPITULATION DE PARIS

Mercredi 25 *janvier.* — Les négociations avec Jules Favre continuent. Elles ont trait à la capitulation de Paris. Elles sont émaillées d'incidents ou d'anecdotes que le chancelier nous raconte, le soir, à dîner.

Il paraît qu'aujourd'hui Jules Favre a dit au chef que le premier obus qui avait été lancé sur la capitale, était tombé dans le Panthéon et avait enlevé la tête de la statue d'Henri IV.

— Il a cru t'apprendre là une nouvelle pathétique, dit en riant Bismarck-Bohlen à son cousin.

— Peuh!... a répondu le chancelier, je serais plutôt tenté de croire qu'en sa qualité de démocrate, ça lui a fait plaisir que ce soit arrivé à un roi... Mais, c'est égal, ce pauvre Henri IV n'a pas de veine avec Paris; il a déjà une fois été poignardé par un Français, et voilà que, maintenant, il est décapité par des Allemands !...

Jules Favre est revenu de Paris, où il s'était rendu la veille. Il était toujours accompagné par son gendre, l'homme au nom espagnol. Ils ont, cette fois, accepté l'hospitalité que nous leur avons offerte. Ils se sont mis à table avec nous et ont fait honneur aux bonnes choses qui leur étaient offertes. Après le dîner, Jules Favre a, de nouveau, conféré avec le chancelier.

Vers dix heures, tandis que l'entretien continuait encore, l'artillerie de siège a fait entendre sa grosse voix. La canonnade a duré environ une heure. A dix heures et demie, après avoir travaillé et mis au point quelques documents, je suis descendu prendre le thé. J'ai trouvé Hatzfeldt et Bismarck-Bohlen, en conversation animée, dans la salle à manger, avec Martinez del Rio. On m'a présenté à lui pour la première fois.

C'est un homme de taille moyenne, à barbe brune, légèrement chauve et qui porte un pince-nez. Il a parlé de Paris et l'a appelé le *centre du*

monde, de telle sorte que le bombardement de Paris est une sorte de tir à la cible que nous pratiquons sur le centre du monde. Il nous a raconté que Jules Favre avait une villa à Rueil et une grande cave à Paris, bondée de toutes sortes de vins. Lui-même a une propriété, à Mexico, de 6.000 mètres carrés.

Del Rio s'est retiré de bonne heure et est retourné à son domicile, boulevard du Roi. Jules Favre n'a pas tardé à le suivre. Le chancelier est, en effet, descendu vers onze heures, s'est assis avec nous et a fait un bon souper : perdrix froides, jambon, bière.

Au milieu du repas, le chancelier a poussé un soupir, s'est dressé sur sa chaise et, se parlant à lui-même, a dit :

— Ah ! si on pouvait faire tout soi-même et ne pas être obligé de le faire faire par les autres !

Il s'est tu une minute, puis, en guise d'explication a continué :

— Ce qui m'étonne, c'est qu'ils ne m'aient pas envoyé un général. C'est dur de faire comprendre des choses militaires à Jules Favre.

Il nous a cité quelques termes techniques français dont Jules Favre n'avait jamais pu arriver à comprendre la signification.

— En tout cas, interrompit Bohlen, il a mangé de bon appétit aujourd'hui.

— Oui, dit le chef. Avant-hier, il avait des scrupules et ne voulait rien manger ni boire; mais je suis arrivé à le convaincre, et, aujourd'hui, il a mangé comme quelqu'un qui a eu à supporter de longs jeûnes...

Le chancelier nous a ensuite raconté divers détails de son entrevue avec Jules Favre.

— Je l'aime mieux qu'à Ferrières. Il parle davantage et en périodes plus longues, plus arrondies. Comme ça, je n'ai pas besoin de l'écouter ou de lui répondre... Souvent, ce sont des anecdotes des anciens temps. Ah! c'est un excellent *raconteur!*... Il ne s'est pas montré du tout offensé de ma dernière lettre. Il m'a, au contraire, remercié de lui avoir rappelé ce qu'il se devait à lui-même... Il m'a parlé d'une villa qu'il a près de Paris et qui, paraît-il, avait été dévastée et pillée. J'avais sur la langue de lui dire : « Ce n'est toujours pas par nous ! » mais, de lui-même, il a ajouté avec beaucoup de bonne grâce que, sans aucun doute, ça avait dû être fait par les mobiles... Il s'est plaint aussi que Saint-Cloud flambe depuis trois jours et il a voulu me persuader que c'était nous qui avions mis le feu au palais... En parlant des francs-tireurs et de leurs méfaits, il m'a rappelé que nos

guérillas en 1813 avaient fait bien pire. Je lui ai répondu : « Je ne le conteste pas, mais vous savez bien qu'aussi les Français les fusillaient partout où ils les rencontraient... » Enfin, touchant le combat du 19, il a soutenu que la garde nationale recrutée parmi la classe aisée de la société, s'était mieux battue que les bataillons formés par les ouvriers !...

Il y eut un nouveau silence. Le chancelier réfléchit, puis il continua :

— Je crois que le meilleur système serait de donner des provisions aux Parisiens, puis de les laisser de nouveau mourir de faim, puis de leur donner encore des provisions. C'est le système de la bastonnade. Lorsque vous l'administrez sans discontinuer, ça finit par ne plus vous faire d'effet. Mais, si vous arrêtez et si vous reprenez, ah ! dame ! ça vous fait plutôt mal !... Je le sais bien : j'ai été autrefois employé dans un tribunal criminel, et, de temps à autre, on y appliquait la bastonnade...

M. de Bismarck s'est ensuite véhémentement plaint de l'attitude de l'Angleterre.

— Non, voyez-vous, s'est-il écrié, ces Anglais ont des prétentions inouïes! Croyez-vous que, maintenant, ils veulent envoyer une canonnière le long de la Seine pour chercher à Paris les fa-

milles anglaises qui y sont restées?... Je connais ça : ils veulent simplement se rendre compte si nous avons immergé des torpilles, pour que les vaisseaux français remontent ensuite le fleuve derrière eux. Tas de cochons !... Ils crèvent de jalousie parce que nous avons livré de grandes batailles et que nous les avons gagnées. Ils ne peuvent pas souffrir que la pauvre petite Prusse grandisse de la sorte. Les Prussiens, pour eux, n'existent qu'en tant qu'ils leur servent de mercenaires. J'en suis sûr : c'est ce que pense toute la haute classe en Angleterre. Ils n'ont jamais pu nous sentir et ont toujours fait tout ce qu'ils ont pu pour nous nuire... La princesse royale est l'incarnation de ce que je vous dis là. Elle est pleine de la condescendance qu'elle a montrée en daignant se marier dans notre pays. Je me rappelle qu'une fois elle m'a raconté que deux ou trois marchands de Liverpool avaient plus d'argenterie dans leurs buffets que toute la noblesse de Prusse réunie. « Oui, Votre Altesse Royale, lui ai-je répondu ; seulement, il y a des choses que, nous autres, nous apprécions plus que l'argenterie. »

Et le chancelier, mis en train, continua de nous parler de tout, au hasard. Il nous expliqua pourquoi il n'avait pas déclaré la guerre lors de l'affaire du Luxembourg :

— Je me suis souvent demandé, nous dit-il, ce qui serait arrivé si nous avions fait la guerre à propos du Luxembourg. Serais-je à cette heure-ci devant Paris ? ou bien ne seraient-ce pas les Français qui seraient devant Berlin ? Je crois que j'ai bien fait de ne pas faire la guerre à cette époque. Nous n'étions pas aussi forts que nous le sommes aujourd'hui. Les Hanovriens, alors, n'étaient pas encore de bons soldats. Les Hessois... je n'en parle pas ! Les hommes du Schleswig-Holstein, qui, maintenant, se battent comme des lions, n'avaient alors pas d'armée... Les Saxons n'existaient pas : leurs régiments venaient d'être licenciés. Et les Wurtembergeois, quelles magnifiques troupes aujourd'hui, hein ?... Mais, en 1866, on éclatait de rire, lorsqu'on les voyait déambuler dans les rues de Francfort comme de véritables gardes nationaux... Je sais bien que l'opinion publique en Allemagne aurait été de notre côté si nous avions fait la guerre pour le Luxembourg, mais cela ne bouchait pas les trous que nous avions. Et, d'ailleurs, le bon droit n'était pas pour nous. Je ne l'ai jamais avoué en public, mais je puis bien le dire ici : après la dissolution de la Confédération germanique, le grand-duc était le seul souverain du Luxembourg, et il pouvait en disposer comme il l'entendait. Cela n'aurait pas été bien beau, de sa

part de vendre son pays à la France pour de l'argent, mais c'était son droit strict. Nous n'avions même pas le droit d'occuper Rastadt et Mayence. J'ai dit tout cela au conseil. J'avais, d'ailleurs, à cette époque, une autre idée : c'était de céder le Luxembourg à la Belgique. Nous l'aurions ainsi donné à un pays dont l'Angleterre aurait peut-être défendu la neutralité ; cela aurait en même temps infusé un peu de sang allemand dans une contrée où les habitants ne parlent que le français; cela nous aurait enfin donné une bonne frontière. Ma proposition ne fut pas alors accueillie. Je n'ai pas le droit de m'en plaindre aujourd'hui !...

Jeudi 26 *janvier*. — Le comte de Lehndorff et quelques autres personnes sont venus dîner avec nous. Parlé argent et calculé ce que les souverains et les fonctionnaires en place peuvent mettre de côté. D'après le chancelier, Napoléon III, pendant les dix-neuf années de son règne, aurait amassé plus de 80 millions. Mais le duc de Morny est celui qui paraît s'être le mieux entendu à faire des économies.

— Quand il a été nommé ambassadeur à Pétersbourg, nous a raconté M. de Bismarck, il arriva avec toute une collection de voitures élé-

gantes : quarante-trois ou quarante-quatre ; et les malles, les caisses, les coffres, tout cela était plein de dentelles, de soieries, de toilettes de femme, sur lesquelles, en sa qualité d'ambassadeur, il ne paya pas de droits de douane. Chaque domestique avait sa voiture à lui, et chaque secrétaire ou attaché en avait deux. Quelques jours après son arrivée, il vendit le tout et gagna, de la sorte, plus de 800,000 roubles. C'était un spéculateur, mais un bien charmant homme.

Vendredi 27 janvier. — Le bombardement a cessé à minuit. Il devait recommencer à six heures, ce matin, dans le cas où le gouvernement de Paris ne consentirait pas à entrer en négociations avec nous pour un armistice. Comme il a cessé, il faut croire que les Parisiens ont cédé. Mais que va dire Gambetta ?

Le maréchal de Moltke est arrivé à huit heures et demie du matin ; il a conféré pendant plus de trois quarts d'heure avec le chef.

Les Français ont fait leur apparition un peu avant onze heures. Jules Favre s'était fait couper sa barbe grise de démagogue ; le pli de sa lèvre inférieure s'était accentué, il avait le teint jaune et les yeux troubles. Il était accompagné du géné-

ral de Beaufort d'Hautpoul, avec son aide de camp, M. Calvel, et de M. Dürrbach, ingénieur en chef du chemin de fer de l'Est. C'est le général de Beaufort qui, le 19, avait dirigé l'attaque sur Montretout. Leurs pourparlers avec le chancelier n'ont pas duré longtemps, car un peu après midi, au moment où nous nous mettions à table, ils sont repartis dans les voitures qui les avaient amenés. Jules Favre avait l'air de plus en plus déprimé. Quant au général, il avait la face congestionnée et paraissait avoir de la peine à se tenir sur ses jambes.

Le chancelier, après les avoir accompagnés à la porte, vint nous trouver et, secouant la tête, nous dit :

— Il n'y a rien à faire avec ce général. Il est absolument incapable!... Je lui ai dit de réfléchir jusqu'à une heure et demie. Il se remettra peut-être d'ici là. Comment s'appelle-t-il? Bouffre... Pauvre?... Je ne me rappelle plus...

— Il s'appelle de Beaufort d'Hautpoul.

— Ah! fit le chancelier, c'est un nom distingué, mais son langage ne l'est pas toujours.

Il paraît qu'en effet, au cours de la conférence, le général avait juré comme un troupier et que chaque fois qu'il avait pris la parole, il avait commencé en disant : « Moi, général de l'armée

française... » Le chancelier en avait été exaspéré; il était convaincu qu'on lui avait envoyé cet officier afin de rendre toute entente impossible.

A une heure de l'après-midi, le chancelier sortit en voiture pour aller voir l'empereur et de Moltke. C'est chez ce dernier qu'eut lieu la deuxième entrevue de la journée avec les plénipotentiaires français. Elle dura jusqu'à quatre heures.

Le chancelier dit à Jules Favre :

— Vous avez été trahi par la fortune.

Jules Favre hocha la tête et répondit :

— A qui le dites-vous? Dans trois fois vingt-quatre heures, je serai aussi compté au nombre des traîtres.

Il ajouta que sa position à Paris était devenue des plus critiques. Sur quoi, M. de Bismarck lui proposa :

— Provoquez donc une émeute pendant que vous avez encore une armée pour l'étouffer.

L'envoyé français regarda le chancelier avec effarement.

— Qu'avez-vous? dit M. de Bismarck. Vous ne savez donc pas que c'est le seul moyen de conduire les masses?...

Le chef nous raconta qu'à chaque instant Favre s'écriait que la France était le pays de la liberté,

tandis que l'Allemagne était régie par le despotisme.

— Chaque fois qu'il me disait cela, déclara le chancelier, je me contentais de lui répondre que nous avions besoin d'argent et qu'il faudrait que Paris nous en donne. Il me conseilla de contracter un emprunt ; je lui répondis que nous ne pouvions contracter d'emprunt sans y être autorisés par la Diète. Il fut stupéfait. « Comment ! vous ne pouvez pas avoir 500 millions sans les demander à la Chambre? » « Non, lui dis-je, « pas cent sous ! » Il ne pouvait pas arriver à le croire. « Ah ! » répétait-il, « en France, on ne se gênerait pas ! » Et il se remit encore à vanter l'immense liberté dont on jouit en France. Et, voyez-vous, il n'y avait rien de plus amusant que de l'entendre parler, lui surtout qui avait été membre de l'opposition. Mais ces Français, ils sont tous comme ça... Vous pouvez leur donner vingt-cinq coups de bâton ; si vous leur faites en même temps un beau discours sur la liberté et la dignité humaines, ils ne font pas attention aux coups et écoutent le discours.

Quant à M. Dürrbach, l'ingénieur en chef, il paraît qu'il se présenta lui-même au chancelier :

— Excellence, M. Dürrbach, membre de l'admi-

nistration du chemin de fer de l'Est... J'y suis beaucoup intéressé...

M. de Bismarck eut envie de lui répondre : « Pas tant que moi ! » car il songeait, m'a-t-on dit, à acheter pour le compte de l'Allemagne tout le chemin de fer de l'Est.

Il paraît aussi que ce M. Dürrbach agitait sans cesse les bras en l'air avec désespoir lorsqu'un officier d'état-major lui montrait sur la carte les tunnels, les ponts, etc.. que les Français eux-mêmes avaient fait sauter.

— Quand je pense, gémissait-il, que je m'y suis toujours opposé ! Je passais mon temps à leur dire qu'il fallait trois heures pour rétablir un pont, et ils ne voulaient jamais m'écouter !...

Il semble, malgré tout, que les négociations sont en bonne voie. Les plénipotentiaires français doivent revenir demain, à onze heures, et ce sera pour la signature de la capitulation... On l'espère du moins !

Samedi 28 *janvier*. — C'est le jour de la signature de la capitulation.

A onze heures du matin, les plénipotentiaires français arrivent pour la dernière fois. Il y a là Jules Favre, Dürrbach, deux messieurs en civil

qui appartiennent au haut personnel des chemins de fer et un général avec son aide de camp. Tous ont une tenue irréprochable.

Après le déjeuner, qu'ils prennent avec nous, une assez longue conversation s'engage. Puis le chancelier fait appeler ses deux secrétaires : MM. Willisch et Saint-Blanquart. Il leur dicte l'acte de la capitulation et de l'armistice, dont ils font un double exemplaire. Cet exemplaire, qui remplit dix pages in-folio, est cousu en hâte avec le premier fil qui tombe sous la main et qui se trouve être du fil tricolore. Enfin, à sept heures vingt, dans la petite chambre verte qui est au premier étage de la maison de Mme Jessé, près du cabinet de travail du chancelier, M. de Bismarck et Jules Favre apposent leur signature au bas de la capitulation, et Jules Favre met son sceau sur le fil aux couleurs françaises.

Le soir, les plénipotentiaires français ont encore dîné avec nous. Le général (son nom était de Valdan) a mangé peu et n'a pas parlé. Jules Favre aussi était taciturne et accablé. Delbrück n'a pu s'empêcher de me dire :

— Favre et le général me font pitié : ils ont l'air de deux condamnés qu'on va envoyer demain matin à l'échafaud.

Il paraît — c'est, du moins, ce qui ressort de la

conversation — que, dans les derniers temps, les vivres ont complètement manqué dans Paris et que la mortalité s'est élevée au chiffre de cinq mille dans le courant de la dernière semaine. Elle a particulièrement sévi parmi les enfants en bas âge, et, pendant les derniers jours du siège, on a pu voir de tous côtés des petits cercueils qui emportaient les restes infimes de pauvres êtres à peine nés.

Un peu après dix heures, un homme à barbe, pouvant être âgé d'environ quarante-cinq ans, s'est fait annoncer chez le chancelier sous le nom de M. Duparc. On l'a introduit aussitôt, et il est resté en conférence avec le chef pendant plus de deux heures. Renseignements pris, ce Duparc ne serait autre que l'ancien ministre français Duvernois, qui vient de Wilhelmshœhe avec des propositions de paix.

La capitulation et l'armistice ne veulent pas dire, en effet, que la guerre avec la France soit terminée.

Dimanche 29 *janvier*. — Avant le dîner, lu un certain nombre de documents, notamment un mémorandum de M. de Bismarck à l'empereur, dans lequel le chancelier explique à Sa Majesté qu'il était impossible de demander à Jules Favre,

après la signature de la capitulation, la reddition des drapeaux français des régiments en garnison à Paris.

L'aide de camp qui était ici hier, M. d'Hérisson de Saulnier, est venu dîner avec nous. Il portait un uniforme noir de hussard, avec des aiguillettes dorées et des broderies sur les manches. Il comprend et parle l'allemand, mais la conversation n'en a pas moins eu lieu tout le temps en français. En l'absence de Jules Favre et du général, qui, étant très occupé, s'est fait monter son dîner dans le petit salon d'en haut, l'aide de camp s'est montré plus animé que la veille. Il a tenu presque tout le temps le dé de la conversation et nous a égayés avec une série d'anecdotes amusantes. Il paraît que la famine s'est fait durement sentir, les derniers temps, dans la capitale. Mais M. d'Hérisson n'a pas semblé prendre la chose trop au tragique.

— Le moment le plus intéressant du jeûne, nous a-t-il déclaré, a été le moment où nous avons commencé à manger le Jardin des Plantes. La chair d'éléphant coûtait 20 francs le kilogramme et avait d'ailleurs le goût de bœuf. Nous avons eu des filets de chameau et des côtelettes de tigre?... Un marché de chien s'est tenu rue Saint-Honoré, et la viande y a coûté 2 fr. 50 le kilogramme.

Aussi, les derniers jours, n'a-t-on pas pu voir un chien dans Paris : dès qu'on en apercevait un, on lui faisait immédiatement la chasse à travers les rues. De même des chats! Si un pigeon se montrait sur un toit, il occasionnait un rassemblement... Il n'y a guère que les pigeons voyageurs qui aient été épargnés. Pour être voyageur, un pigeon devait avoir neuf plumes à la queue. S'il n'en avait que huit, on disait : « C'est un pigeon civil! » Et il subissait le sort des autres. Je connais une dame qui s'est écriée : « Jamais je ne mangerai plus de pigeon, car je croirais toujours avoir mangé un facteur! »

Après dîner, lu un grand nombre de rapports et de documents, parmi lesquels une très intéressante lettre de Gortschakoff, dans laquelle le chancelier russe nous conseille de laisser Metz et la Lorraine allemande à la France et de prendre un autre morceau de territoire, par exemple le Luxembourg. La position géographique de ce grand-duché, affirme le prince Gortschakoff, est tout indiquée pour qu'il fasse partie de l'Allemagne. M. de Bismarck a répondu comme il suit à la proposition du ministre russe :

« Nous ne nous reconnaissons pas le droit de prendre le bien de gens qui ne nous ont rien fait. Nous devons donc nous en tenir strictement au

programme que, il y a cinq mois, nous avons communiqué à Saint-Pétersbourg. La réalisation de ce programme est indispensable à notre sécurité, et l'Allemagne ne tolérerait pas une minute qu'on en changeât une virgule. Il nous faut Metz et la Lorraine. »

Nous avons questionné le chef au sujet de la capitulation et de l'armistice. Nous lui avons, notamment, demandé ce qui allait se passer si Gambetta et les préfets du Midi n'adhéraient pas à la convention signée.

— C'est drôle, nous a répondu le chancelier, l'empereur m'a fait la même question. Je vous répondrai ce que je lui ai répondu : Nous resterons dans les forts qui dominent Paris, nous tiendrons les Parisiens enfermés et nous refuserons de prolonger l'armistice jusqu'au 19 février. Dans l'intervalle, ils nous auront remis leurs armes et ils nous auront payé de fortes contributions.

Jules Favre a, paraît-il, avoué au chef qu'il avait procédé *un peu témérairement* dans la question du ravitaillement de Paris. Il ne savait réellement pas s'il arriverait en temps voulu à approvisionner les milliers d'hommes enfermés dans la capitale.

Quelqu'un fit observer à ce propos :

— Si Favre ne peut pas les nourrir, il faudra

que ce soit nous qui leur fournissions des bœufs et de la farine.

Ce ne fut pas l'avis de Bismarck-Bohlen, qui trouva que nous n'avions rien à leur donner du tout et qu'ils devraient se tirer d'affaire comme ils pourraient.

Le chancelier se récria :

— Tu veux donc les laisser mourir de faim? demanda-t-il.

— Et après?...

— Comment, malheureux!... et après? Eh bien, et mes contributions, qui est-ce qui les paierait alors?...

Hatzfeldt a ensuite raconté qu'un secrétaire d'ambassade espagnol s'était présenté chez lui dans l'après-midi. Il venait en droite ligne de Bordeaux et désirait entrer à Paris pour y chercher quelques-uns de ses compatriotes. Il avait une lettre de Chaudordy pour Jules Favre et était fort pressé. Hatzfeldt demanda au chancelier quelle réponse il fallait lui faire.

Le chancelier s'inclina légèrement sur la table, selon sa coutume, puis se redressa et répondit :

— Il faut le traduire devant une cour martiale. Porter une dépêche d'un membre du gouvernement ennemi à un autre membre, en passant par nos lignes, c'est tout ce que cela mérite... Quand

il reviendra, vous prendrez un air sévère, vous jouerez l'indignation et vous direz que nous allons nous plaindre immédiatement au nouveau roi d'Espagne de sa rupture de neutralité et que nous allons lui en demander réparation... Mais ce que je ne puis comprendre, c'est que nos soldats aient laissé passer cet individu. C'est toujours la même chose. Ils ont beaucoup trop d'égards pour tout ce qui est diplomate. Même s'ils avaient affaire à un ambassadeur, à Metternich en personne, dans un cas pareil, ils devraient lui faire tourner les talons et le laisser mourir de froid et de faim...

Le chancelier déclara ensuite qu'il allait donner des ordres sévères pour qu'on ne laisse pas aller et venir sans une autorisation en bonne et due forme tous ceux qui veulent traverser nos lignes.

On raconta alors que Rothschild était déjà arrivé à quitter Paris au moyen d'un sauf-conduit.

— C'est ennuyeux, fit le chancelier. Ça aurait été amusant de le garder comme prisonnier de guerre... Il faudra vous en informer.

— Mais, si jamais nous touchions à Rothschild, dit avec consternation Bohlen, nous verrions aussitôt accourir son collègue Bleichrœder, de Berlin! Il se jetterait à nos genoux et viendrait nous implorer au nom de toute la famille Rothschild.

— Eh bien, répliqua le chancelier, nous l'en-

verrions, lui aussi, à Paris afin qu'il y mange sa part de conserve de chien!

Lundi 30 *janvier*. — Jules Favre et d'autres Français, parmi lesquels le préfet de police de Paris, ont conféré une grande partie de l'après-midi avec le chef et ont dîné avec lui à cinq heures et demie. J'ai dû aller avec les secrétaires à l'hôtel des Réservoirs parce qu'il n'y avait plus de place pour nous à table.

Il paraît que, entre autres choses, le chancelier a dit aux Français que c'était une faute d'être trop conséquent en politique. Il faut savoir se modifier suivant les événements et les circonstances; il faut savoir servir son pays en se conformant aux événements et non pas en suivant ses propres opinions. Quand lui, Bismarck, est entré dans la vie politique, alors jeune et inexpérimenté, il avait des vues et des desseins abolument opposés à ceux qu'il a aujourd'hui. Il a, depuis lors, modifié ses idées, il n'a pas hésité à sacrifier ses désirs aux besoins du jour. Un véritable homme d'État ne doit pas imposer ses préférences à son pays. *La patrie veut être servie et non pas dominée.*

Cette dernière phrase a produit une grande impression sur les Parisiens qui étaient à table,

non point peut-être tant à cause de l'idée qu'elle exprimait qu'à cause de la forme dans laquelle elle était formulée.

Jules Favre s'écria :

— C'est bien juste, monsieur le comte, c'est bien profond.

Et un autre de ses collègues répéta gravement :

— Oui, messieurs, c'est un mot bien profond!

Jules Favre, néanmoins, crut devoir ajouter :

— C'est pourtant un beau spectacle que de voir un homme qui n'a jamais changé de principes.

Le soir, vers onze heures, lorsque je rentrai, les convives s'étaient retirés, et le chancelier était en train de prendre le thé.

— Je suis vraiment curieux, me dit-il, de voir ce que Gambetta va faire. On dirait qu'il veut prendre le temps de réfléchir, car il n'a pas encore donné signe de vie. Je pense qu'il finira par céder; mais, d'ailleurs, peu importe!... Ces Français, voyez-vous, sont tout de même de drôles de gens. Jules Favre vient me trouver avec sa figure de martyr et, comme s'il avait les plus graves communications à me faire. Voyant cela, je lui demande : « Voulez-vous que nous montions? » « Oui », fait-il, « montons! » Mais, une fois que nous sommes en haut, il s'assied tranquillement, écrit lettres sur lettres, et j'attends en vain qu'il

me communique quelques nouvelles importantes. Je pourrais attendre longtemps, car il n'a rien à me communiquer du tout. Quand il a parlé pendant une heure, tout ce qu'il a dit tiendrait dans deux pages de carnet... Et le préfet de police! Je n'ai jamais, dans ma vie entière, vu un homme aussi peu pratique. Il faut que, sur chaque chose, ce soit nous qui lui donnions des conseils et des instructions. Il vient me trouver; pendant une demi-heure, il me pose toute sorte de questions, si bien qu'à la fin je perds patience et je lui dis : « Mais, enfin, mon cher monsieur, est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux que vous mettiez tout cela par écrit? Comment voulez-vous que je conserve tout cela dans ma tête et que je vous réponde après? » Et c'est vrai! Il y a des milliers de sujets qui vous passent par la tête, et moi, quand je pense sérieusement à une chose, je perds de vue toutes les autres.

La conversation a ensuite roulé sur les difficultés qu'on éprouve à ravitailler Paris. Plusieurs lignes de chemin de fer sont impraticables; d'autre part, il ne faut point songer à prendre des vivres dans les provinces que nous occupons, sous peine que nous nous trouvions alors dans l'embarras. Enfin, le port de Dieppe, sur lequel nous comptions pour faire venir des vivres de l'étran-

ger, ne peut, paraît-il, rccevoir que quelques vaisseaux.

Le chef s'est mis à compter combien Paris aurait besoin de rations par jour et combien on pourrait en transporter en temps normal. Il aboutit à des chiffres insuffisants et trouva qu'un grand nombre de personnes mourraient encore de faim. Il ajouta :

— Jules Favre lui-même m'a dit qu'ils avaient résisté trop longtemps. Il a avoué que c'était en partie parce qu'ils savaient que des vivres avaient été mis en réserve pour eux à Lagny. Ils étaient très bien renseignés; nous avons eu un moment jusqu'à quatorze cents fourgons remplis pour eux.

Il paraît que nous avons frappé la commune de Fontenoy d'une amende de dix millions de francs pour la punir d'avoir détruit des ponts de chemin de fer. L'expert est venu déclarer au chancelier qu'on ne pourrait pas arriver à tirer seulement deux millions de la population.

— Je sais bien, a fait le chancelier. Nous n'en tirerons même pas un million. Mais c'est notre faute. C'est toujours comme ça que nous faisons : nous menaçons les gens de peines terribles et puis, après, nous ne leur faisons rien du tout. Ils finissent par s'y habituer et se moquent de nous.

Mardi 31 *octobre.* — Le roi de Suède vient de tenir un discours du trône belliqueux. Pourquoi, grands dieux?...

Le chef m'a donné l'ordre d'écrire deux articles pour attirer l'attention là-bas sur les souffrances qu'un certain nombre de familles allemandes, qui étaient restées à Paris, ont eu à endurer pendant le bombardement. Je dois particulièrement signaler la conduite du ministre des États-Unis, M. Washburne, qui a fait tous ses efforts pour soulager la misère de ces pauvres gens. Nous lui devons de chaleureux remerciements, à lui, ainsi qu'au personnel qui lui a prêté un loyal concours.

Ces messieurs de Paris sont de nouveau ici, y compris Jules Favre, qui vient d'envoyer un télégramme à Gambetta pour le supplier de céder.

Il est à craindre que ce dernier refuse. Le préfet de Marseille est monté sur ses grands chevaux, et il écrase le pauvre Jules Favre de déclarations patriotiques : « Je n'obéis plus au *capitulé* de Bismarck, écrit-il. Je ne le connais plus. »

Duparc, l'inconnu de l'autre jour, a eu une nouvelle entrevue avec le chancelier. Il a été suivi de près par Jules Favre et Magnin, le ministre des finances, qui ont longuement conféré avec le chef.

Mercredi 1er février. — Il paraît que Gambetta a approuvé l'armistice, mais s'est montré surpris que nous continuions la lutte dans le sud-est de la France. Jules Favre, avec son ignorance des affaires, n'a, en effet, oublié qu'une chose : c'est de le prévenir, dans sa dépêche, que les opérations étaient suspendues partout.

Pour la première fois depuis longtemps, nous n'avons eu personne à déjeuner.

— Vous ne savez pas, nous dit M. de Bismarck, pourquoi Jules Favre est venu me voir aujourd'hui?... Il est revenu parce que, hier, nous nous sommes un peu disputés au sujet de Garibaldi. Je n'ai jamais voulu reconnaître qne Garibaldi fût un héros et j'ai refusé de le comprendre dans l'armistice. Jules Favre, en bon avocat, a eu beau me rappeler l'article 1er de notre convention, je lui ai répondu : « Oui, l'article 1er énonce les règles générales, mais les articles suivants énumèrent les exceptions, et Garibaldi en fait partie. » Je comprends, en effet, parfaitement qu'un Français prenne les armes contre nous : il défend son pays; c'est son droit absolu. Mais ce n'est pas le droit de cet aventurier étranger d'accourir avec une bande de révolutionnaires cosmopolites ramassés aux quatre coins du globe... Jules Favre est alors revenu aujourd'hui me demander ce que nous

comptions faire de Garibaldi s'il devenait prisonnier. « Ne vous tourmentez pas, lui ai-je répondu. Nous l'exhiberons dans les rues pour faire de l'argent et nous lui mettrons un placard autour du cou avec le mot *ingratitude.* »

Et, en effet, le soir même, le chancelier a écrit au maréchal de Moltke pour lui demander de ne traiter en aucun cas Garibaldi sur le même pied que les Français et d'exiger, avant tout, qu'il dépose les armes.

Des instructions ont également été envoyées en Alsace pour que les élections générales qui vont avoir lieu et qui doivent décider de la paix ou de la guerre ne soient point troublées. Dans les provinces que nous occupons, ce sont, d'ailleurs, les maires et non les préfets qui seront chargés de surveiller les élections.

Jeudi 2 février. — L'application de la convention du 28 janvier donne lieu à quelques tiraillements. D'une part, le gouvernement de Paris désirerait y voir introduire quelques modifications; d'autre part, on éprouve de réelles difficultés à ravitailler la capitale. Les directeurs du chemin de fer de l'Ouest, sur le concours desquels on avait cru pouvoir compter, viennent de décla-

rer qu'ils n'ont pas assez de matériel roulant et que la plupart de leurs locomotives ont été démontées et envoyées en Angleterre. L'attitude de Gambetta est toujours équivoque, et il paraît songer à une continuation de la guerre.

Tout cela irrite le chancelier.

— Il commence à être temps, fait-il, que la France ait un gouvernement propre. Si elle ne met pas plus de hâte à s'en donner un, je me charge, moi, de lui trouver un souverain. J'ai déjà tout préparé pour cela. Lorsque Amédée est arrivé à Madrid en qualité de roi d'Espagne, il n'avait qu'une valise à la main, et il est très bien parvenu à se tirer d'affaire. Mon monarque, à moi, arrivera immédiatement avec sa suite, ses ministres, ses cuisiniers, ses chambellans et... une armée!

M. de Bismarck nous a ensuite raconté la promenade qu'il avait faite, dans la journée à Saint-Cloud. Partout, il n'avait vu que des gens en train de déménager leur mobilier et leurs lits. C'étaient des habitants de la banlieue qui n'avaient pu rentrer à Paris.

— Les femmes, nous dit le chancelier, avaient l'air aimable, mais les hommes, dès qu'ils voyaient nos uniformes, prenaient un air sombre. Cela me rappelle la vieille armée napolitaine. On y avait des commandements baroques. Là où nous autres

nous commandons : « Chargez ! » ils commandaient : « *Faccia feroce!* » (ayez l'air féroce !) Il faut toujours que ces Français aient une attitude théâtrale. Ils tiennent avant tout à l'expression, et, pourvu qu'ils gardent la forme, le fond leur importe peu... Il y avait autrefois à Potsdam un citoyen qui vint un jour me trouver et qui me déclara qu'il avait été profondément impressionné par un discours de Radowitz. Je lui demandai de me citer le passage ; il ne put jamais se le rappeler. Je pris alors le discours lui-même et le lus d'un bout à l'autre pour en découvrir les beautés ; il se trouva qu'il n'y avait dedans rien de pathétique ni de sublime. C'était l'attitude de Radowitz, sa figure émue, son œil brillant, sa voix sonore, qui avaient donné l'impression qu'il prononçait un discours profond et saisissant... Eh bien, les Français sont comme les discours de Radowitz ! Et il serait curieux de voir combien, dans l'histoire parlementaire, l'éloquence a gâté de choses. Il serait curieux de compter les heures qui ont été perdues avec des gens qui tenaient absolument à parler, alors même qu'ils n'avaient rien à dire...

Vendredi 3 *février*. — Gambetta vient, de con-

cert avec ses collègues du gouvernement de la Défense nationale, de rendre le décret suivant, qui déclare inéligible toute une catégorie de citoyens français :

Les membres de la Défense nationale délégués pour représenter le gouvernement et en exercer les pouvoirs,

Considérant qu'il est juste que tous les complices du règne qui a commencé par l'attentat du 2 décembre pour finir par la capitulation de Sedan, en léguant à la France la ruine et l'invasion, soient frappés momentanément de la même déchéance que la dynastie à jamais maudite dont ils ont été les coupables instruments;

Considérant que c'est là la sanction nécessaire de la responsabilité qu'ils ont encourue en aidant et assistant avec connaissance de cause l'ex-empereur dans l'accomplissement des divers actes de son gouvernement, qui ont mis la patrie en danger,

Décrètent :

Article I. — Ne pourront être élus représentants du peuple à l'Assemblée nationale les individus qui, depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté des fonctions de ministre, sénateur, conseiller d'Etat et préfet.

Art. II. — Sont également exclus d'éligibilité à l'As-

semblée nationale les individus qui, aux élections législatives qui ont eu lieu, depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté la candidature officielle et dont les noms figurent dans les candidatures recommandées par les préfets aux suffrages des électeurs et ont été publiés au *Moniteur officiel* avec les mentions : *Candidat du gouvernement*, *candidat de l'administration* ou *candidat officiel.*

Art. III. — Sont nuls et de nullité absolue les bulletins de vote portant les noms des individus compris dans les catégories ci-dessus désignées. Ces bulletins ne seront pas comptés dans la supputation des voix.

GAMBETTA, CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN,
amiral FOURICHON.

Ainsi se trouve justifiée la crainte exprimée par M. de Bismarck au cours des négociations de la capitulation du 28 janvier, à savoir que les élections ne seraient point libres.

Le chancelier proteste d'ailleurs avec énergie contre cette atteinte aux droits du suffrage universel.

Il vient d'envoyer un télégramme à Gambetta et une dépêche à Jules Favre.

Voici le texte du télégramme :

Versailles, 3 février 1871.

A M. Léon Gambetta, à Bordeaux.

Au nom des libertés, garanties par la convention d'armistice, je proteste contre le décret signé par vous, qui prive de nombreuses classes de citoyens français du droit d'être élu à l'Assemblée nationale. Les droits garantis par notre convention aux représentants librement élus du pays ne pourront pas être conférés à des députés élus sous un régime d'oppression et d'arbitraire.

BISMARCK.

Quant à la dépêche adressée à Jules Favre, elle contenait un résumé du décret de Gambetta et était ainsi conçue :

J'ai l'honneur de demander à Votre Excellence si elle considère ce décret comme s'accordant avec la clause de la convention en vertu de laquelle l'Assemblée nationale doit être librement élue. Que Votre Excellence me permette de vous rappeler les négociations qui ont précédé la convention du 28 janvier. A ce moment déjà, j'ai émis la crainte que, dans les circonstances actuelles, il serait difficile d'assurer l'entière liberté du vote. En raison de cette crainte, que la circulaire de M. Gambetta paraît aujourd'hui justifier, j'ai demandé s'il ne vaudrait pas mieux convoquer

le Corps législatif, qui constitue une autorité légale, issue du suffrage universel. Votre Excellence s'y est opposée et m'a promis, par des dépêches réitérées, qu'aucune pression ne serait exercée et que les élections seraient entièrement libres. Je m'adresse à la justice de Votre Excellence, en la priant de me faire savoir si l'exclusion de catégories entières de candidats s'accorde avec la liberté des élections telle que l'a garantie la convention du 28 janvier. Je crois pouvoir exprimer l'espoir de voir retirer ce décret, dont l'exécution me paraît en contradiction avec les clauses de la convention, et je pense que le gouvernement de la Défense nationale prendra les dispositions nécessaires pour l'exécution de l'article 2 de la convention. Nous ne pourrions reconnaître aux personnes élues d'après les dispositions de la circulaire de Bordeaux les droits que la convention d'armistice garantit aux membres de l'Assemblée nationale.

A dix heures du soir, le chef m'a fait appeler et m'a dit :

— Il paraît qu'ils se plaignent à Berlin que les journaux anglais sont infiniment mieux informés que les nôtres, et que nous ne leur avons presque rien communiqué au sujet de l'armistice. Comment cela se fait-il ?

— Cela se fait, Votre Excellence, que les journalistes anglais ont plus d'argent que les nôtres et qu'ils vont partout où ils peuvent avoir des in-

formations. Vous n'ignorez pas, en outre, qu'ils sont en relations avec certains personnages augustes au courant de tout et que les autorités militaires ne se montrent pas toujours suffisamment réservées. Quant à moi, je ne pouvais, naturellement, livrer au public que ce qui devait être rendu public.

— C'est juste, acquiesca le chancelier. Ecrivez-leur donc là-bas et expliquez-leur que c'est la faute des circonstances et non la nôtre.

Je pris ensuite la liberté de féliciter M. de Bismarck du titre de citoyen d'honneur que la ville de Leipzig venait de lui décerner.

— Oui, fit-il, je deviens saxon, et puis hambourgeois aussi, car la ville de Hambourg m'a également décerné le titre de citoyen... Ah ! je ne me serais jamais attendu à cela en 1866 !

J'allais me retirer, lorsqu'il me rappela.

— Tenez, me dit-il, encore une des curiosités de notre époque !... Ce Gambetta, qui, pendant si longtemps, s'est posé en champion de la liberté et en dénonciateur des pressions gouvernementales sur les élections, ne voilà-t-il pas que lui aussi attente de la manière la plus violente à la liberté du suffrage universel ? Ne voilà-t-il pas qu'il veut disqualifier tous ceux qui ne sont pas de son avis, c'est-à-dire toute la France officielle, à l'exception

d'une trentaine de républicains? Et ne voilà-t-il pas que c'est moi qui suis obligé de défendre des principes de liberté contre Gambetta et son allié et ami Garibaldi ?...

— Est-ce intentionnellement, Votre Excellence, que vous avez commencé votre dépêche à Gambetta par les mots « Au nom des libertés... » etc.?

— Oui, c'est exprès. Vous pouvez le faire ressortir. Vous pouvez aussi raconter que Thiers, lors de ses pourparlers avec moi, me traita de *barbare aimable*. Aujourd'hui, il paraît qu'à Paris on me traite de *barbare astucieux*. Nul doute que, demain, on ne m'appelle *barbare constitutionnel!*

Il paraît que, d'ailleurs, le chef a attiré l'attention de Jules Favre sur ce fait singulier que lui, comte de Bismarck, que l'on a dénoncé partout comme un tyran et un despote, a dû protester au nom de la liberté contre la proclamation de Gambetta; Jules Fabre l'a reconnu et a dit, en souriant :

— Oui, c'est bien drôle!...

Le gouvernement de Paris a, du reste, repoussé la clause du décret de Gambetta qui restreignait la liberté des élections. Jules Favre l'a écrit au chef dans la matinée, et il lui en avait, auparavant, donné verbalement l'assurance.

On dit aussi que certains journaux allemands

ont été mécontents de la capitulation, car ils s'étaient attendus à l'entrée immédiate de nos troupes dans Paris.

— Cela vient, dit le chef, d'une complète ignorance de la situation ici et à Paris. Je pouvais faire ce que je voulais de Favre, mais pas de la population ! Ils ont de fortes barricades ; ils ont encore trois cent mille hommes sous les armes, dont, certainement, cent mille se seraient bravement battus. Il y a eu assez de sang versé dans cette guerre ; en tout cas, assez de sang allemand ! Si nous avions voulu avoir de nouveau recours à la force, il aurait fallu en verser davantage encore, et c'eût été trop chèrement acheter la suprême humiliation que nous leur aurions infligée.

Et, après un instant de silence, il continua :

— Et, d'ailleurs, qui dit que nous n'entrerons pas à Paris et que nous n'en occuperons pas une partie ? Qui dit que nous ne traverserons pas la capitale une fois que le calme sera revenu ? L'armistice sera probablement prolongé, et, en échange des concessions qu'il nous sera possible de faire, nous pourrons exiger l'occupation de la rive droite de Paris... Attendez un peu : vous verrez cela dans trois semaines...

Samedi 4 février. — M. de Bismarck a été aujourd'hui au mont Valérien. Il n'y avait jamais été auparavant. La vue des puissants ouvrages qui défendaient le fort et des redoutables obstacles qui y avaient été accumulés l'a confirmé dans son idée qu'un assaut nous aurait coûté des pertes énormes.

Il a reçu aujourd'hui la visite de Jules Favre, qui est venu le prier de laisser sortir de Paris tous ceux qui y avaient été accidentellement enfermés depuis la fin de septembre. Il y a, notamment, 300,000 habitants de la banlieue qui sont dans ce cas.

Le chancelier a refusé ce que lui demandait Jules Favre.

— Je ne puis lui accorder cela, nous a-t-il expliqué, parce que nos soldats occupent, à l'heure actuelle, les maisons de ces individus. S'ils revenaient demain, et voyaient l'état de dévastation de leurs propriétés, cela occasionnerait des rixes, des disputes, des protestations, et nous aurions tout à redouter de leur désespoir.

Le chancelier est, paraît-il, encore retourné à Saint-Cloud. Il a voulu visiter le palais incendié et a tâché de retrouver, dans les décombres, la pièce où jadis il avait dîné avec Napoléon III. Il a rencontré, au milieu des ruines, un monsieur bien

mis, venu probablement de Paris, qui visitait également. Ce monsieur était guidé par un homme en blouse qui lui donnait quelques explications, et, à chaque pas, s'écriait à haute voix :

— Vous voyez, monsieur... C'est l'œuvre de Bismarck !

— Non, répondait simplement l'inconnu, c'est l'œuvre de la guerre !...

Discuté les professions de foi des candidats à l'Assemblée nationale qui sont affichées sur les murs. Le chef les trouve, en général, trop agressives.

— Trop d'éloquence ! fait-il. C'est comme Jules Favre : il est deux ou trois fois monté avec moi sur ses grands chevaux ; mais, quand il a vu que je le blaguais, il a aussitôt mis pied à terre...

Lu ensuite un grand nombre de documents et de dépêches. Voici la réponse de Jules Favre à M. de Bismarck, au sujet du décret électoral de Gambetta :

Vous avez parfaitement raison d'en appeler à ma justice : vous ne me verrez jamais y manquer. Il est parfaitement exact que Votre Excellence me pressait vivement d'accepter la réunion de l'ancien Corps législatif. J'ai repoussé cette proposition pour différentes raisons, qu'il est inutile de rappeler, mais que Votre

Excellence n'a certainement pas oubliées. Aux objections de Votre Excellence, j'ai répondu que je croyais être assez sûr de mon pays pour pouvoir prétendre qu'il ne désire que des élections libres et que le principe de la souveraineté du peuple est son seul refuge. Il suffira de vous dire que les restrictions apportées au droit électoral ne peuvent être autorisées par moi. Je n'ai point combattu le système des candidatures officielles pour l'appliquer au profit du nouveau gouvernement. Votre Excellence peut donc être assurée que, si le décret dont vous me parlez a été rendu par la délégation de Bordeaux, il sera abrogé par le gouvernement de la Défense nationale. Je ne demande pour cela que de recevoir un avis officiel de l'existence de ce décret. C'est ce que je vais demander aussitôt par télégramme. Il n'existe donc entre nous aucune divergence d'opinion, et il faut que, l'un et l'autre, nous veillions à l'exécution rigoureuse de la convention.

Dimanche 5 *février*. — Jules Favre est venu dîner avec nous, en compagnie de d'Hérisson et du directeur du chemin de fer de l'Est. Ce dernier est un homme d'environ trente-six ans, à la figure ronde et souriante. Favre était assis à côté du chef. Il avait toujours son air soucieux et abattu; sa tête était tristement penchée sur sa poitrine; sa lèvre inférieure pendait de plus en plus; lorsqu'il ne mangeait pas, il croisait ses mains sur la nappe

avec un geste douloureusement résigné. Pendant presque tout le dîner, le chef s'est exprimé en français ; il a parlé à voix basse, et la conversation n'a, du reste, rien eu d'intéressant.

Lundi 6 *février*. — Le chancelier m'a fait appeler le matin, de bonne heure, et m'a donné l'ordre de défendre Jules Favre contre les violentes attaques dont il était l'objet de la part de certains journaux français.

— Comprenez-vous, s'écrie M. de Bismarck, qu'ils le prennent à partie parce qu'il a dîné avec moi ! J'ai eu toutes les peines du monde à l'y amener. Il faut être stupide pour vouloir qu'après avoir travaillé huit ou dix heures avec moi, il se laisse stoïquement mourir de faim ou qu'il aille dîner à l'hôtel des Réservoirs où tout le monde courrait après lui et l'empêcherait d'avaler une bouchée tranquillement !

Les Français sont revenus entre deux et quatre heures. Ils étaient, cette fois, six ou sept. Le général Le Flô les accompagnait.

Le chancelier m'a donné l'ordre d'opposer un démenti formel à la ridicule nouvelle, lancée par le *Times*, d'après laquelle nous aurions l'intention d'exiger pour la paix la livraison de vingt cui-

rassés, la cession de Pondichéry et une indemnité de guerre de dix milliards. Ce ne peut être qu'un ignorant ou un individu mal intentionné qui ait lancé semblable canard.

Enfin, M. de Bismarck m'a exprimé le désir de voir paraître dans le *Moniteur* un article contre Gambetta, et il m'a tracé le plan de l'article suivant :

« La convention du 28 janvier signée entre le comte de Bismarck et M. Jules Favre a ranimé les espérances de tous les vrais amis de la paix. Depuis les événements du 4 septembre, l'honneur militaire allemand a reçu assez de satisfaction pour que l'Allemagne puisse espérer entrer en négociations avec un gouvernement représentant réellement la nation française et conclure une paix qui garantisse les fruits de nos victoires et nous assure notre avenir. Une fois que les gouvernements représentés à Paris et à Versailles eurent pu s'entendre au sujet d'un traité devant rendre la France à elle-même, ils pouvaient espérer que cette première étape d'une ère nouvelle de relations entre les deux pays serait partout respectée. Le décret de M. Gambetta, qui déclare inéligibles les anciens hauts fonctionnaires et dignitaires, les

sénateurs et les candidats officiels, était peut-être nécessaire pour montrer à la France toute la profondeur de l'abîme qui s'est ouvert devant elle, depuis que le dictateur, en sacrifiant le sang le plus précieux de la France, avait refusé de convoquer d'une manière régulière les représentants de la nation.

« L'article 2 de la convention du 28 janvier dit textuellement : « L'armistice ainsi conclu a pour « but de permettre au gouvernement de la Défense « nationale de convoquer une Assemblée librement « élue, qui ait à se prononcer sur la question de « savoir s'il faut continuer la guerre ou si la paix « doit être conclue et à quelles conditions. L'As- « semblée siégera à Bordeaux, les commandants « des armées allemandes faciliteront, autant que « possible, l'élection et la réunion des représen- « tants. »

« Il résulte clairement de cette convention que la liberté des élections est une des conditions de la convention elle-même, et il serait totalement inadmissible de jouir de tous les avantages qu'elle confère, en voulant restreindre le cercle de ses conditions dont l'intégrité seule renferme les éléments de la réconciliation. En prêtant son concours aux élections, l'Allemagne n'a eu en vue que les lois françaises et point les caprices et le bon plaisir

de tel ou tel tribun du peuple. De cette façon, il serait tout aussi facile de convoquer à Bordeaux un Parlement *tronqué*, pour s'en faire une arme à l'aide de laquelle on battrait l'autre moitié de la France. Nous sommes persuadés que tous les vrais amis de la patrie en France protesteront contre l'acte arbitraire de la délégation de Bordeaux.

« Si cet acte avait quelque chance de rallier les partis anarchiques qui tolèrent la dictature, en tant qu'elle représente leurs idées favorites, il en résulterait infailliblement les plus grandes complications.

« L'Allemagne n'a nullement l'intention de se mêler aux affaires intérieures de la France. Mais elle a acquis, par la convention du 28 janvier, le droit d'exiger l'élection d'un pouvoir public, ayant les qualités nécessaires pour négocier, au non de la France, de la paix.

« Si l'on voulait contester à l'Allemagne le droit de traiter avec la nation entière, si l'on voulait remplacer la nation par un parti, on annulerait du même coup la convention d'armistice elle-même. Nous reconnaissons volontiers que le gouvernement de la Défense nationale à Paris a admis sans difficultés la justesse des plaintes que le comte de Bismarck à formulées dans une dépêche du 3 février.

« Dans un langage noble et élevé, ce gouvernement s'est adressé à la nation française pour lui rendre compte des difficultés de la situation et des efforts qu'il a faits pour paralyser les dernières conséquences d'une campagne malheureuse ; il a annulé en même temps le décret de la délégation de Bordeaux. Espérons donc que la tentative de M. Gambetta ne trouvera pas d'écho dans le pays et que les élections pourront se faire conformément à la lettre et à l'esprit de la convention du 28 janvier ».

Mardi 7 *février*. — Bonnes nouvelles de Bordeaux. Gambetta, dans une circulaire qu'il envoie à tous les préfets, leur annonce que, ses collègues de Paris ayant annulé son décret électoral, il donne sa démission. Le chancelier trouve que c'est un excellent signe. S'il avait eu un fort parti derrière lui, il n'aurait pas donné sa démission.

Mercredi 8 *février*. — Le chef, contre son habitude, s'est levé de bonne heure et est parti à dix heures pour se rendre auprès de l'empereur.

Jules Favre est arrivé à une heure et a longuement conféré avec le chancelier. La discussion a

roulé sur la façon dont Paris paierait son indemnité de guerre. Les Français voudraient en payer la plus grande partie en billets de banque ; il est à craindre que nous y perdions.

— Après tout, a fini par dire le chancelier, ça m'est égal : d'une façon ou de l'autre, il faudra qu'ils me payent; mais qu'ils sachent bien que je ne leur ferai pas cadeau d'un sou !...

Jeudi 9 *février*. — Faisant allusion à la stupide histoire du *Times* au sujet de Pondichéry, le chancelier a déclaré textuellement :

— Je ne veux pas de colonies : elles ne sont bonnes qu'à créer des sinécures. C'est tout ce que l'Angleterre et l'Espagne en font... Nous autres, Allemands, si nous avions des colonies, nous ressemblerions aux nobles de Pologne : ils ont des fourrures d'hermine sur les épaules et pas de chemise dessous !

CHAPITRE XVIII

LES PRÉLIMINAIRES DE PAIX

Mercredi 22 *février*. — J'ai employé toute ma semaine à écrire un grand nombre d'articles et de dépêches.

L'Assemblée nationale de Bordeaux semble vouloir se montrer à la hauteur des événements. Elle a refusé de suivre Gambetta; elle a élu Thiers chef du pouvoir exécutif et l'a chargé de représenter la France dans les pourparlers pour la paix.

Ces pourparlers ont commencé dès hier. Le chancelier ne doute pas que l'on n'arrive à une entente.

— Si seulement, vient-il de nous dire, la France voulait nous donner un milliard de plus, nous pourrions peut-être lui laisser Metz et construire une autre place forte quelques kilomètres plus loin, du côté de Falkenberg ou de Sarrebrück. Nous pourrions aussi lui laisser Belfort, qui n'a jamais été allemand... Je ne tiens pas tant que ça à avoir une quantité de Français chez nous. Mais les militaires ne voudront jamais entendre parler de l'abandon de Metz, et peut-être auront-ils raison !

La seconde entrevue de M. de Bismarck avec Thiers a eu lieu aujourd'hui, dans l'après-midi. Le chancelier vient de m'en faire le récit, que je transcris textuellement :

« A la suite, m'a-t-il dit, de je ne sais plus quelle demande, Thiers, qui ordinairement sait si bien se maîtriser, bondit et s'écria : « *Mais c'est une indignité!* » J'eus un mouvement de colère, mais je me contins, et, tranquillement, je me mis à lui parler allemand. Il m'écouta en silence pendant quelques minutes, ne sachant que penser, puis il m'interrompit avec sa petite voix aigrelette : « Mais, monsieur le comte, vous « savez bien que je ne sais pas l'allemand. » Je lui répondis, en français cette fois : « Lorsque, « tout à l'heure, vous avez parlé d'indignité, j'ai

« trouvé que je ne savais pas assez le français, et « j'ai préféré me servir de l'allemand, dans lequel « je comprends ce que je dis et surtout ce que « j'entends. » Il saisit immédiatement et, en guise de concession, accorda la demande que, peu d'instants auparavant, il avait qualifiée d'*indignité*.

« Il me parla ensuite de l'Europe et me menaça de son intervention si nous ne modérions pas nos exigences. Je lui répliquai : « Si vous me parlez de l'Europe, je vous parlerai de Napoléon. » Il me dit que personne en France n'avait plus rien à redouter de l'empereur déchu. Je lui démontrai le contraire ; je lui dis de songer au plébiscite, aux paysans, aux officiers, aux soldats. Il leur fallait à tous l'empereur pour garder les situations qu'ils occupaient autrefois, et Napoléon III n'avait pas besoin de grands efforts pour gagner à sa cause les cent mille soldats emmenés prisonniers en Allemagne. Je lui laissai entrevoir que nous n'aurions qu'à laisser ces hommes retourner en France avec leurs armes pour que la France fût de nouveau à Napoléon. Si, au contraire, il se montrait de bonne composition, nous pourrions laisser un d'Orléans arriver au trône, quoique nous n'ignorions pas que ce serait de nouveau la guerre dans deux ou trois ans.

« Cela lui fit de l'effet, car, lorsque, au cours de la conversation, il revint à parler encore une fois de l'Europe, il s'arrêta brusquement de lui-même : « C'est vrai, dit-il. Excusez-moi. »

« Je l'aime, d'ailleurs, bien, ce petit homme. Celui-là, au moins, c'est une vraie intelligence; il a des manières charmantes; c'est un conteur merveilleux. Parfois, j'ai pitié de lui, car sa situation est pénible. Mais cela ne sert à rien... Je ne puis rien faire pour lui...

« Lorsque nous avons discuté le chiffre de l'indemnité, il m'a affirmé que 1 milliard 500 millions était tout ce que la France pouvait payer. « Vous « ne savez pas, m'a-t-il dit, ce que la guerre nous « a déjà coûté! Tout ce qu'on nous a vendu était « dans un état déplorable. Quand un soldat tom« bait par terre, son pantalon s'en allait en mor« ceaux; ses souliers étaient en carton; les fusils, « surtout ceux qui nous venaient d'Amérique, écla« taient à la première cartouche... » Je l'interrompis : « Voyons, fis-je, imaginez-vous que vous « êtes surpris à l'improviste par un homme qui « veut vous terrasser. Vous vous défendez, vous « finissez par avoir le dessus et vous lui deman« dez réparation. Que diriez-vous si l'individu se « mettait alors à vous raconter que le bâton dont « il voulait vous assommer lui avait coûté fort

« cher et ne valait rien? » Il ne me répondit pas.

« J'abordai alors un autre argument et lui fit observer que, d'ailleurs, entre un milliard et demi et six milliards, la différence était véritablement trop considérable. »

Jeudi 23 *février*. — Nous aurons Metz, mais pas Belfort. Il vient, en outre, d'être décidé qu'une partie de l'armée entrerait à Paris.

Jules Favre et Thiers sont venus conférer avec le chancelier depuis une heure jusqu'à cinq heures et demie du soir.

Ils s'étaient à peine retirés qu'on a annoncé une députation de la ville de Beauvais, à la tête de laquelle se trouvaient le duc de Mouchy et le comte de Gobineau. Ces messieurs venaient se plaindre de la tyrannie exercée par le préfet allemand de l'Oise.

Ce fonctionnaire, qui s'appelle Schwarzkoppen, n'est, en effet, ni conciliant ni indulgent. Il a fait preuve, à l'égard de la noblesse de la ville et des environs, d'une impardonnable dureté. Il paraît que, entre autres choses, deux jours avant l'échéance d'un paiement de deux millions que la ville devait faire, MM. de Mouchy et de Gobineau

sont venus apporter à Schwarzkoppen un million et demi et lui ont annoncé qu'ils lui remettraient le reste incessamment. Là-dessus, il s'est emporté; il leur a dit brutalement qu'il n'était là que pour les ruiner et qu'il les ferait coffrer afin d'exercer sur eux une légère pression.

Le chancelier s'est montré fort en colère de l'attitude de Schwarzkoppen.

— C'est une brute, a-t-il dit.

M. de Bismarck, pour la première fois de la guerre, est venu dîner en habit civil. Ne serait-ce pas un signe que la paix va être bientôt conclue?

Mercredi 1er mars. — C'est le jour de l'entrée de nos troupes dans Paris. Dans la matinée, j'ai traversé le pont de bateaux qui a été établi à Suresnes. De la tribune, à moitié démolie, du champ de courses de Longchamp, j'ai assisté à la revue que l'empereur a passée de toutes les troupes avant qu'elles ne défilent dans la capitale.

Le chancelier a fait son entrée dans Paris à cheval. Il a été immédiatement reconnu par la population, mais il n'y a eu aucune démonstration. Il nous a raconté, le soir, qu'il s'était approché d'un homme qui avait particulièrement mau-

vaise mine et dont le regard n'annonçait rien de bon. Le chef lui a demandé du feu pour allumer son cigare. L'homme n'a pas bronché et, sans mot dire, lui a tendu la cigarette qu'il avait à la bouche.

Jeudi 2 mars. — Jules Favre est arrivé ce matin, à sept heures et demie, tandis que le chancelier dormait encore. Il a demandé à lui parler immédiatement. Wollmann, qui était de service, a refusé de réveiller le chef, ce dont le ministre français s'est montré très indigné. Jules Favre désirait annoncer au chancelier qu'il avait reçu dans la nuit la nouvelle que l'Assemblée nationale de Bordeaux avait ratifié les préliminaires de paix. Il demandait, en conséquence, que Paris et les forts de la rive gauche de la Seine fussent évacués. Ne pouvant voir le chancelier, il a laissé sa demande par écrit et s'en est retourné.

Dimanche 5 mars. — Nous partons demain pour Lagny et Metz. Notre propriétaire, Mme Jessé, a fait son apparition pour la première fois et a rempli la maison de ses gémissements au sujet des dommages causés. M. de Bismarck lui a

répondu qu'en temps de guerre il ne fallait pas se plaindre, surtout lorsqu'on abandonnait son domicile.

Nous allons emporter avec nous la petite table sur laquelle a été signé le traité de paix. Taglioni, qui reste là encore quelques jours, a reçu l'ordre de la remplacer par une autre exactement semblable.

Lundi 6 *mars*. — Belle matinée. Des grives et des pinsons donnent le signal du départ. A une heure, les voitures s'arrêtent devant la porte, et, d'un cœur léger, nous franchissons la grille dorée que nous avons passée il y a cinq mois. Nous traversons Villacoublay, Villeneuve-Saint-Georges, la Faisanderie et nous arrivons à Lagny, où nous passons la nuit.

Le lendemain, nous partons par train spécial pour Metz, où nous arrivons tard le soir. Nous continuons notre route, le jour suivant, vers Sarrebrück, Mayence et Francfort. Tout le long de la ligne, des réceptions enthousiastes sont faites au chancelier de l'empire d'Allemagne et, le 9 mars 1871, à sept heures et demie du matin,

nous rentrons à Berlin après sept mois d'absence.

Tout bien considéré, nous n'avons pas trop mal employé ces sept mois.

INDEX

POUR LES NOMS PROPRES

Guillaume Ier, le Prince de Bismarck, Busch, la France, l'Allemagne et les petits États de l'Allemagne sont si souvent cités qu'ils ne sont pas dans cet index.

A

B

C

D

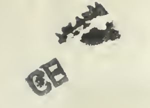
E

F

Y

TABLE DES MATIÈRES

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette. — 14099.



a39003 002171311b